

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX-TRAVAIL- PATRIE

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE  
ET DE LA DECENTRALISATION

REGION DU CENTRE

DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU

COMMUNE DE NITOUKOU

Tel. 78 45 46 10 / 78 46 76 81  
Email : mairiedenitoukou@yahoo.fr



REPUBLIC OF CAMEROON  
PEACE –WORK – FATHERLAND

MINISTRY OF TERRITORIAL  
ADMINISTRATION  
AND DECENTRALIZATION

CENTER REGION

MBAM AND INOUBOU DIVISION

NITOUKOU'S COUNCIL

Tel. 78 45 46 10 / 78 46 76 81  
Email : mairiedenitoukou@yahoo.fr

## PLAN COMMUNAL DE DÉVELOPPEMENT DE NITOUKOU



Réalisé avec l'appui

Technique de Fondation SAF



**FONDATION SAF**

B.P : 2823 Yaoundé  
Tel : (+237) 96 78 22 09 / 77 30 97 96  
E-mail : fondationsaf@yahoo.fr

Financier du PNDP



**Programme National de Développement  
Participatif**

**NOVEMBRE 2013**

COMMUNE DE NITOUKOU, BP 90 Ndikinimeki Tel : (+237) 78 45 46 10 / 78 46 76 81,  
E-mail : mairiedenitoukou@yahoo.fr

## sommaire

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>17</b>
1.1	Contexte et justification .....	17
1.2	Objectifs du PCD .....	18
1.3	.Structure du document .....	18
<b>2</b>	<b>METHODOLOGIE .....</b>	<b>20</b>
2.1	Préparation de l'ensemble du processus .....	20
2.1.1	Préparation à l'interne .....	20
2.2	Collecte et traitement des informations .....	22
2.3	Consolidation des données du diagnostic et cartographie .....	25
2.4	Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation.....	26
2.5	Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif .....	26
<b>3</b>	<b>PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE NITOUKOU .....</b>	<b>28</b>
3.1	Localisation de la commune .....	29
3.2	Milieu biophysique .....	31
3.2.1	Le climat .....	31
3.2.2	Le sol.....	31
3.2.3	Le relief.....	32
3.2.4	L'hydrographie.....	32
3.2.5	La flore et la faune.....	32
3.2.6	Faune : .....	34
3.3	Milieu humain.....	36
3.3.1	Quelques repères historiques de la commune .....	36
3.3.2	Ethnies .....	37
3.3.3	Religions .....	37
3.3.4	Principales activités économiques .....	38
3.3.5	L'agriculture.....	38
3.3.6	Elevage.....	39

3.3.7	Chasse.....	39
3.3.8	Pêche .....	40
3.3.9	Coupe artisanale du bois .....	40
3.3.10	Collecte des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL).....	40
3.3.11	Agro-industrie.....	41
3.3.12	Le commerce et équipement marchands .....	41
3.3.13	L'artisanat et le tourisme .....	41
3.3.14	Machinisme. ....	41
3.3.15	Les activités génératrices de revenus.....	41
3.3.16	Les acteurs du développement de la Commune.....	42
3.4	Principales infrastructures par secteurs .....	43
3.5	Principales potentialités et ressources de la Commune .....	46
<b>4</b>	<b>SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....</b>	<b>49</b>
4.1	Synthèse du DIC.....	50
4.2	Synthèse des données collectées sur la petite enfance.....	54
4.3	Synthèse des données sur les changements climatiques .....	57
4.4	Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur .....	60
<b>5</b>	<b>PLANIFICATION STRATEGIQUE.....</b>	<b>86</b>
5.1	Vision et objectifs du PCD.....	87
5.2	Cadre logique par secteur .....	87
5.2.1	- Cadre logique du secteur Agriculture.....	0
5.2.2	5.2.2- Cadre logique du secteur Elevage .....	2
5.2.3	- Cadre logique du secteur Santé .....	4
5.2.4	- Cadre logique du secteur Travaux Publics.....	8
5.2.5	- Cadre logique du secteur EDUCATION DE BASE.....	9
5.2.6	- Cadre logique du secteur Arts et CULTURE.....	15
5.2.7	- Cadre logique du secteur Promotion de la femme et de la famille .....	17
5.2.8	Cadre logique du secteur Affaires sociales.....	19

5.2.9	- Cadre logique du secteur EAU ET ENERGIE .....	21
5.2.10	- Cadre logique du secteur EAU ET ENERGIE .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.2.11	-Cadre logique du secteur EAU ET ENERGIE.....	23
5.2.12	-SECTEUR : EAU ET ENERGIE.....	27
5.2.13	- Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENT SECONDAIRE .....	29
5.2.14	- Cadre logique du secteur EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE .....	34
5.2.15	- Cadre logique du secteur TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE .....	37
5.2.16	- Cadre logique du secteur TOURISME et LOISIRS.....	39
5.2.17	- Cadre logique du secteur ENVIRONNEMENT PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE .....	42
5.2.18	- Cadre logique du secteur FORET ET FAUNE .....	45
5.2.19	- Cadre logique du secteur DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT .....	47
5.2.20	- Cadre logique du secteur DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES .....	52
5.2.21	- Cadre logique du secteur RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE .....	54
5.2.22	- Cadre logique du secteur COMMERCE.....	56
5.2.23	- Cadre logique du secteur JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE.....	59
5.2.24	Cadre logique du secteur SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE .....	62
5.2.25	- Cadre logique du secteur PMEESA .....	65
5.2.26	- Cadre logique du secteur MINE INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	68
5.2.27	- Cadre logique du secteur TRANSPORT .....	70
5.2.28	- Cadre logique du secteur POSTE ET TELECOMMUNICATION.....	72
5.2.29	- Cadre logique du secteur COMMUNICATION .....	75
5.2.30	- Cadre logique du secteur MINADT .....	77
5.2.31	- Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENT SUPERIEUR .....	80
5.3	Coût estimatif du PCD.....	82
5.4	Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal .....	83
5.5	Développement de l'Economie Locale .....	83
5.6	Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance.....	84

---

5.7	Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal.....	89
<b>6</b>	<b>PROGRAMMATION</b> .....	<b>92</b>
6.1	Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) .....	93
6.2	Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT .....	95
6.2.1	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels .....	95
6.2.2	Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables .....	100
6.2.3	Principaux impacts socio-environnementaux potentiels .....	100
6.2.4	Plan sommaire de gestion de l'environnement .....	105
6.3	Plan d'investissement annuel (PIA) .....	108
6.3.1	Ressources mobilisables et échéances.....	110
6.3.2	La programmation annuelle des projets prioritaires.....	112
6.3.3	. Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables.....	113
6.4	Plan de Passation des marchés du PIA .....	116
<b>7</b>	<b>MECANISME DE SUIVI-EVALUATION</b> .....	<b>1167</b>
	<b>Composition et attributions du comité de suivi évaluation du PCD .....</b>	<b>1178</b>
7.2	Indicateurs de suivi et d'évaluation.....	119
7.3	Dispositif, outils et fréquence du reporting .....	120
7.4	Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD .....	121
<b>8</b>	<b>PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD</b> .....	<b>122</b>
<b>9</b>	<b>CONCLUSION</b> .....	<b>126</b>

## RESUME

L'atteinte des objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) et la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) ne seront effectives que si les appareils en charge de leur mise en œuvre sont dotés d'arguments solides collectés auprès des populations respectives. C'est ainsi que l'action en cours de réalisation du PCD de Nitoukou s'inscrit en droite ligne de la logique du développement régional et local, impulsé par l'Etat du Cameroun. Cette lourde tâche de mise en œuvre incombe au MINEPAT à travers le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Le présent Plan Communal de Développement est celui de la commune de NITOUKOU, chef lieu de l'Arrondissement de NITOUKOU dans le Département du MBAM ET INOUBOU, situé dans la Région du Centre. Il s'agit pour l'Organisme d'Appui Local (OAL) **Fondation Save African Family (Fondation SAF)**, adjudicataire dudit marché, sous la supervision du PNDP, de réaliser le Plan Communal de Développement de la commune de Nitoukou.

Le processus de planification a débuté le 5 Avril 2013 avec l'atelier de lancement tenu dans l'enceinte du Cercle Municipal de Nitoukou suivi des ateliers de diagnostic menés dans les 28 secteurs de la localité. Deux équipes aux compétences pluridisciplinaires ont séjourné dans les 12 villages de la Commune.

L'objectif de ces descentes sur le terrain était d'accompagner les populations dans la définition des orientations du développement communal devant servir de référence à toutes les actions à mener. L'approche méthodologique utilisée s'articule en 7 étapes qui sont : l'étape de préparation, le diagnostic participatif, la planification proprement dite, la mobilisation des ressources, la programmation, la mise en œuvre et le suivi-évaluation.

Le diagnostic participatif révèle que la Commune présente, entre autres, une pauvreté en termes d'infrastructures sociales et économiques et enfin, un faible développement de l'économie locale malgré les atouts et potentialités dont regorge la commune. Il ressort également que la commune connaît de nombreux problèmes dont les plus urgents sont les suivants : la difficulté d'accès à une éducation de qualité, l'insuffisance de la couverture du réseau électrique, la difficulté d'accès à l'eau potable, la difficulté d'accès aux soins de santé de qualité, la difficulté d'accès aux infrastructures sportives, la difficulté de développer une économie locale

porteuse, la mauvaise utilisation des terres et des ressources, les faibles revenus propres à la commune.

L'analyse de ces problèmes a permis d'identifier les causes pertinentes et les axes stratégiques sur lesquels la Commune veut et peut agir à court, à moyen et à long terme. Les activités de planification qui ont suivi ont permis à la Commune d'élaborer un PCD qui prévoit un certain nombre de solutions à entreprendre dans les 28 secteurs et dont plusieurs sont liées à l'amélioration de l'accès aux infrastructures de développement de base et du fonctionnement de l'institution communale. Le développement de l'économie locale et la création d'emplois sont autant d'axes identifiés pour atteindre les Objectifs de Développement escomptés. Au rang de tous ces projets, quelques activités des actions à dérouler figurent dans le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) décliné en trois ans, pour un montant de **154 420 000 (cent cinquante quatre millions quatre cent vingt mille) FCFA** et dans le plan d'investissement annuel pour un montant total de **125 620 000 (Cent vingt cinq millions six cent vingt mille) FCFA**. D'où le plan communal de développement de NITOUKOU s'élève à un montant de **4 855 620 000 (quatre milliard huit cent cinquante cinq millions six cent vingt mille francs CFA)**. A l'issue du processus et après concertations élargies, un Comité Communal de Suivi-Evaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place pour assurer le pilotage du PCD. Ce comité comprend 06 membres dont les rôles ont été bien déterminés

**LISTE DES ABREVIATIONS**

<b>A1</b>	Premier Adjoint au Maire
<b>A2</b>	Deuxième Adjoint au Maire
<b>ACD</b>	Agent Communal de Développement
<b>AF</b>	Agent Financier
<b>FONDATION SAF</b>	FONDATION Save AfricanFamily
<b>AES SONEL</b>	American Energy Society – Société Nationale d'Electricité du Cameroun
<b>CA</b>	Compte Administratif
<b>CAC</b>	Centimes Additionnels Communaux
<b>CAMTEL</b>	Cameroun Télécommunication
<b>CDV</b>	Comité de développement villageois
<b>CEFAM</b>	Centre de Formation de L'Administration Municipale
<b>CNPS</b>	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
<b>CRTV</b>	Cameroon Radio and Television
<b>CSI</b>	Centre de Santé Intégré
<b>CVUC</b>	Communes et Villes Unies du Cameroun
<b>EPE</b>	Etude du Potentiel Economique
<b>FEICOM</b>	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunale
<b>FFOM</b>	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
<b>FMO</b>	Forces de Maintien de l'Ordre
<b>GIC</b>	Groupe d'Initiative Commune
<b>ISS</b>	Interview semi structuré
<b>MARPP</b>	Méthode Accélérée de Recherche et de Planification Participative
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINATD</b>	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
<b>MINEPIA</b>	Ministère de l'Elevage, de la pêche et des Industries Animales
<b>MINEDUB</b>	Ministère de l'Education de Base
<b>MINESEC</b>	Ministère des Enseignements Secondaires
<b>MINFOF</b>	Ministère des Forêts et de la Faune
<b>MINEPAT</b>	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
<b>MINSANTE</b>	Ministère de la Santé Publique
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>OTVP</b>	Occupation temporaire de la voie Publique
<b>PCD</b>	Plan Communal de Développement
<b>PNDP</b>	Programme National de Développement Participatif
<b>RDPC</b>	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
<b>RFA</b>	Redevance Forestière Annuelle
<b>RM</b>	Receveur Municipal



**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : constitution des équipes de planification .....	P 14
Tableau 2 : quelques données sur la commune .....	P 20
Tableau 3 : principales infrastructures par secteur .....	P 28
Tableau 4 : synthèse du DIC .....	P 32
Tableau 5 : Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur .....	P 35
Tableau 6 : Coût estimatif du PCD .....	P 75
Tableau 7 : Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) de trois ans .....	P 77
Tableau 8 : Impacts socio-environnementaux possibles .....	P 83
Tableau 9 : Mesures d'atténuation ou d'optimisation possibles .....	P 86
Tableau 10 : Plan sommaire de gestion environnementale .....	P 89
Tableau 11 : Plan d'Investissement Annuel (PIA) 2012 .....	P 91
Tableau 12 : Programmation annuelle des Micro-projets relevant du PIA .....	P 95
Tableau 13 : Plan de Passation et d'Exécution des Marchés .....	P 99

**DES PHOTOS**

Photo1 : .....

Photo 2 : .....

Photos 3, .....

**LISTE DES CARTES**

- Cartes 1 : Cartes de localisation de la commune .....
- Carte 2 : Utilisation des terres de l'espace communal .....

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

Figure 1 : Graphique de représentation de la pyramide des âges .....	P.26
Figure 2 : Graphique de représentation de la parité hommes/femmes .....	P. 26

**LISTE DES ANNEXES**

**Annexe 1** : Rapport consolidé du diagnostic participatif de la commune de Nitoukou

**Annexe 2** : Fiches de microprojets .....

**VISA DU DELEGUE DEPARTEMENTAL DU MINEPAT**

**NOTE D'APPROBATION DU PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE  
LA COMMUNE NITOUKOU**

**VISA DU PREFET DU DEPARTEMENT DU MBAM ET INOUBOU**



# 1 INTRODUCTION

## 1.1 Contexte et justification

Les étapes successives de développement qui ont structuré les logiques de croissance économique au Cameroun, ont abouti à l'adoption de la vision de développement consignée dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) et la vision de développement à l'horizon 2035. Le DSCE en effet est le cadre de référence de la politique et de l'action Gouvernementale ainsi que le lieu de convergence de la coopération avec les partenaires techniques et financiers en matière de développement. Il constitue ainsi le vecteur de la recherche de la croissance et de la redistribution de fruits jusqu'aux couches les plus vulnérables de la population avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes. Et pour ce qui est de la mise en œuvre de la stratégie gouvernementale de lutte contre la pauvreté, le gouvernement camerounais, avec l'appui des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, a mis sur pied un important programme : Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) basé sur la décentralisation participative et locale, sous l'impulsion du MINEPAT.

Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) s'inscrit, à cet effet, dans la stratégie intégrée de développement rural et compte développer une synergie fonctionnelle de partenariats entre les communautés à la base, l'Etat, la société civile, les ONG et les bailleurs de fonds. Il vise ainsi à promouvoir un développement équitable, efficace et durable au sein des populations rurales et des communes. Ces dispositions de mise en œuvre ont été renforcées par le gouvernement Camerounais à travers les lois n° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation au Cameroun et n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles de la décentralisation applicables aux communes, textes dans lesquels il est précisé que la commune est l'unité de base à partir de laquelle se développe la décentralisation. C'est à ce titre que les principaux bénéficiaires du PNDP sont les collectivités territoriales décentralisées.

Le PNDP a signé une convention avec la Commune de NITOUKOU en vue d'apporter un appui financier à ladite Commune, pour l'actualisation de son Plan de Développement Communal (PDC). C'est ainsi que l'Organisme d'Appui Local (OAL) FONDATION SAF a été sélectionné pour actualiser le Plan Communal de Développement de la Commune de NITOUKOU.

Le processus a été lancé en Avril, notamment le 5 du mois. Cette séance de lancement a connu une participation massive des différentes parties prenantes notamment L'Autorité administrative en la personne de Monsieur le Préfet du Département du Mbam et Inoubou, l'Exécutif Communal, les Autorités traditionnelles, l'équipe de planificateurs de l'OAL, le Coordonnateur et le RRFDC de la CRC/PNDP-Centre.

## 1.2 Objectifs du PCD

L'objectif global du PCD est de doter à la Commune de Nitoukou d'une vision de développement durable élaborée à l'issue d'un processus participatif.

Les objectifs spécifiques, sont les suivants :

- Réaliser la monographie de la Commune
- Mener un diagnostic participatif
- Elaborer une planification stratégique
- Présenter les ressources mobilisables par la Commune
- Programmer les investissements
- Elaborer le cadre socio-environnemental sommaire des investissements du CDMT
- Mettre en place d'un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD

## 1.3 .Structure du document

Le Plan Communal de Développement de Nitoukou est structuré comme suit :

- ✓ Le Résumé
- ✓ L'Introduction
- ✓ la Méthodologie ;
- ✓ la présentation sommaire de la commune ;
- ✓ la synthèse des résultats du diagnostic participatif ;
- ✓ la Planification Stratégique ;
- ✓ la Programmation ;
- ✓ Le Mécanisme de mise en œuvre et de suivi évaluation.
- ✓ Le plan de communication
- ✓ La conclusion
- ✓ Les annexes

## **METHODOLOGIE**

## 2 METHODOLOGIE

La méthodologie utilisée dans le cadre de ce plan est celle qui est contenue dans le Guide méthodologique de planification régionale et locale (1<sup>ère</sup> édition octobre 2009) dont les étapes sont : la préparation du processus de planification, le diagnostic participatif, la planification, la mobilisation des ressources, la programmation, la mise en œuvre, le suivi évaluation du PCD.

### 2.1 Préparation de l'ensemble du processus

La préparation du processus d'exécution de l'accompagnement des populations de la commune de Nitoukou en vue d'élaborer le PCD s'est faite à deux niveaux : au niveau de l'OAL Fondation SAF (préparation interne) et au niveau de la commune (préparation externe).

#### 2.1.1 Préparation à l'interne

Au niveau interne la préparation du processus s'est faite en cinq étapes :

- La sélection des planificateurs :

Fondation SAF a procédé à l'appel des planificateurs qui étaient inscrit dans l'offre techniques. Pendant cette phase l'OAL a pris le soin de remplacer les planificateurs indisponibles par des nouveaux qui avaient au moins le profil égal à ceux qui ont été remplacés ; cette substitution s'est faite en accord avec le Maire de la Commune de Nitoukou et un procès verbal e été élaboré à cet effet. Une correspondance justifiant cette substitution du personnel a été adressée à Monsieur le Coordonnateur de la CRC PNDP-Centre à cet effet.

- La préparation pédagogique et le renforcement des capacités des planificateurs

Cette étape était consacrée à la restitution des travaux de l'atelier régional de formation des OAL tenu à Akonolinga du 15 au 28 janvier 2013. Elle s'est tenue du 2 au 4 Avril 2013 dans les locaux de la mairie de Nitoukou en présence de certains membres du COPIL et des planificateurs au grand complet. Au cours de ce deuxième atelier, les planificateurs ont été informés des changements introduits dans le programme PNDP2 tant sur le plan méthodologique que sur le contenu des outils du diagnostic, de planification, de programmation et de suivi-évaluation.

### 2.1.2. Préparation dans la commune

#### ➤ *Préparation administrative*

Dans le strict respect des normes et procédures, la méthodologie adoptée dans ce travail est celle définie dans le « Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PCD » et révisé par la CRC-Centre lors de l'atelier de formation des OAL. Ainsi, Cette étape ayant précédé la descente de l'équipe pluridisciplinaire sur le terrain a consisté à :

- L'information des autorités administratives et traditionnelles sur les objectifs visés par les différents diagnostics (DIC, DEUC et DPNV) ;
- L'élaboration d'un calendrier consensuel du déroulement du processus de planification participative, calendrier à restituer à l'atelier de lancement ;
- La signature du cahier de charges avec le PNDP ;

Ainsi, l'objectif principal a été de préparer et de valider un calendrier consensuel de couverture avec le Maire et les autorités traditionnelles des villages de la commune de Nitoukou. De cet objectif, il s'est dégagé de façon spécifique la revue des villages, la consolidation du plan de couverture des villages avec un traçage des itinéraires, la préparation des rencontres avec les Chefs Traditionnels, des notes d'information, des lettres d'invitation et d'identification de la date de lancement officiel.

#### ➤ *Préparation au niveau de la commune proprement dite*

Cette étape s'est déroulée au cours du mois de mars ; étape pendant laquelle l'équipe de l'OAL Fondation SAF a été présentée à l'Exécutif Municipal de même que le contrat et le cahier des charges puis le calendrier de travail à dérouler. Après cette phase s'en est suivie celle du déploiement dans les villages concernés. Dans chaque village, le chef de 3<sup>ème</sup> degré, les forces vives et les leaders locaux ont été rencontrés. Ils ont été informés sur les objectifs du PCD et sensibilisés sur l'approche de travail dans les villages. Des échanges et quelques discussions ont été abordés afin de dissiper les zones d'ombre pour une implication totale des populations. Les attentes de l'équipe en vue de la réussite de la mobilisation des populations ont été exprimées et également discutées ; ce qui a permis d'adopter des bonnes stratégies. Les lieux de rencontres ont été ciblés, généralement arrêtés au niveau des chefferies.

Les notes d'information et les invitations leur ont été remises. En plus, l'équipe de planificateurs avec le soutien du Maire, a expliqué à ces différents Chefs le bien-fondé des objectifs du PCD. Tout en insistant sur l'importance de sensibilisation et d'information

des populations. Les autorités traditionnelles ont rassuré l'équipe de planificateurs de leur totale implication, et réitéré leur attachement au bon déroulement de chaque activités du processus, lors de l'atelier de lancement, à travers des discours riches en enseignement prononcés par le Maire et le Préfet du Mbam et Inoubou.

Pendant cette période, les équipes de préparation ont procédé à la collecte des informations de base sur dans les villages possédant une chefferie de 3<sup>e</sup> degré, par la visite et l'exploitation des documents auprès des services techniques de la localité auprès des sectoriels et des unités administratives représentées dans la localité. Un comité de pilotage a été mis sur pied pour le suivi effectif des travaux en vue de leur validation.

Les facilitateurs endogènes ont été identifiés dans les villages et également formés sur la démarche et les outils de la planification locale participative.

## **2.2 Collecte et traitement des informations**

### **2.2.1. Diagnostic participatif**

La première phase a consisté à collecter les données secondaires au niveau des sectoriels et au niveau de la mairie. Le diagnostic a permis de connaître la situation des villages, de l'espace urbain et de l'institution communale en passant par l'identification des problèmes prioritaires, des atouts et potentialités de la population puis, aboutir à la recherche des solutions. Pour ce faire, les outils ont été déroulés soit en groupes mixtes, soit en groupes socioprofessionnels. Il était aussi question de faire la mise en commun en plénière (restitution) des informations recueillies, et harmoniser les points de vue (triangulation) recensés.

Le diagnostic niveau village est passé par : la préparation du village, l'identification des problèmes et des potentialités par secteur (28 secteurs), l'analyse de ces problèmes (arbre à problèmes, matrice...), la recherche des solutions (tableau des solutions), la planification des solutions endogènes et la mise en place des comités de concertation (un par village).

Pour faciliter le déroulement du travail et encourager la participation de toutes les couches sociales du village, les planificateurs ont procédé après présentation et explication des outils en plénière, à la division du village en groupes de travail mixtes.

Ces groupes étaient guidés dans le déroulement du diagnostic participatif ou dans la réflexion par un planificateur. Les membres du village choisissaient librement les ateliers dans lesquels ils aimeraient travailler suivant les outils ou les thèmes traités. Dans le cas contraire, une subdivision en groupe de nombre paire ou impaire était effectuée après décompte. Un membre du groupe dans un atelier était choisi pour être secrétaire et était également chargé de restituer le travail du groupe à toute l'assemblée pour amendement et validation. La restitution en plénière était faite en langue locale par les facilitateurs endogènes.

Les problèmes identifiés par secteur ont été analysés (arbres à problème/matrice des causes - effets, tableaux de solutions).

Les outils suivants ont été déroulés

#### ◆ **La cartographie Participative**

Avec des crayons, des gommes et des marqueurs, chaque groupe socioprofessionnel (hommes, femmes et jeunes) a matérialisé son village sur du papier kraft : forêt, cours d'eau, pistes, routes, végétation, plantation, gisement historique, carrière de sable et pierre, ainsi que toutes les infrastructures existantes (école, église, stade, coopérative, lieu touristique, fontaine, puits, etc). Elle a permis de ressortir les Unités de Paysages (UP) dans chaque village.

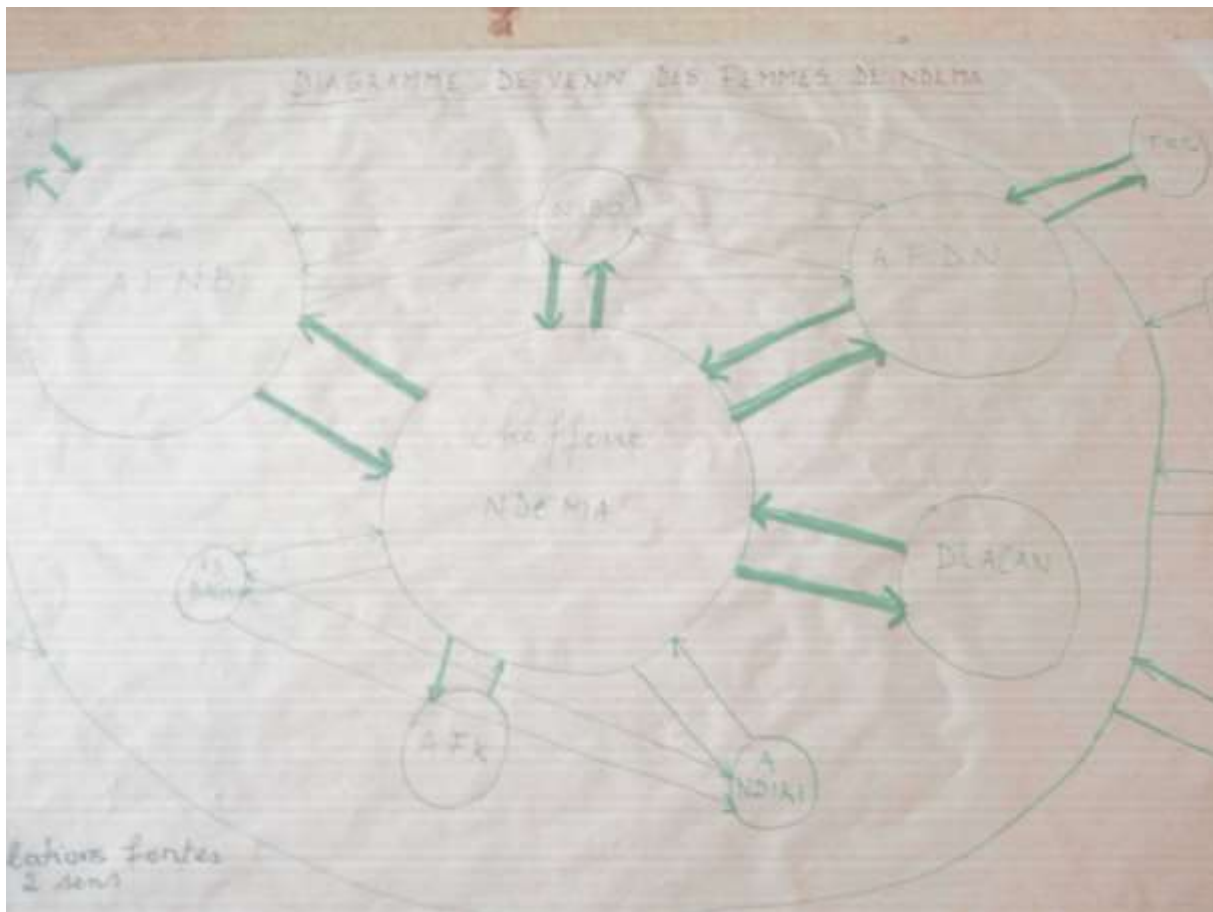
#### ◆ **Carte de vulnérabilité**

Elle a permis de ressortir à partir de la carte du village les zones où les populations seraient facilement exposées à des risques divers (contracter les IST/VIH-SIDA, avoir un accident dangereux...). Une série de questions/réponses a permis à cette population d'identifier ce qui pour elle pouvait être considéré comme comportements à risques, les raisons de ce type de comportement ainsi que les zones susceptibles de les exposer à ce type de comportement. Après avoir répertorié les lieux et les motifs de risque, elles ont élaboré la carte à risque sur la même carte en utilisant l'insigne de la lutte contre le SIDA.

#### ◆ **Diagramme de Venn (profil institutionnel)**

Les différents groupes socioprofessionnels ont énuméré toutes les institutions qui exercent une activité ayant un impact sur la vie et le développement de la localité.

La nature des relations existant entre les institutions internes d'une part et les celles externes d'autre part ont été illustrées à l'aide des symboles.



#### ◆ Calendrier saisonnier

Il a permis de mieux dégager et de mieux cerner les différentes activités qui meublent la vie du village au cours d'une année. Le calendrier saisonnier a été réalisé par les populations. Les principales activités pratiquées dans le village ont été présentées ainsi que leur période de réalisation au courant de l'année.

#### ◆ SEPO

Il était très important dans le processus de planification. Cet outil permet d'identifier dans chaque village les activités réalisées avec succès d'une part, d'autre part celles ayant connu un échec. Il a également permis de projeter dans l'avenir et recenser les potentialités et les obstacles à son développement.

#### ◆ Transect

Les itinéraires à parcourir ont été sélectionnés sur la carte élaborée. Il a permis tout d'abord de sillonner à l'intérieur de la Communauté et de vérifier les informations portées sur la carte, afin de vérifier les potentialités, les contraintes et faire des suggestions pour la liste des problèmes. Ensuite, parcourant les itinéraires en groupes socioprofessionnels, l'on parvenait à découvrir la diversité du village et l'inscrire dans une planche prévue à cet effet.



#### ◆ **Matrice Atout/Potentialité, Contrainte/Problème**

Elle a permis de recenser pour chacun des 28 secteurs identifiés et pour chaque village, les atouts et potentialités d'une part, et les contraintes et problèmes d'autre part. A sa suite, une liste des problèmes reformulés a été arrêtée pour chaque secteur.

#### ◆ **Arbres à problème**

Les arbres à problèmes ont permis de faire l'analyse de ces différents problèmes et de définir leurs causes et leurs effets.

#### ◆ **Tableau de solutions endogènes**

Cet outil a permis de définir les solutions sur les causes ou effets sur lesquels les populations voulaient et pouvaient agir.

#### ◆ **Tableau des Projets prioritaires**

Il était question dans cet outil de ressort dans chaque village, huit (8) projets prioritaires dont cinq sociaux et trois économiques. La matrice de comparaison par pairs permettait alors de classer l'ensemble des huit projets par priorité d'intervention.

**NB** : Il faut noter que *l'ISS* était à la base de l'élaboration de tous ces outils. C'est à partir de cet élément que les facilitateurs s'adressaient à la population afin d'avoir le maximum d'information sur chaque outil.

Pour ce qui est de l'atelier de planification et de programmation, il faut souligner la préparation des cadres logiques par l'équipe de Fondation SAF, puis l'enrichissement de ces cadres logiques par les sectoriels. Pendant l'atelier, les cadres logiques ont été renseignés et enrichis par les sectoriels et l'ensemble du conseil communal réuni.

### **2.3 Consolidation des données du diagnostic et cartographie**

Cette phase s'est faite par l'équipe permanente de l'OAL Fondation SAF, mise sur pied pour la circonstance. Les données de l'ensemble du processus ayant été ramenées au niveau du siège, l'équipe a procédé à la vérification, et à la triangulation avec une petite enquête sur un échantillon préalablement défini. Ainsi, les résultats obtenus à lors des diagnostics (espace urbain, de l'institution communal et niveau village), ont été restitués au cours d'un atelier le 26 Juin 2013 et ceux du diagnostic niveau village ont été restitués le 20 novembre 2013, où ont pris part les membres du Comité de Pilotage, les sectoriels locaux et certains conseillers municipaux. Au cours de cet atelier, les données des deux diagnostics ont été

présentées et consolidées dans des cadres logiques, chacun représentant un secteur d'activité conformément aux exigences méthodologiques. Ce document de consolidation des données des diagnostics a été validé par l'ensemble des participants à l'atelier, déclenchant ainsi la suite du processus consacrée à la tenue de l'atelier d'élaboration du PCD.

#### **2.4 Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation**

L'atelier d'élaboration du PCD s'est tenu à la suite de l'atelier de validation des résultats des différents diagnostics. Cet atelier s'est déroulé sur une période de trois jours et a porté sur **sept** principales articulations :

1. L'étape de la présentation et de la validation de la vision de la Commune à l'horizon 2035 ;
2. L'étape de la vérification, de l'enrichissement et de la validation des différents cadres logiques en atelier ;
3. L'étape de l'identification et de la présentation des ressources effectivement mobilisables ;
4. L'étape d'élaboration du Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) pour la période de trois ans et du Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour la première année ;
5. L'étape de la mise en place du Comité de Suivi de la mise en œuvre des actions retenues dans le PCD.

#### **2.5 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif**

Afin d'assurer la mise en œuvre effective du PCD, un certain nombre de préalable a été arrêté pour dissiper les zones d'ombre qui animaient les uns et les autres sur leurs rôles d'acteurs de suivi-évaluation. L'identification des institutions villageoises et celles intervenant dans le village qui ont permis d'apprécier les relations entre ces différentes institutions de manière à voir quels peuvent être leurs impacts sur le développement du village, des éclaircis ont été données par l'équipe pluridisciplinaire sur le rôle du Comité de Concertation (CC), du Comité de Pilotage (COFIL), du Comité de suivi du PCD et du Conseil Municipal élargi aux Sectoriels (COMES), du profil et exigences de chaque responsable à chaque poste. La rédaction du rapport s'est faite selon une procédure mise sur pied par l'équipe pluridisciplinaire. Il s'agit en clair d'une technique de rapportage progressif au fur et à

mesure de l'avancement des travaux en utilisant le canevas de rapport obtenu auprès de la CRC-Centre.

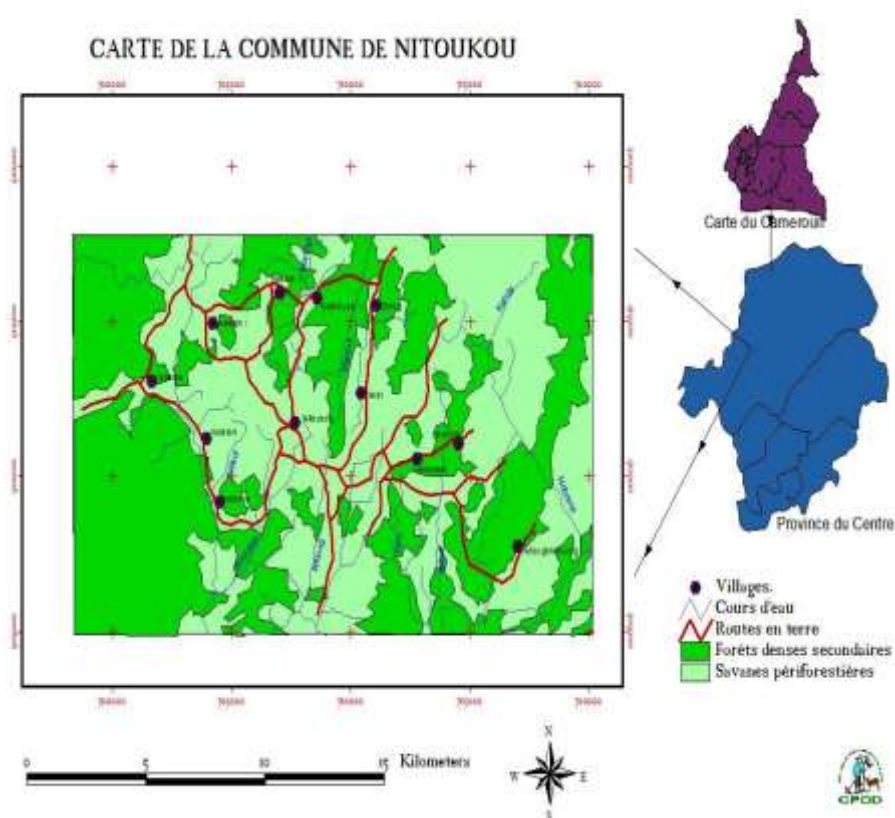
### **3 PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE NITOUKOU**

### 3.1 Localisation de la commune

Situé dans la Région du Centre, Département du Mbam et Inoubou, l'arrondissement de Nitoukou est à 23 kilomètres de la Commune de Ndikinimeki, à 27 kilomètres de la Commune de Ndom et à 82 kilomètres du Chef-lieux du Département du Mbam et Inoubou (Bafia). Nitoukou est limité :

- Au Nord et à l'Est par la Commune de Ndikinimeki,
- A l'Ouest par la Commune de Bokito
- Au Sud par la Commune de NDOM (Région du Littoral).

Cartes 1 : Carte de localisation de la commune



## FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA COMMUNE

<b>Nom de la commune</b>	<b>Nitoukou</b>
<b>Date de création</b>	N°2010/198 du 16 juin 2010
<b>Adresse</b>	B.P : 90 Ndikinimeki
<b>Localisation géographique</b>	Département du Mbam et Inoubou, Région du Centre
<b>Superficie</b>	854 km <sup>2</sup>
<b>Population</b>	12.000 habitants
<b>Limites</b>	au Nord et à l'Est par la Commune de Ndikinimeki, à l'Ouest par la Commune de Bokito et au Sud par la Commune de NDOM (littoral).
<b>Nombre de villages</b>	12 villages Banens
<b>Noms des villages</b>	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap, Nitoukou
<b>Nombre de quartiers dans l'espace urbain</b>	(13) Treize
<b>Principales ethnies</b>	Banens,
<b>Conseillers Municipal</b>	25
<b>Parti Politique</b>	RDPC
<b>Religions</b>	Christianisme (catholiques, protestants, pentecôtistes), Musulmane et animisme
<b>Climat</b>	Equatorial
<b>Végétation</b>	savane arbustive, plaques forestières et forêt arbustive.

<b>Sols</b>	Ferralitiques, sablonneux, argileux
<b>Activités</b>	Agropastorales et commerciales
<b>Transport</b>	Voitures, motos, marche
<b>Communications</b>	MTN, Orange

## 3.2 Milieu biophysique

### 3.2.1 Le climat

La Commune de NITOUKOU subit l'influence du climat équatorial de type guinéen à quatre saisons d'inégales durées : une grande saison sèche de Novembre à mi-mars ; une petite saison pluvieuse de mi-mars à mi-juin ; une petite saison sèche de mi-juin à mi-août ; une grande saison pluvieuse de mi-août à fin Octobre. La moyenne annuelle des précipitations est de 1577 mm. La température moyenne annuelle est de 25°C avec une amplitude moyenne annuelle de 2,5°C. Ce climat favorise annuellement la conduite de 2 campagnes agricoles.

### 3.2.2 Le sol

Quant au sol, le matériel parental est essentiellement composé de granites. Deux principaux types de sols se rencontrent dans cette localité à savoir les sols ferralitiques et les sols hydromorphes. D'une manière générale, les sols ferralitiques sont caractérisés par une texture sablo-argileuse. Ils sont pauvres en éléments nutritifs, acide, fragile et caractérisés par de fortes colorations jaunes ou jaune claire. Sous le couvert forestier, ces sols sont quelquefois argileux, poreux, très perméables et riches en humus. Ils sont reconnus très fertiles sous le couvert forestier. Cependant, cette fertilité est assez précaire. Ces sols se prêtent surtout aux cultures pérennes (cacao, fruitiers, palmier) et aux cultures vivrières. Les sols hydromorphes se rencontrent essentiellement dans les zones marécageuses et aux abords des cours d'eau. L'exploitation de ces sols est difficile en temps pluvieux à cause de leur engorgement. En saison sèche par contre, l'utilisation de ces sols est moins contraignante avec la baisse de la nappe phréatique. La pratique des cultures de

contre saison est alors possible. Il faut cependant relever que ce sol devient de moins en moins fertile par endroit.

### 3.2.3 Le relief

La Commune de NITOUKOU présente un relief peu accidenté et varié par endroit (présence de plaines, de collines et de vallées) avec des pentes comprises entre 0 et 5% traduisant une faible sensibilité à l'érosion. L'altitude moyenne tourne autour de 900 m. A Nitoukou on dénombre quatre principales collines à savoir : TIATAK, BELANGNE, AKONG, IPOLI

### 3.2.4 L'hydrographie

Le réseau hydrographique est très peu dense dans la localité et est essentiellement constitué de petites rivières à régime permanent ou saisonnier. On peut citer ainsi des rivières telles que : NEBOL, LEBOMO, KOVO, MANOUI, NOUEL, L'UEM, NASYO, NELONGO.

### 3.2.5 La flore et la faune

La végétation est caractérisée par des savanes périforestières. Ces formations végétales sont riches en essences commercialisables, en produits forestiers non ligneux (PFNL) et en faune sauvage. Elles sont caractérisées par quatre principales strates à savoir : une strate arborée supérieure, caractérisée par des arbres de grande taille et de espèces lianescentes ; une strate arborée moyenne caractérisée par la présence des arbres de taille moyenne et des espèces lianescentes ; une strate arbustive, caractérisée par un tapis graminéen dominé par *Imperata cylindricum* et *Chromolaena odorata*.

La flore est très diversifiée. Les principales espèces arborées ou arborescentes sont notamment : le Sapelli (*Entandrophragma cylindricum*), le Doussié blanc (*Azelia pachyloba*), l'Ayous (*tryplochyton sceroxylon*), le Sipo (*Entandrophragma utile*), le Framiré (*Terminalia ivorensis*), le Kosipo (*Entandrophragma candolei*), l'Iroko (*Chlorophora exelsa*), le Fraké (*terminalia superba*), le Rhonier (*Borassus aethiopianum*), le Parassolier (*Musanga cerropiodes*), le Palmier sauvage et de nombreux arbres fruitiers.

Les espèces herbeuses dominantes dans la zone de savane herbeuse sont *Pennisetum purpureum*, *Hyparhénia rufa*, *Chromolaena odorata*, *Mimosa* sp et de



nombreuses graminées. Les prairies marécageuses sont surtout colonisées par les Maranthacées et les Zinziberacées. A ces espèces végétales il faut ajouter la gamme variée des cultures vivrières, maraîchères et pérennes. Les jachères sont colonisées principalement par *Hypanthia rufa*, *Pennisetum purpureum*, *Musa* *cercopoides* (parassolier), *Eupatorium* sp, *Imperata cylindrica* et *Chromolaena odorata*. Par contre, les espaces de savane sont surtout caractérisés par *Hypanthia rufa* et *Pennisetum purpureum*. Aucune industrie forestière n'existe pas dans la Commune au moment de la réalisation de cette étude.

**Tableau : Quelques Essences forestières rencontrées dans la Commune de Nitoukou**

NOM COMMUN	NOM SCIENTIFIQUE	NOM COMMUN	NOM SCIENTIFIQUE
1. Sapelli	<i>Entandrophragma cylindricum</i>	16. Framiré	<i>Terminalia ivorensis</i>
2. Moabi	<i>Baillonela toxisperma</i>	17. Eyong	<i>Sterculia oblonga</i>
3. Doussié rouge	<i>Azelia bipindensis</i>	18. Ebenier	<i>Diopyros crassiflora</i>
4. Ayous	<i>Triplochyton scleroxylon</i>	19. Ilomba	<i>Picnanthus angolensis</i>
5. Sipo	<i>Entandrophragma utile</i>	20. Djangsang	<i>Ricinodendron heudolettii</i>
6. Kosipo	<i>Entandrophragma candolei</i>	21. Kotibé	<i>Nesogordonia papaverifera</i>
7. Iroko	<i>Chlorophora exelsa</i>	22. Bubinga rouge	<i>Guibourtia demeusei</i>
8. Fraké	<i>Terminalia superba</i>	23. Bossé clair	<i>Guarea cedrata</i>
9. Beté	<i>Mansonia altissima</i>	24. Dibétou	<i>Lovoa trichilioides</i>
10. Acajou	<i>Khaya spp</i>	25. Tiama	<i>Entandrophragma angolense</i>
11. Bongo	<i>Fagara heitzii</i>	26. Aningré A	<i>Aningeria altissima</i>
12. Tali	<i>Erythroleum ivorense</i>	27. Dabéma	<i>Piptadeniastrum africanum</i>
13. Assaméla	<i>Pericopsis elata</i>	28. Emien	<i>Alstonia boonei</i>

14. Avodiré	<i>Turreaenthus africanus</i>	29. Padouk rouge	<i>Pterocarpus soyauxii</i>
15. Bilinga	<i>Nauclea diderrichii</i>	30. Bahia	<i>Mitragyna ciliata</i>

### 3.2.6 Faune :

#### Faune sauvage

La Commune de Nitoukou abrite une faune sauvage très diversifiée mais peu abondante. Les discussions avec les populations locales révèlent que cette faune est localisée à la fois dans les forêts galeries et dans les savanes péri-forestières. Quelques unes des espèces caractéristiques sont présentées dans le tableau 2 ci-dessous.

**Tableau : Quelques espèces fauniques rencontrées à Nitoukou**

NOM COMMUN	NOM LOCAL	NOM SCIENTIFIQUE	CLASSE DE PROTECTION
<b>Mammifères</b>			
• Céphalophe à bande dorsale noire / biche	Okouèm	<i>Cephalophus dorsalis</i>	B
• Civette	Zohai	<i>Viverra civetta</i>	B
• Chat tigre		<i>Nandinia binotata</i>	C
• Genette servaline	Chat tigre	<i>Geneta servalina</i>	C
• Céphalophe bleu	Okpwen	<i>Cephalophus monticola</i>	C
• Aulacode commun	Mveb	<i>Thryonomis swinderianus</i>	C
• Rat de Gambie	Koessi	<i>Cricetomys gabianus</i>	C
• Pangolin à longue queue	/	<i>Manis tetradactyla</i>	C

• Ecureuil à quatre raies	Ossen	<i>Funisciunus isabella</i>	C
• Athérure	Ngom	<i>Atherurus africana</i>	C
• Mangouste	Ngoum	<i>Manis tricuspis</i>	C
• Ecureuil à pattes rouges	Mvok	<i>Funisciunus pyrrhopus</i>	C
• Buffles	Nyot		C

• Taupes	/		C
• tortues	kulu		C
• Fouines	/		C
<b>Les vertébrés supérieurs.</b>			
17 Le singe			C
18 Gorilles			A
19 Chimpanzés			A
<b>Reptiles</b>			
20 Vipère du Gabon	Kpeu'eu	<i>Bitis gabonensis</i>	C
21 Couleuvre	Athom	/	C
22 Boa	Mvem		C
<b>Oiseaux</b>			
23 Francolins	Opa'a	<i>Francolinus spp.</i>	A
24 Epervier	Obam	/	C
25 Chauves souris	Otom	/	C
26 Hiboux	Akoum		C
27 Corbeaux	Egwam		C

Source : DAMINFOF

Il ressort de ce tableau qu'au moins 27 espèces fauniques se rencontrent dans la Commune de Nitoukou. Parmi elles, 03 sont intégralement protégées au Cameroun (classe A), 02 sont partiellement protégées (classe B) et 22 appartiennent à la classe de protection C.

**La faune domestique** quant à elle est très pauvre et peu diversifiée. Elle est constituée de volailles (poulets, canard), de porcs, chèvres et d'animaux de compagnie (chiens, chat).

### 3.3 Milieu humain

#### 3.3.1 Quelques repères historiques de la commune

Le territoire est occupé par une ethnie principale : les Banens, Nitoukou est née suite à l'éclatement de la commune mère de Ndikinimeki. Le premier Chef de District arrive en 1992 et les premières élections municipales ont lieu en 1995 remporté par le RDPC, parti resté au pouvoir jusqu'à ce jour. La commune de Nitoukou est de nos jours à son quatrième exécutif, à la suite des élections couplées, municipales et législatives du 30 septembre 2013, l'Exécutif Municipal de Nitoukou est constitué de :

Mr BIETEKE Joseph Georges Christian, Maire titulaire ;

Mme OSIANEMBOM épouse ENANGA, 1<sup>er</sup> Adjoint ;

Mr BAKONDON NITEK Telesphore, 2<sup>eme</sup> Adjoint.

La commune de Nitoukou, qui a aujourd'hui une superficie de 800 km<sup>2</sup>, est limitée au Nord par la Commune de NDIKINIMEKI, à l'Est par la Commune de BOKITO, à l'Ouest et au Sud par la Commune de NDOM.

La Commune de Nitoukou est un conglomérat de 12 villages Banens : Ndougbioung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I, Nekom II, Ndekeyap et Nitoukou village, pour une population estimée à 12.000 âmes et constituée principalement des Banens (98% de la population), qui sont considérés comme les autochtones, et les populations issues des migrations (2% de la population).

La population de Nitoukou tourne autour de 12.000 âmes, une estimation qui est sensiblement au-dessus du chiffre du RGPH, puisque retenue à l'issue des différents diagnostics participatifs dans les 12 villages Banens que compte la commune de Nitoukou.

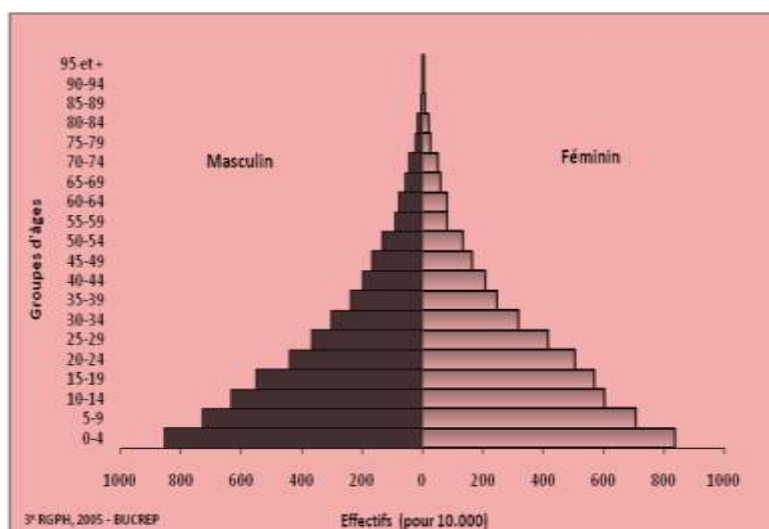


Figure N°1 : Pyramide des âges de la commune de Nitoukou

SOURCE : 3ÈME RGPH BUCREP 2005

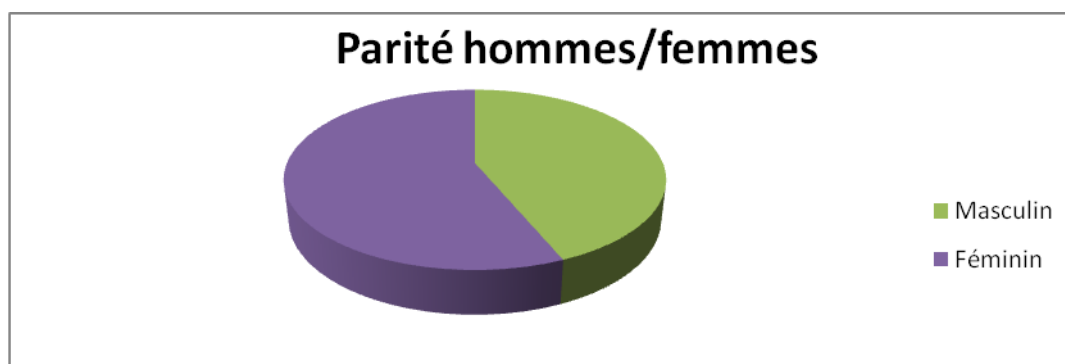


Figure N°2 : Parité hommes/femmes. Source : 3ème RGPH BUCREP 2005

Pour ce qui est de la question de parité, il ressort clairement à travers cette illustration que les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes comme le souligne, de manière générale, la tendance au Cameroun et en particulier dans la Région du Centre.

### 3.3.2 Ethnies

Sur le plan ethnique, l'on distingue les Banens qui représentent environ 98% de la population autochtone et des halogènes qui eux représentent près de 2%.

### 3.3.3 Religions

Plusieurs groupes religieux ont été identifiés dans la Commune de Nitoukou à savoir : les catholiques, les protestants, les musulmans et l'animisme. Les catholiques sont les plus nombreux et disposent toujours un lieu de culte, la communauté musulmane quant à elle est minoritaire.



### 3.3.4 Principales activités économiques

Les populations de Nitoukou s'adonnent à des nombreuses activités économiques. Celles-ci englobent l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche, la coupe artisanale du bois, la collecte des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL) et l'exploitation artisanale du sable.

### 3.3.5 L'agriculture

L'agriculture est la principale activité des communautés, car elle est pratiquée par la quasi-totalité de la population active. Il s'agit essentiellement d'une agriculture de subsistance. Les produits sont destinés à la consommation (60%) et à la vente (40%). Les spéculations agricoles portent sur les cultures vivrières et les cultures de rente ou d'exploitation.

**Les cultures de rente** sont le cacao, le café et le palmier à huile. La cacaoculture et la caféiculture sont pratiqués par la quasi-totalité de la population masculine active de la Commune. La superficie moyenne des exploitations cacaoyères et caféières est de 2ha. La main d'œuvre est essentiellement familiale et la production assez faible (3 sacs par ha). Le cacao et le café produits sont généralement écoulés par les coxieurs (Collecteurs/Acheteurs informels) exerçant dans la région.

**Les cultures vivrières** font intervenir l'agriculture itinérante sur brûlis. Celle-ci consiste à défricher un lopin



de terrain dans la forêt ou la savane et l'incinérer soit en tas soit éparpillé. L'objectif de l'incinération est d'améliorer instantanément avec les cendres résultantes des brûlis, la fertilité du sol. Les principales cultures vivrières sont le manioc, l'igname, la banane plantain, la banane douce, le maïs la patate douce, le macabo. Ce type spéculation concerne surtout les femmes. Les produits sont en partie consommés et vendus. Parmi les produits destinés à la vente, seul le manioc est généralement transformé en bâton de manioc et en couscous. Cette production est vendue sur le marché locale ou au marché de Ndikinimeki ou Bafia. Le secteur agricole fait face à de nombreux problèmes dont les plus récurrents sont : la baisse rapide de la fertilité du sol cultivé (dû aux mauvaises pratique agricoles notamment l'agriculture itinérante sur brûlis, les feux de brousse), les maladies et attaques des cultures par se prédateurs, les difficultés de commercialisation et de conservation des denrées alimentaires. Ceci a pour conséquence une diminution des revenus.

### 3.3.6 Elevage

L'élevage est très peu développé dans la commune. Il s'agit d'un élevage extensif caractérisé par des cheptels réduits avec la divagation des bêtes.les principales espèces élevées comprennent : la volaille (poules), les ovins, les caprins et les porcins. Cet élevage est orienté à la fois vers la consommation (volaille) et à la commercialisation (caprins). Ce secteur souffre de forte mortalité de la volaille et de la peste porcine pour les porcins. Toutefois, la difficulté majeure ici reste la non maîtrise des techniques améliorées d'élevage des animaux domestiques par les populations locales.



### 3.3.7 Chasse

Les formations végétales (forêts et savanes) rencontrées dans la commune abritent une faune cynégétique très diversifiée, mais peu abondante. Cette faune continue à jouer un rôle très important dan l'approvisionnement des populations locales en protéines animales et contribue de façon efficace au revenu de certains ménages. Ici la chasse constitue à la fois un moyen de capture ou d'abattage des animaux et un moyen de protection des cultures. Cette activité est exclusivement

pratiquée par les hommes et les jeunes garçons. Les principales caractéristiques de cette chasse restent sa permanence, sa non sélectivité et le gaspillage des ressources occasionné surtout par le piégeage.

Les principales techniques cynégétiques utilisées comprennent le piégeage, les assommoirs, les machettes, les couteaux, arcs, les appâts empoisonnés et les fusils de chasse. La saison des pluies reste la période de chasse par excellence. Pendant cette période, les chasseurs séjournent le plus souvent en forêt logeant dans des campements où ils ne ressortent que pour les besoins de la commercialisation du gibier. Les produits de la chasse sont prioritairement destinés à la commercialisation. Ces produits sont vendus sur place ou dans les agglomérations avoisinantes (Ndikinimeki) à l'état frais (entier ou par quartier) ou boucanée (entier ou par quartier).

### **3.3.8 Pêche**

La pêche est une activité actuellement négligée dans l'arrondissement de Nitoukou. Elle se pratiquait jadis dans les rivières par des enfants. De nos jours, les cours d'eau et les petits lacs d'avant se sont transformés en zone marécageuse. Nous avons néanmoins des étangs privés appartenant à des élites.

### **3.3.9 Coupe artisanale du bois**

L'exploitation forestière à Nitoukou se résume à une coupe artisanale du bois. Le bois coupé sert à des usages divers : le bois d'énergie, le bois d'œuvre et le bois de construction. Ici l'arbre appartient au propriétaire de la parcelle qui dispose du droit d'usufruit. Les arbres sont généralement vendus sur pied aux exploitants informels. La fourchette des prix est fonction de l'espèce et varie entre 5 000 (Ayous) et 15 000 Fcfa (Sapelli, Doussié).

### **3.3.10 Collecte des Produits Forestiers Non Ligneux (PFNL)**

Les formations végétales de Nitoukou abritent de nombreux produits forestiers non ligneux. Les plus importants comprennent entre autres : le Djangsang (*Ricinodendron heudelottii*), L'okok (*Gnetum africana*), les noisettes (*Kola edulis*), le bois de feu, les écorces et les racines de certaines espèces ligneuses. Ces produits sont utilisés par les populations locales dans la pharmacopée traditionnelle et l'alimentation. Parmi ces PFNL, seul le djangsang et l'okok constituent une source importante de revenus pour les ménages. Les autres PFNL sont exploités par les



ménages à des fins d'autoconsommation. La cueillette de ces produits reste essentiellement une activité féminine.

### **3.3.11 Agro-industrie**

Le secteur agro-industriel reste sous développé dans la Commune de Nitoukou et se limite à la transformation du manioc et du maïs en farine avec des moulins ou des machines à main. Cette farine est destinée à la consommation ou à la commercialisation locale.

### **3.3.12 Le commerce et équipement marchands**

Le petit commerce est alimenté par plusieurs boutiques dont les plus importantes sont tenues par les maliens qui vendent les produits de premières nécessités. L'on compte plusieurs débits de boisson dans la Commune, Tous les lundis, une grande partie des activités se retrouve autour du marché de Nitoukou, plus grand marché de la région. Un lundi sur deux on parle de « grand marché ». Cependant, ce marché a perdu de son essor d'antan.

### **3.3.13 L'artisanat et le tourisme**

La Commune compterait très peu de sites touristiques de référence entre autre on distingue: le mont Yaffa à Ndougoussoung, les mini chutes à Etong etc. L'artisanat quand à lui n'est pas très développée. L'artisanat est pratiqué par plusieurs personnes. Certains villageois font de la vannerie, tel des paniers, chaises, bancs et petits meubles en bambou. C'est une activité en voie de disparition.

### **3.3.14 Machinisme.**

L'agriculture étant l'activité principale des habitants de Nitoukou, l'outillage utilisé est du type rudimentaire et consiste en machettes et houes etc. le machinisme, de par son coût n'est pas encore accessible aux populations de la Commune qui ne se servent même pas encore des bêtes attelées.

### **3.3.15 Les activités génératrices de revenus.**

Ce domaine reste l'apanage des GICs et Associations qui tentent bon an mal an de mettre sur pied des sources de revenu. Mais elles sont désorganisées pour la plupart et manquent de soutien. La Mairie de Nitoukou quant à elle ne dispose pas

de réelles sources de revenu en dehors des CAC et des taxes diverses qui par ailleurs subissent le coup de l'incivisme fiscal. La benne qui pouvait tenir lieu d'AGR est en panne. D'où la nécessité pour la Commune de mettre sur pied des sources de revenus autonomes telle que cela a été identifiée lors du DIC.

Elles ne sont pas nombreuses. Car au vu du poids économique de la Commune, elles restent concentrées dans des activités primaires. Ainsi, à part les petits commerces qui mettent à la disposition des populations quelques produits de première nécessité et les débits de boisson, les populations s'adonnent à des activités telles que la vente du sable, la vente illicite du bois. Enfin, les produits de l'agriculture qu'elle soit de rente ou vivrière.

### **3.3.16 Les acteurs du développement de la Commune.**

Dans la Commune de Nitoukou, les acteurs au développement sont nombreux et appartiennent à diverses catégories de la société. Ces sont des personnes physiques et/ou morales qui agissent dans la Commune dans le but d'accroître le niveau de vie populations par divers apports et appuis. C'est ainsi qu'on retrouve :

- Les ONG qui pour la plupart sont localisés à l'extérieur de la Commune. Ils appuient plusieurs activités locales visant soit renforcer les capacités tant financières que matérielles et intellectuelles de certaines organisations locales (GICs et Associations);
- Les programmes gouvernementaux tels que le PNDP;
- Les services déconcentrés de l'Etat ;
- Les GICs et associations dont le nombre s'accroît au jour le jour ;
- Les partenaires extérieurs et dans une certaine mesure
- Les élites locales.
- Etc

**3.4 Principales infrastructures par secteur**

Secteur	Dénomination	Qté	Localisation	Etat	Observations
Santé	Centre de santé intégré	03	-Nitoukou centre -Ekondj	Bon	Insuffisance de personnel, Faible équipement du plateau technique.
	Dispensaire	01	Bossango	Passable	Centre de santé CEPEC
Educatio n de base	Ecole maternelle	02	-Nitoukou centre	- Passable	Absence des infrastructures (salles de classes et point d'eau)
			-Ilobi	- Mauvais	Absence des infrastructures (salles de classes et point d'eau) personnel insuffisants
	Inspection MINEDUB	01	01	-	Manque de personnel pour un suivi régulier des activités et la diligence dans le traitement des dossiers
	Ecole primaire	12	Ndéma		Insuffisance des
			Ndougbioung		infrastructures et du personnel
			Neboya		insuffisants
			Etong		
			Nekom I		
			Ndekeyap		
			Nebassel		
			Ekondj		
Ndogsonden					
Ihouk					
Mafouth					

Secteur	Dénomination	Qté	Localisation	Etat	Observations
			Nitoukou centre		
Enseignement secondaire	Lycée d'enseignement général	01	Nitoukou centre	Bon	Personnel insuffisant mais quelques bâtiments à renouveler
	Lycée d'enseignement technique	01	Nitoukou centre	Mauvais	Locaux en construction, insuffisance de matériels et du personnel
Eau et énergie	Château d'eau	01	Bossango	Mauvais	Châteaux d'eau scan water non fonctionnelle.
	Forages	17	Ekondj	En panne	Eau de bonne qualité
			Mafouth	bon	
			Nebassel	02 bon et 01 en panne	
			Neboya	bon	
			Ndikibil	bon	
			Nekom 1	bon	
			Ndekeyap	bon	
			Nitoukou centre	bon	
	Electricité	//	10 villages électrifiés	02 villages non électrifiés	Courant électrique très instable avec des coupures intempestives.
Infrastructures routières	Ponts	05	05	-	Tous les Ponts sont en planche
	Points critiques	07	07	-	
	Nombre de Kms de routes	50 km	27 km axe central	Près de 23 km	
Élevage, pêche et industries animales	Ferme avicole	Ind	Ind	-	Aucune structure étatique de ce type. Les initiatives privées ne sont

Secteur	Dénomination	Qté	Localisation	Etat	Observations
					pas répertoriées
	Abattoir	00	00	-	
	Etang piscicole	00	00	-	
Transport	Gare routière	00	00	00	

Source :

### 3.5 Principales potentialités et ressources de la Commune

Ressources naturelles	Localisation	Potentiel	Utilisateurs/ utilisations	Contrôleurs	Mode de gestion (Accès)	Tendances	Problèmes /contraintes	Actions à entreprendre
Forêt	Ndougoussoung Ndéma	Plusieurs milliers d'hectares	- Populations, - Exploitants forestiers	MINFOF	Libre pour la population, contrôlée pour les exploitants	- Disparition progressive de la forêt primaire - Agriculture itinérante ;	- Coupe abusive et/ou illégale du bois	- Création de la forêt communale ; - Mise sur pied des mécanismes de contrôle et de sanction des exploitants illégaux ;
Sable	Etong Ndekeyap Neboya	Enorme	Population pour la construction ou la commercialisation	//	Libre	Construction	Difficultés d'accès	Ouverture des pistes ou voies d'accès
Marécages	Le long de tous les cours	Immense	Populations	//	Libre	Agriculture maraîchère et	- Difficultés d'accès ;	- organisation du travail

	d'eau					de contre saison	- Rétrécissement du lit de rivières ; - Disparition des espèces de poissons	
Rivières et cours d'eau	Ndéma, Ndikibil, Nitoukou, Etong, Nekom 1, Nekom 2, Nebassel, Ekondj, Ndougbi g, Ndekeyap	Immense	Populations	//	Libre	Usage domestique et agricole	- Eaux polluées ; - Lits des rivières rétrécies ; -Envahissement des cours d'eau par les plantes	- Non déversement des ordures ménagères dans la rivière ; - Entretien régulier des abords des rivières
Latérite	Nekom 1, Ekondj, Neboya	Immense	Populations	MINEE Commune	Libre	Reprofilage de la route Nitoukou –	Entretien irrégulier des routes	Commercialisati on

---

						Ndikinimeki, Entretien des pistes rurales		
--	--	--	--	--	--	---	--	--



## **4 SYNTHÈSE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC**

#### 4.1 Synthèse du DIC

RESSOURCES	FORCES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
<p><b>Ressources humaines</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Salaires réguliers;</li> <li>• inscription du personnel à la CNPS ;</li> <li>• bon niveau de salaire + de 50 000frs /mois en moyenne ;</li> <li>• utilisation des temporaires et des vacanciers pour l'exécution de tâches spécifiques ;</li> <li>• célérité dans le traitement des dossiers ;</li> <li>• Receveur Municipal (percepteur) expérimenté ;;</li> <li>• présence de femme au sein de l'exécutif communal ;</li> <li>• répartition formelle des tâches entre le maire et ses</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deficit en personnel et en formation</li> <li>• Absence d'organigramme formel, l'organigramme type étant en cours d'adoption</li> <li>• Absence de services techniques à la commune</li> <li>• Insuffisance de communication interne : le circuit informationnel est flou, ce qui fait que certains responsables se retrouvent devant les faits accomplis, même pour ce qui leur est dévolu</li> <li>• Absence de plan de recrutement du personnel</li> <li>• Absence d'un calendrier de réunion</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration et respect d'un plan et d'un profil de carrière ;</li> <li>• Recrutement élargi d'un personnel qualifié ;</li> <li>• Redéfinition du fichier de gestion des compétences et des rémunérations ;</li> <li>• Organisation des séances de formation notamment en gestion des ressources humaines, financiers, informatiques...</li> <li>• Recyclage du personnel ;</li> <li>• Implication effective des adjoints au maire dans la gestion des affaires courantes de la commune</li> </ul>

RESSOURCES	FORCES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
	adjoints ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• existence de 05 commissions au sein du conseil municipal ;</li> <li>• maire et adjoint très dynamiques ;</li> <li>• exécutif municipal résident ;</li> <li>• Représentativité géographique des conseillers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence d'un plan de formation du personnel</li> <li>• Conseillers non formés sur leur rôle</li> </ul>	
<b>Ressources financières</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un fichier des contribuables au moment de la rédaction du présent DIC) ;</li> <li>• RM (percepteur) expérimenté ;</li> <li>• Existence d'une commission de passation des marchés</li> <li>• Présence d'un agent financier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Incivisme fiscal ;</li> <li>• Projets rentables entamés et abandonnés ;</li> <li>• Mauvaise collecte des ressources financières (boutiques, bâtiments, place de marché)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Recrutement et formation des agents de recouvrement ;</li> <li>• Mise sur pied d'un système de recouvrement et application des sanctions aux contrevenants ;</li> <li>• Mise sur pied d'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) réaliste.</li> <li>• Actualiser exploiter le fichier des</li> </ul>

RESSOURCES	FORCES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
			contribuables ; <ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de marchés périodiques dans les villages ;</li> <li>• Informatisation du système de gestion ;</li> <li>• Sécurisation du marché de la commune ;</li> <li>• Encouragement des AGR des populations ;</li> <li>• Création des ressources propres</li> <li>• Construction d'une gare routière ;</li> </ul>
<b>Patrimoine communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence de bâtiments bien que coloniaux ;</li> <li>• Patrimoine communal varié ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de patrimoines fonciers à la commune;</li> <li>• Chantiers engagés et non achevés ;</li> <li>• Prise en compte des bâtisses ; coloniales n'appartenant pas à la commune ;</li> <li>• Absence du matériel roulant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Achat d'un matériel roulant adéquat ;</li> <li>• Création d'une fourrière municipale ;</li> <li>• Création d'un garage municipal ;</li> <li>• Formation et recyclage d'un personnel en gestion des ressources patrimoniales ;</li> <li>• Construction de la gare routière.</li> <li>• Achèvement de la construction de l'auberge municipale.</li> </ul>

RESSOURCES	FORCES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
<p><b>Relations</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Commune membre des CVUC et SICOMI;</li> <li>• Bonnes relations avec les services déconcentrés de l'Etat ;</li> <li>• Bonnes relations avec les congrégations religieuses ;</li> <li>• Bonnes relations avec les organisations de la société civile ;</li> <li>• Bonnes relations avec les organismes d'appui (PADDL, GIZ, PNDP, FEICOM Fondation SAF)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Très faible niveau de Partenariat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversification des partenaires ;</li> <li>• Exploitation maximale des potentialités offertes par les partenaires institutionnels</li> </ul>

#### 4.2 Synthèse des données collectées sur la petite enfance

Besoins	Etat des lieux/diagnostic situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables et partenaires d'exécution
Enregistrement des naissances	On recense environ 813 enfants de 0 à 8 ans dans la Commune de Nitoukou urbain dont 41 ne possèderaient pas des actes de naissance	Etablir la citoyenneté des enfants et améliorer les conditions de leur scolarisation	<p>Identification des enfants scolarisés sans acte de naissance</p> <p>Faciliter l'établissement des actes de naissance au 41 des enfants qui n'en possèdent pas</p> <p>Organisation des séances de sensibilisation auprès des populations</p>	
Vaccination	Tous les enfants de l'espace urbain de Nitoukou sont vaccinés	Assurer la circonscription communale d'une meilleure couverture vaccinale	<p>Renforcer et multiplier les campagnes de vaccination</p> <p>Organisation des séances de sensibilisation des parents</p> <p>Appuis financier au CSI de Nitoukou pour les descentes sur le terrain</p>	
Nutrition	Environ 488 des enfants de la Commune de	Améliorer la nutrition de l'enfant à travers une	Distribution des suppléments nutritifs dans	

<b>Besoins</b>	<b>Etat des lieux/diagnostic situation actuelle</b>	<b>Objectifs généraux</b>	<b>Principales activités à mener</b>	<b>Responsables et partenaires d'exécution</b>
	Nitoukou sont bien, nourris	nutrition variée en quantité et en qualité suffisante	<p>les écoles de Nitoukou</p> <p>Renforcement du stock du CSI de Nitoukou en vitamine et autres substances nutritives</p> <p>Organisation des séances de sensibilisation des parents</p>	
Eau, hygiène et assainissement	Inexistence des points d'eau dans les écoles primaires et maternelles de Nitoukou	Créer un environnement social salubre avec des infrastructures d'approvisionnement en eau fiable	<p>Construction d'un point d'eau potable dans chaque école de Nitoukou</p> <p>Sensibilisation et formation des populations sur les maladies hydriques et la potabilisation de l'eau ; sur le lavage des mains ; la salubrité autour des maisons</p>	
VIH/SIDA, protection spéciale des enfants(OEV)	Les populations de la ville de Nitoukou ont des informations relatives au VIH/SIDA, sur les modes	Assurer la protection des enfants contre le VIH/SIDA et la prise en charge globale ou partielle des	<p>Multiplier les campagnes de sensibilisation</p> <p>Organiser des campagnes</p>	

<b>Besoins</b>	<b>Etat des lieux/diagnostic situation actuelle</b>	<b>Objectifs généraux</b>	<b>Principales activités à mener</b>	<b>Responsables et partenaires d'exécution</b>
	<p>de transmission et de prévention</p> <p>Des campagnes de sensibilisation sont organisées par le CSI</p> <p>Nombre d'enfant vivant avec le VIH/SIDA indéterminé</p>	OEV	de dépistage gratuit	
Education préscolaire et scolaire	<p>Absence des clôtures dans les écoles primaires et maternelles de Nitoukou ;</p> <p>Absence des aires de jeu</p> <p>Insuffisance du personnel enseignant</p>	Améliorer l'offre en éducation au sein de l'espace communal	<p>Construction des salles de classes à Nitoukou</p> <p>Construction des clôtures dans les EP et les EM de Nitoukou</p> <p>Aménagement des l'aires de jeu</p> <p>Plaidoyer pour l'affectation des enseignants</p>	



### 4.3 Synthèse des données sur les changements climatiques

Secteur	Tendances	Problèmes / contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Potentiel local pour résoudre / capacité d'adaptation	Solutions envisageables
<b>Agriculture</b>	-sécheresse prolongée  -hausse de la pluviométrie	Aridité des sols ;  Flétrissement des sols	Absence des pluies  Abondance des pluies	Pénibilité du travail ;  Perturbation du calendrier agricole ;  Pourrissement des plantes  Baisse de la production	Faible	Formation aux techniques agricoles adaptées  Appui en semence améliorée adaptée au climat
<b>Elevage</b>	-sécheresse prolongée  -hausse de la pluviométrie	Mort des bêtes	Température élevée  Excès de froid	Manque à gagner	Faible	Formation aux techniques d'élevage adaptées  Octroi des races adaptées au climat
<b>Forêts et faune</b>	Sécheresse prolongée	Disparition de certaine essence et de certaines	Hausse de la température	Rareté de certaine essence et de certaines		Sensibilisation sur la protection de la faune

Secteur	Tendances	Problèmes / contraintes	Causes du problème	Effets du problème	Potentiel local pour résoudre / capacité d'adaptation	Solutions envisageables
	Vents violents	espèces	Feux de brousse	espèces Perturbation de l'équilibre des écosystèmes Changements climatiques	Moyen	et de la flore
<b>Eau</b>	Sécheresse prolongée	Tarissement des points d'eau	Hausse de la température	Rareté de l'eau Parcours des longues distances Longues files d'attente	Faible	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau scanwater
<b>Energie</b>	Vents violents	Chute des poteaux électriques	Vents violents Orage	Coupures électrique Destruction des appareils électroménagers Manque à gagner	Moyen	

<b>Secteur</b>	<b>Tendances</b>	<b>Problèmes / contraintes</b>	<b>Causes du problème</b>	<b>Effets du problème</b>	<b>Potentiel local pour résoudre / capacité d'adaptation</b>	<b>Solutions envisageables</b>
<b>Santé</b>	Sécheresse prolongée	Excès de poussière	Absence de pluies  Route en terre	Maladies respiratoires	Faible	Bitumage des routes
<b>Travaux publics</b>	Hausse de la pluviométrie	Dégradation du réseau routier	Envasement des routes  Erosion  Présence des borbiers  Absence de rigoles de canalisation	Faible déplacement des biens et des personnes  Cherté du coût de transport  Accidents	Moyen	Canalisation des eaux de ruissellement  Latérisation du réseau routier  Bitumage

#### 4.4 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
<b>Education de base</b>	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Absence d'établissements primaires et maternels</li> <li>-Faible implication de l'Etat, et de la commune</li> <li>-Insuffisance de moyens financiers</li> <li>-Faible implication des populations</li> <li>vétusté des bâtiments existants ;</li> <li>-Insuffisance des salles de classes ;</li> <li>-abandon de poste par certains enseignants,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Echecs scolaire ;</li> <li>-taux de déperdition scolaire élevé dans certains villages ;</li> <li>-faible taux d'alphabétisation des enfants</li> <li>- scolarité tardive des plus jeunes</li> <li>6</li> <li>-Grossesses précoces pour les jeunes filles ;</li> <li>-découragement</li> <li>Etc.</li> </ul>	<p>Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Création et construction de 02 écoles maternelles (01 à Ekondj, 01 à Ndikibil et 01 à Ndougoussoung ) et 01 école primaire bilingue</li> <li>Réhabilitation, des salles de classes ;</li> <li>- Plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant ;</li> <li>-construction de logements d'astreinte</li> <li>-construction de salles de classe et de bureau</li> </ul>

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS INDENTIFIES
		Refus de rejoindre leur poste d'affectation			de directeurs  -lisibilité dans la gestion des frais d'APEE
<b>Enseignement secondaire</b>	Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des établissements d'enseignement secondaires ;</li> <li>- Faible équipement du Lycée technique ;</li> <li>- - Faible équipement du Lycée d'enseignement général ;</li> <li>-Insuffisance du personnel enseignant</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-déperdition scolaire</li> <li>-abandon ;</li> <li>-mariages précoces ;</li> <li>-exode scolaire</li> </ul>	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Construction de 15 salles de classes ;</li> <li>- équipement du lycée technique de Nitoukou</li> <li>-affectation du personnel enseignant qualifié ;</li> <li>-construction de logements d'astreinte</li> <li>-construction de salles de classe, du bloc administratif au Lycée</li> </ul>

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS INDENTIFIES
					technique  -lisibilité dans la gestion des frais d'APEE
<b>Enseignement supérieur</b>	Difficulté d'accès aux études supérieures	- Absence de structure pour l'enseignement supérieur - Eloignement des structures environnantes	- Retard dans le développement de la localité ; - Exode scolaire ; - Abandon des études ; - Reconversion à l'agropastoral ou aux AGR	La commune de Nitoukou	-Création d'une Ecole de formation supérieure

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
<b>Santé publique</b>	Difficultés d'accès aux soins de santé	<ul style="list-style-type: none"> <li>-absence de centres de sante fonctionnels</li> <li>-éloignement des structures sanitaires développées</li> <li>- mauvais état des routes et pistes</li> <li>-rareté des moyens de locomotion</li> <li>-absence dans la quasi-totalité des villages de structures de santé</li> <li>-insuffisance notoire en personnel qualifié</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>--longues marches pour acquérir des soins dans les centres urbains de,</li> <li>-énormes dépenses</li> <li>-automédication</li> <li>-persistance des maladies</li> <li>-ignorance du statut sérologie</li> <li>-accouchement difficile et archaïque</li> <li>-morbidity élevée</li> <li>-mortalité maternelle et infantile élevée ;</li> <li>-récurrence des maladies ;</li> </ul>	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	<ul style="list-style-type: none"> <li>- équipement et approvisionnement de la pharmacie du CSI de Nitoukou</li> <li>-formation et recyclage du personnel en conscience professionnelle et en éthique du métier ;</li> <li>-affectation et prise de fonction du personnel</li> </ul>
<b>Agriculture</b>	Faible rendement agricole dans la commune	Manque d'encadrement en techniques modernes agricoles,	Abandon des plantations difficultés à subvenir aux besoins	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil,	-formations et recyclages en techniques culturelles

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS INDENTIFIES
		vieillissement des plantations, outillage rudimentaire, inadéquat et non mécanisé Difficultés à abattre la forêt pour créer des espaces arables Difficultés d'approvisionnement en intrants Difficultés d'évacuation des produits de récoltes Absence de pistes de déserte agricoles Mauvais états des routes Non fonctionnement réel des postes agricoles Manque de formation, d'information et d'appui technique et financier	élémentaires déversement vers d'autres AGR Exode rural, forte ruée vers les centres urbains environnants baisse drastique de la production ; baisse du revenu des familles abandon de l'activité agricole famine -pauvreté	Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndékeyap	moderne (manioc); -subvention et octroies en nouveaux plants et semis améliorés (cacao, surtout café).



SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
		<p>Faible implication et manque d'une politique communale dans le domaine</p> <p>Instabilité du climat</p> <p>-nouveaux parasites des plantes</p> <p>- difficultés d'évacuation de la production</p>			
<b>Pêche et industrie animale</b>	Difficulté d'accès aux produits d'élevage moderne dans la commune	<p>-manque de formation et d'information ;</p> <p>-ignorance de techniques d'élevage modernes;</p> <p>Manque de formation, d'information et</p>	<p>-quasi inexistence d'unité de production d'espèces conventionnelles et non conventionnelles</p> <p>Exode rural, forte ruée vers les centres</p>	<p>Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap</p>	<p>Subventions et appuis aux populations</p> <p>Formations diverses en développement des élevages</p> <p>des espèces conventionnelles et</p>

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS INDENTIFIES</b>
		d'appui technique et financier Faible implication et manque d'une politique communale dans le domaine Ignorance des types d'élevage conventionnel et non conventionnel Faible intérêt dans la pisciculture, l'apiculture etc.	urbains environnants		non conventionnelles.
<b>Domaine des affaires foncières</b>	Difficulté d'accès à la propriété foncière	-manque d'information et de sensibilisation ; -coût élevé du titre foncier ; -absence d'un service	- problèmes fonciers récurrents -rareté des titres fonciers	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Education sur la gestion et la gouvernance foncière

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS INDENTIFIES
		du cadastre			
<b>Forêt et faune</b>	Disparition des espèces fauniques et floristiques	-Surexploitation du bois -Déforestation -changement climatique Feux de brousse -braconnage Trafic illicite -non respect des périodes de reproduction des espèces -ignorance sur les variétés d'espèces protégées	- Rareté des espèces protégées	NDOUGBISSOUNG	Sensibilisation et éducation sur les impacts et implications de la population sur la destruction de la faune et de la flore notamment l'approche du développement participatif et durable
<b>Environnement et protection de la</b>	Difficulté à préserver le patrimoine environnemental	-Absence des campagnes d'information et de sensibilisation sur les risques liés à la	-disparition de certaines espèces d'animaux ;  -Disparition de	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II,	Vulgarisation de la population sur des problèmes socio

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS IDENTIFIES</b>
<b>nature</b>		destruction de la nature  -surexploitation du bois pour le commerce du charbon Abattage systématique du bois Faible utilisation des jachères due à la difficulté à créer des espaces arables  mauvaise gestion des ordures ménagères ;	certaines essences de bois ;  - Changements climatiques	Ndekeyap	environnementaux pour le développement durable
<b>Administration territoriale, décentralisation et</b>	Difficulté d'accès aux services administratifs et de protection civile	-insuffisance de personnel chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre ;	-intervention en retard de l'autorité après un cas signalé ;  -enquêtes difficiles à	Ndema	Mise en place des comités de vigilance, renforcement en personnel et en

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS INDENTIFIES</b>
<b>maintien de l'ordre</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>-insuffisance de matériel roulant pour les interventions ;</li> <li>- insuffisance de comité de vigilance ;</li> <li>-insuffisance de collaboration entre l'autorité et la population</li> </ul>	mener ;	-désaccord entre le chef Ndéma et ses populations	<ul style="list-style-type: none"> <li>matériel roulant des structures de sécurité ainsi que création de poste</li> <li>pilote de sécurité surtout dans les zones de grande vulnérabilité ;</li> <li>renforcer l'autorité des chefs en difficulté</li> </ul>
<b>Eau et énergie</b>	Difficulté d'accès à l'eau potable et à l'énergie	<ul style="list-style-type: none"> <li>-manque d'information et de sensibilisation sur la prévention des maladies notamment d'origine hydrique</li> <li>-insuffisance criarde</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-maladies d'origines hydriques;</li> <li>-insécurité</li> <li>-zones de vulnérabilité liée à l'obscurité</li> </ul>	<p>Espace urbain de Nitoukou et dans</p> <p>Tous les villages</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Information et sensibilisation sur la prévention des maladies d'origine hydriques,</li> <li>construction de forages équipés de</li> </ul>

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
		<p>de point de ravitaillement en eau potable ;</p> <p>-couverture électrique insuffisante ;</p> <p>-instabilité du courant électrique</p>			<p>pompes à motricité humaine,</p> <p>électrification dans tous les villages avec éclairage public</p> <p>surtout dans les zones de vulnérabilité</p>
<b>Travaux publics</b>	Difficultés à se déplacer dans les villages de la commune	<p>-mauvais entretien des routes et des pistes</p> <p>-inexistence des pistes des bassins de production ;</p>	<p>-accidents ;</p> <p>-maladies ;</p> <p>-avortements, fausses couches ;</p> <p>-difficulté d'acheminement des produits vers les zones d'écoulement ;</p>	Surtout les villages situés hors de l'axe principal (Ndéma, Ndikibil, Ndougoussoung, Ndékeyap, Nekom I, Etong, Ilobi)	Entretien des pistes rurales et des bassins de production

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS IDENTIFIES</b>
			- famine ; cherté de la vie		
<b>Affaires sociales</b>	Difficulté pour les personnes vulnérables dans la commune à avoir accès aux facilités mises en place en leur faveur par l'Etat	-mauvaises conditions de vie des personnes vulnérables et des personnes âgées ; -inexistence de services de prise en charge	- maladies, décès ; - abandon et stigmatisation ;	Au niveau de Nitoukou	Construction d'un centre social de Nitoukou
<b>Protection de la femme et de la famille</b>	Difficultés à promouvoir les activités féminines	-Irresponsabilité des hommes ; -alcoolisme, tabagisme ; -exode rural des hommes à la	-déséquilibre dans le développement socio-affectif des enfants ; -grossesses précoces et/ou mariages précoces des jeunes	Ndougbioung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap, Nitoukou centre urbain	Construction d'un centre de promotion de la femme de la famille de Nitoukou

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
		recherche d'emplois	filles ;  -maladies cardiovasculaires des femmes mères;  -multiplication des familles monoparentales.		
<b>Jeunesse</b>	Difficulté pour les jeunes dans la commune à avoir accès aux informations sur les projets et programmes et aux structures de formation et d'animation	-insuffisance de formation ;  -insuffisance de promotion de l'auto emploi,  -Manque de structures d'encadrement de la jeunesse	-oisiveté ;  -pauvreté  -alcoolisme, tabagisme, prise de stupéfiants, banditisme, vols, exode rural, VIH/SIDA...	Nitoukou centre urbain, Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Création, construction et équipement d'un centre de promotion des jeunes



SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS INDENTIFIES
<b>Sports et éducation physique</b>	Difficulté d'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune	-insuffisance de structures d'encadrement des jeunes et de la jeune fille;  -insuffisance de structures de développement de sport et de loisir.	-promotion de la jeunesse insuffisante ;  -oisiveté ;  -pauvreté ;  -alcoolisme, tabagisme, prise de stupéfiants, banditisme, vols, exode rural, VIH/SIDA...	Ndougbioung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Construction d'un complexe sportif au centre ville  et ouverture de stades et aires de jeux divers réglementaires
<b>Transport</b>	Difficulté d'accès à une infrastructure et à un moyen de transport adéquats dans la	-Inexistence d'agence de transport et de gare routière fonctionnelle;  -vétusté des moyens	-accidents  -pourrissement des denrées alimentaires dans les champs et plantations ;	Au niveau de Nitoukou centre urbain et tous les villages situés hors de l'axe principal	Création d'une gare routière et organisation de l'activité de transport à Nitoukou

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS IDENTIFIES</b>
	commune	de transport ; -mauvais état des routes et des pistes rurales ; -cherté des prix de transport des personnes et des vivres.	-vente à vil prix des produits ; -cherté de la vie ; famine -pauvreté ;		vers toutes les autres destinations des communes  et des villages environnants
<b>Petites et moyennes entreprises , économie sociale et artisanat</b>	Faible développement des PME dans la commune	-faible promotion l'esprit d'entrepreneuriat ; -faible promotion de l'artisanat ; -faible développement des AGR ;	-chômage -oisiveté, alcoolisme, tabagisme, mariages précoces ; VIH/SIDA, -exode	Ndougbissoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Promotion et développement de l'esprit d'entrepreneuriat, promotion de l'artisanat local, création des PME et PMI

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS IDENTIFIES</b>
		-Absence de structures de financement			
<b>Emploi et formation professionnelle</b>	Difficulté d'accès à l'emploi dans la commune de NITOUKOU	-faible promotion de l'esprit d'entrepreneuriat ; -Insuffisance de structures d'encadrement et de formation des jeunes et des personnes âgées -inexistence de structures de financement	-chômage -oisiveté, alcoolisme, tabagisme, mariages précoces ; VIH/SIDA, -exode	Ndougbissoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Promotion au développement des AGR
<b>Recherche scientifique</b>	Difficulté d'accès aux résultats de la	- Difficultés d'exploitation des		Ndougbissoung, Ekondj, Ndéma,	Promotion de l'esprit de recherche et de

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS IDENTIFIES</b>
<b>et innovation</b>	recherche et aux innovations technologiques dans la commune	plantes médicinales - accès difficile aux semences améliorées	-Retard de la localité dans son apport à la recherche scientifique nationale ;  -Faible production	Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	l'innovation  Renforcement des capacités et éducation des populations
<b>Commerce</b>	Insuffisance promotion des activités commerciales	-Faible approvisionnement en produits de première nécessité  -difficulté d'écoulement des récoltes vers les marchés pour les zones enclavées ;  -augmentation des prix des denrées de	-Instabilité des prix de première nécessité ;  -cherté de la vie ;	Ndougbissoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Développement des AGR

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
		première nécessité			
<b>Tourisme</b>	Difficulté pour les populations et l'institution communale à tirer profit du potentiel touristique existant dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Découragement des promoteurs</li> <li>- Difficulté d'accès aux sites touristiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dévalorisation des sites abandonnés à potentialité touristique ;</li> <li>- Faible renommée de la région</li> </ul>	Ndougbioung	<ul style="list-style-type: none"> <li>Promotion des activités touristiques</li> <li>Aménagement du mont Yafa</li> </ul>
<b>Culture</b>	Difficultés de transmission des valeurs culturelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- non respect des valeurs traditionnelles</li> <li>- ignorance des jeunes</li> <li>- influence de la modernité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- perte des traditions</li> <li>- conflits de génération</li> <li>- Pauvreté</li> <li>- Difficultés de cohabitation</li> </ul>	Ndougbioung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap, Nitoukou	<ul style="list-style-type: none"> <li>Construction et équipement des foyer culturel et de la maison de la culture des peuples de la localité</li> <li>Promotion de l'art et de la culture des</li> </ul>

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
					peuples de  la localité avec création et construction d'un musée  Organisation de festival
<b>Mines et développement technologique</b>	Difficulté pour les populations et l'institution communale à tirer profit du potentiel minier qui existe sur le territoire	-absence de protection minière	Retard de développement de la localité	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Organisation des prospections minières
<b>Travail et sécurité</b>	Difficultés pour les travailleurs dans le	-Exode rural et abandon de la localité	-exposition aux accidents de travail ;	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma,	Création des carrières d'exploitation de

<b>SECTEUR</b>	<b>PROBLEME REFORMULE</b>	<b>CAUSES PERTINENTES</b>	<b>PRINCIPAUX EFFETS</b>	<b>VILLAGES CONCERNES</b>	<b>BESOINS INDENTIFIES</b>
<b>sociale</b>	secteur informel à avoir accès à une couverture de sécurité sociale	par les promoteurs d'emploi ; -auto emploi ; -non affiliation à la CNPS	-découragement	Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	sables et de pierre  Développement des terrains inoccupés pour  agriculture moderne et relance des sites abandonnés  Affiliation à la CNPS
<b>Développement urbain et habitat (espace urbain)</b>	Difficulté à conduire avec aisance le processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune	- Maisons en matériaux provisoires, semi définitifs et définitifs  -absence d'un plan d'urbanisation ;	-habitats précaires ;  -constructions anarchiques ;	Espace urbain de Nitoukou	Promotion et formation en construction en matériaux locaux  Motivation des élites à construire et développer l'habitat à Nitoukou

SECTEUR	PROBLEME REFORMULE	CAUSES PERTINENTES	PRINCIPAUX EFFETS	VILLAGES CONCERNES	BESOINS IDENTIFIES
<b>Postes et télécommunications</b>	Insuffisance de couverture des réseaux de communication	-couverture partielle du réseau MTN, ORANGE ; -absence totale de réseau dans certains villages ; -Absence d'internet	-Ouverture insuffisante au monde ; -promotion insuffisante de la commune aux potentiels promoteurs et partenaires	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi	Extension des réseaux téléphoniques (MTN, Orange) et  reconnexion du centre multimédia au réseau internet
<b>Communication</b>	Difficulté d'accès au réseau de communication audio visuel dans la commune	-Eloignement de l'antenne émettrice -Non existence d'une radio communautaire	Sous information des populations	Ndougoussoung, Ekondj, Ndéma, Nebassel, Ndikibil, Etong, Neboya, Ilobi, Nekom I Nekom II, Ndekeyap	Création d'une communautaire radio communautaire  avec relai au poste national CRTV  Installation d'une antenne relais



**Tableau de synthèse des 08 microprojets prioritaires [dont 03 économiques et 05 sociaux] par village et au niveau de l'espace urbain.**

TABLEAU DES MICROPROJETS PRIORITAIRES DE LA COMMUNE DE NITOUKOU

Villages/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Projet prioritaire sélectionné par chaque village	Justification
	1er	2ème	3ème	4ème	5ème	1er	2ème	3ème			
NDEMA	Construction d'un (01) forage à motricité humaine à NDEMA	Construction d'un CSI à NDEMA	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles	Renforcement du potentiel électrique de NDEMA (Triphasé)	Réhabilitation des pistes agricoles: IKIK – KOULOUM (3km), BAKEGUELE K – BANIAMBEND (5km), NDEMA – NIHHOUN (7km)	Dotation d'un moulin communautaire à écraser au village NDEMA	Construction d'une mini huilerie d'huile de palme à NDEMA	création d'un champ semencier de 1000 plants palmier à huile		Construction d'un forage à motricité humaine à NDEMA	Difficultés d'accès à l'eau potable
NDIKIBIL	construction d'un CSI à NDIKIBIL	Construction d'un (01) forage à motricité humaine à NDIKIBIL	Réprofilage de la route NDIKIBIL – NITOUKOU (10 km)	Construction d'un bloc de 02 salles de classes pour l'école	Création d'un centre d'Etat civil spécial à NDIKIBIL	Aménagement d'une pépinière de 1500 plants de palmier à huile à	Dotation d'un moulin communautaire au village	Construction d'une ferme avicole communautaire à		Construction d'un centre de santé intégré à NDIKIBIL	Difficultés d'accès aux soins de santé ; Eloignement des centres

Villages/E space urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Projet prioritaire sélectionné par chaque village	Justification
				maternelle à NDIKIBIL		NDIKIBIL	NDIKIBIL	NDIKIBIL			
NEBOYA	Construction d'une mini adduction d'eau à énergie solaire à NEBOYA	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à l'école publique de NEBOYA	dotation de 150 tables bancs à l'école publique	Electrification du village NEBOYA en énergie solaire	Aménagement d'un stade de football réglementaire	Dotation d'un moulin à écraser à sec et à eau à NEBOYA	Construction d'une ferme avicole communautaire	Construction d'un poste agricole à NEBOYA		Construction d'une mini adduction d'eau à énergie solaire	Présence des maladies hydriques
NEKOM I	Construction d'un forage à motricité humaine à l'école publique de NEKOM I	Connexion du village NEKOM I au réseau électrique	Construction d'un bloc de 02 salles de classes à l'école publique de NEKOM I	Dotation de 100 tables bancs à l'école publique de NEKOM I	Construction d'un CSI à NEKOM I	Aménagement d'une carrière de sable à NEKOM I	Construction d'une ferme communautaire à NEKOM I	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à NEKOM I		Construction d'un forage à motricité humaine à l'école publique de NEKOM I	Inexistence d'un point d'eau potable à l'école publique de NEKOM I
NEKOM II	Construction d'un forage à motricité humaine à NEKOM II	Construction d'un bloc de 02 salles de classes pour l'école maternelle	Extension du réseau électrique au quartier non desservi	construction d'un foyer communautaire à NEKOM II	Réprofilage de la route NEKOM I-NEKOM II – NDEKEYAP (4km)	Dotation d'un pressoir d'huile de palme à énergie solaire à	Dotation d'un moulin à écraser à sec et à eau à	Construction d'une ferme communautaire à NEKOM II		Construction d'un forage à motricité humaine à NEKOM II	Absence d'un point d'eau potable

Villages/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Projet prioritaire sélectionné par chaque village	Justification
			(1km)		NEKOM II-ELOND (2km)	NEKOM II	NEKOM II				
NDOUGBISSOUNG	Construction d'un forage à motricité humaine à NDOUGBISSOUNG	Ouverture des routes: NEMAYAKA - NIOSSOL, NEMAYAKA - NOMBAL, NEMAYAKA - NIBILEN	Construction d'un CSI à NDOUGBISSOUNG	Electrification totale du village	construction d'une école maternelle à NDOUGBISOUNG	Construction d'un foyer communautaire	Aménagement du site touristique du mont YAFA	Construction d'un forage à motricité humaine à NDOUGBISSOUNG		Construction d'un forage à motricité humaine à NdougbiSSOUNG	Absence d'un point d'eau potable
EKONDJ	Construction d'un forage à motricité humaine à EKONDJ	construction d'une école maternelle à EKONDJ	Extension du réseau électrique au quartier NEBALOMACK	Installation d'une antenne de relais téléphonique à EKONDJ	Construction d'un foyer communautaire à EKONDJ	Réhabilitation du marché d'EKONDJ	Création d'un champ semencier de 5000 plants de cacao à EKONDJ	Aménagement de pistes agricoles : Nebalomack-Mahoul (10km) Mafouth-Kanda(8km)		Construction d'un forage à motricité humaine à Ekondj	Insuffisance des points d'eau potable
	Extension de réseau	Construction d'un forage à	Construction de 02	Construction d'un	Réprofilage de la route	Construction d'un marché	Subvention des	Construction d'une		Extension de réseau	Seul quartier non desservi

Villages/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Projet prioritaire sélectionné par chaque village	Justification
NEBASSEL	électricité au quartier Ningouloupel (2,5km)	motricité humaine à Nebassel	salles de classe pour l'école publique à Nebassel	foyer communautaire à Nebassel	NEBASSEL – NITOUKOU (4km)	périodique à Nebassel	agriculteurs	station service à Nebassel		électricité au quartier Ningouloupel (2,5km)	du village
ETONG	Electrification d'Etong (ligne Triphasée)	Réprofilage de la route ETONG – NITOUKOU (10km),	Réprofilage de la route Etong – Nefante(5km),	Construction d'un forage à motricité humaine à Etong	Construction d'un forage à motricité humaine à l'école publique d'Etong	Construction d'un CSI à Etong	Construction d'un marché périodique	construction d'un magasin de stockage de produits phytosanitaires		Electrification d'Etong (ligne Triphasée)	Village non électrifié
ILOBI	Electrification du village Ilobi (ligne Triphasée)	construction d'un forage à motricité humaine à Ilobi	Réprofilage de la route Ilobi – Ndoktoniak (6km)	Construction de 02 salles de classes à l'école maternelle d'Ilobi	Construction d'un poste agricole	Construction d'une ferme communautaire	Construction d'un foyer culturel	Dotation d'un pressoir d'huile de palme		Electrification d'Etong (ligne Triphasée)	Village non électrifié
	Ouverture de la route NDEKEYAP – ETONG-	Construction d'un forage à motricité humaine à	Construction d'un forage à l'école	Construction d'un CSI à Ndekeyap	Renforcement du potentiel électrique (ligne	Dotation d'un moulin à écraser à sec et à eau à	Construction d'une porcherie à Ndekeyap	Ouverture de la piste ALEN-Ndekeyap	)	Ouverture de la route Ndekeyap-Etong (5km)	

Villages/Espace urbain	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			TOTAL	Projet prioritaire sélectionné par chaque village	Justification
NDEKEYAP	Ilobi (5km)	Ndekeyap (Ndekaloumek)	publique de NDEKEYAP		Triphasée) à Ndekeyap	Ndekeyap		(3km)			
ESPACE URBAIN	Extension du réseau électrique triphasé de NDIKOTI à NITOUKOU (15 km)	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau scan water à l'énergie Solaire	Lotissement communal	Construction du marché de Nitoukou	Construction du centre Municipal d'apprentissage pratique aux métiers	L'acquisition du matériel roulant (camion-benne 20T, pickup double cabine)	Construction d'une cité municipale en matériaux locaux	Ouverture des carrières pierres et sable		Extension du réseau électrique triphasé de NDIKOTI à NITOUKOU (15 km)	

## **5 PLANIFICATION STRATEGIQUE**

## **5.1 Vision et objectifs du PCD**

« A l'horizon 2035, la commune de Nitoukou se veut un pôle d'attraction majeur, une cité prospère et propice tant à la création d'emplois qu'à la redistribution des richesses ».

Il s'agira pour elle de :

- ✓ *Améliorer l'offre en infrastructures de développement de base ;*
- ✓ *Booster l'économie locale ;*
- ✓ *Créer un climat favorable à l'investissement pourvoyeur d'emplois ;*
- ✓ *Assurer la pérennité de la paix, de la stabilité et de la cohésion sociale.*

Les ressources jusque là disponibles ne permettant malheureusement pas de mettre en œuvre tous ces projets à court terme, le combat consistera de manière efficace à améliorer la qualité des services au niveau de l'institution communale. Il s'agira également de consolider l'économie locale de même que les capacités des membres des différents services. Le renforcement de la gouvernance à tous les niveaux d'intervention, la recherche de nouveaux partenaires au développement, la poursuite du recrutement d'un personnel qualifié, l'amélioration de la gestion financière. L'espoir est que grâce à cette nouvelle vision exprimée en projets et consignée dans le présent document, la Commune de NITOUKOU sera désormais à la hauteur de sa réputation au terme des projets à réaliser.

## **5.2 Cadre logique par secteur**

Le Cadre Logique est un outil de programmation qui aide à mettre en adéquation les projets identifiés et les ressources mobilisables dans le temps, sur la période de planification en tenant compte de la vision de développement, des possibilités financières, de la commune ou de la région. Il montre l'objectif global du plan, les programmes, les projets et leurs objectifs spécifiques, les résultats et les activités du programme. En plus, le cadre logique incorpore les indicateurs objectivement vérifiables pour mesurer la réalisation des objectifs fixés dans les conditions politiques, sociales et économiques supposées s'interférer pendant la période du plan.

### **Tableau : cadres logiques par secteur**

Les tableaux ci-dessous dénommés « Tableaux Synoptiques de Planification (TSP) ou Cadre Logique (CL) » présentent les résultats de cette étape du processus. Ces cadres logiques ont été élaborés suivant la planification par la méthode dite PIPO (Planification des Interventions Par Objectifs). Celle-ci consiste à mettre des conditions préalables pour que certaines activités se réalisent pour atteindre les résultats (intermédiaires) qui conduisent aux objectifs spécifiques, lesquels concourent à la réalisation de l'objectif global.



### 5.2.1 - Cadre logique du secteur Agriculture

Problème central : Faible rendement agricole dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Contribuer à l'accroissement des rendements agricoles dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Renforcer les capacités de 60 actifs agricoles dans 12 villages à la pratique de l'agro foresterie et l'utilisation du compost pour la fertilisation des sols à partir de 2014	liste des villages où sont pratiquées les activités de restauration de la fertilité des sols dans la commune	-Rapport de mise en œuvre des microprojets dans chaque village	
	2-Renforcer les capacités d'au moins 5 000 actifs agricoles dans 12 villages aux techniques culturelles modernes et à la conservation des produits agricoles et des semences à partir de 2014	Nombre de session de formation organisée et thématiques développées	Rapport de formation	
	3- Informer et éduquer les producteurs dans 38 villages dans la commune sur les procédures de création des coopératives et la mutation des GICs en coopérative, ainsi que sur la politique agricole et les appuis mis en place par le MINADER en 2014	Nombre de session de formation organisée	Rapport de formation	
	4-Réduire de 75% la vente des intrants agricoles (engrais et semences) de qualité douteuse sur les marchés dans la commune de Nitoukou en 2016	Nombre de mission de contrôle effectué auprès des vendeurs d'intrants agricoles dans la commune	-Rapport d'activité de la mission de contrôle	
	5-Rapprocher les services d'encadrement agricole des producteurs dans 02 villages dans la commune de Nitoukou à partir de 2016	02 nouveau poste agricole créé et opérationnel	Décision de création des postes agricoles -Rapport d'activités des PA	
	6-Doter la commune de Nitoukou d'un Centre d'Education et d'Action Communautaire en 2015	Un centre de formation et d'éducation populaire en milieu rural est créé et fonctionne	Décision de création du CEAC	
	7-Faciliter l'accès dans les bassins de production			

<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : 60 actifs agricoles dans la commune sont formés aux pratiques agro forestières et à la fabrication du compost et les mettent en application	Sites de démonstrations mis en place dans les villages	Rapport de mise en œuvre dans chaque site			
	<b>R2</b> : 5 000 actifs agricoles dans la commune maîtrisent les techniques culturales modernes et de conservation de produits et des semences	Les pratiques faites par les actifs agricoles	Rapport d'activités chefs de postes agricoles et DAADR			
	<b>R3</b> : Les producteurs dans 12 villages dans la commune connaissent les procédures de création des coopératives et la mutation des GICs en coopérative, ainsi que la politique agricole et les appuis mis en place par le MINADER	Liste des participants aux ateliers d'information et de sensibilisation	Rapport d'activités chefs de postes agricoles et DAADR			
	<b>R4</b> : Les intrants agricoles de qualité douteuse sont de moins en moins vendus sur les marchés dans la commune de Nitoukou	-Liste des vendeurs agréés et leur localisation -Les semences vendues sont certifiées par des spécialistes	-Rapport de contrôle de qualité			
	<b>R5</b> : 02 nouveaux postes agricoles sont créés et fonctionnent dans la commune, Ilobi(01) et Neboya(01)	village ou est créé le poste agricole	Décision de création du MINADER			
	<b>R6</b> : 01 Centre d'Education et d'Action Communautaire est créé dans la commune	Décision ministérielle de création du CEAC	Arrêté ministériel portant création du CEAC			
	<b>R7</b> : Aménagement des pistes de collecte des produits agricole dans la commune					
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Organiser 02 sessions de formation sur les pratiques agro forestières et la technique de fabrication du compost	X	X	X	3 000 000	

	<b>A2.R1</b> : Mettre en place et conduire 60 sites de démonstration	X	X	X	12 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser dans chaque village 01 atelier de formation de 02 jours sur les techniques culturelles modernes et méthodes de conservation des produits et des semences	X	X	X	2 400 000	
	<b>A1.R3</b> : Organiser dans chaque village 01 atelier d'information sur la nouvelle loi coopérative et la mutation du GIC à la coopérative	X	X	X	1 200 000	
	<b>A1.R4</b> : Organiser 03 missions de contrôle de la qualité d'intrants vendus sur le marché chaque année pendant 03 ans	X	X	X	900 000	
	<b>A1.R5</b> : Préparer un dossier de demande de création d'1 poste agricole et d'un centre d'éducation et d'action communautaire et transmettre au MINADER	X	X	X	100 000	
	<b>A2.R5</b> : Construire et équiper 02 postes agricole	X	X	X	40 000 000	
	<b>A1.R6</b> : Construire et équiper 01 CEAC	X	X	X	30 000 000	
	<b>A1.R7</b> : Aménager 52Km de pistes agricole IKIK – KOULOUM (3km), BAKEGUELEK – BANIAMBEND (5km), NDEMA – NIHHOUN (7km) ; Nebalomack-Mahoul (10km)  Mafouth-Kanda(8km); NEMAYAKA – NIOSSOL(4.8km), NEMAYAKA – NOMBAL(6.1km), NEMAYAKA – NIBILEN(4.9km) ; Ouverture de la piste Etong-Ilobi-Ndekeyap (5km)				125 000 000	
<b>Total</b>					<b>214 600 000</b>	

### 5.2.2 Cadre logique du secteur Elevage

**Problème central** : Difficulté d'accès aux produits d'élevage moderne dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès aux produits d'élevage moderne dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> -Renforcer les capacités des éleveurs dans 38 villages de la commune aux techniques modernes d'élevage à partir de 2014	Nombre de session de formation organisé et thématique développée	Rapport de formation de la DAEPIA, CZV	
	<b>2</b> -Informers les populations dans la commune sur la politique sectorielle du MINEPIA et les programmes et projets mis en place pour la promotion des activités d'élevage en 2014	Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé dans la commune	Rapport de formation de la DAEPIA, CZV	
	<b>3</b> -Rapprocher les structures d'encadrement des éleveurs des populations dans la commune à partir de 2015	Nombre de CZV créée dans la commune	Rapport d'activités DAMINEPIA	
	<b>4</b> -Doter l'espace urbain communal d'un point de vente appropriée de produits d'élevage bovine et d'un parc d'attente pour animaux à abattre en 2014	Boucherie construite dans l'espace urbain communal -Abattoir municipal construit	PV de réception du chantier	
	<b>5</b> -Construire et équiper les infrastructures pour les services d'encadrement du MINEPIA dans la commune à partir de 2016	-DAEPIA construit et fonctionnel -CZV construit et opérationnel	PV de réception du chantier	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> :80 éleveurs sont formés et maitrisent les techniques d'élevage moderne dans la commune	Nombre de ferme moderne d'élevage mis en place	Rapport de formation de la DAEPIA, CZV	
	<b>R2.1</b> : Les populations dans la commune connaissent la politique sectorielle du MINEPIA ainsi que les projets et programmes d'appui mis en place pour soutenir les activités d'élevage	Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé dans la commune	Rapport de formation de la DAEPIA, CZV	
	<b>R2.2</b> : 01 campagne de lutte contre les zoonoses dans l'espace urbain communal est organisée chaque année	Nombre de chiens vaccinés	Rapport chef CZV	
	<b>R3</b> : 01 CZV est créée et fonctionne dans le village Nekom 1	CVZ Opérationnel Nekom 1	Décision ministérielle portant création du CZV	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>R4.1</b> : Une boucherie moderne est construite e fonctionne dans l'espace urbain communal	Boucherie opérationnel			PV de réception du chantier	
	<b>R4.2</b> : L'abattoir municipal est construit	Parc à bétail fonctionnel			PV de réception du chantier	
Activités	Activités	Moyens pour la mise en œuvre			Coût estimatif	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1.R1</b> : Organiser 04 sessions de formation des éleveurs sur les techniques d'élevage moderne	X	X	X	10 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser 12 ateliers d'information et de sensibilisation des éleveurs dans les villages	X	X	X	3 800 000	
	<b>A2.R2</b> : Organiser annuellement une foire communale agropastorale	X	X	X	15 000 000	
	<b>A1.R3.1</b> : Monter les dossiers de demande de création d'un CZV et transmettre	X	X	X	20 000	
	<b>A1.R3.2</b> : Organiser 01 campagne de lutte contre la divagation des bêtes et la lutte contre la rage	X	X	X	1000 000	
	<b>A1.R4</b> : Construire une boucherie avec chambre froide dans l'espace urbain communal	X	X	X	20 000 000	
	<b>A2.R4</b> : Construire un abattoir municipal	X	X	X	30 000 000	
<b>Total</b>					<b>79 820 000</b>	

### 5.2.3 - Cadre logique du secteur Santé

**Problème central** : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité dans les structures de santé dans la commune de Batié

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité dans les structures de santé dans la commune de Nitoukou			

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Créer, construire et équiper 04 nouveaux CSI dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2016	CSI créée dans la commune	Décision ministérielle de création	L'Etat décide de la création
	2-Eriger le CSI de Nitoukou en CMA à partir de 2015	-Le CSI de Nitoukou est érigé en CMA	Arrêté ministériel	
	3-Equiper et sécuriser les infrastructures sanitaire de la commune de Nitoukou d'ici fin 2017	Liste et quantité de matériel d'exploitation mis à la disposition de chaque centre de santé	PV de réception du matériel PV de réception des clôtures	
	4- Réhabiliter du point d'eau du CSI de Nitoukou;	Plan de gestion environnementale de chaque structure de santé	Rapport d'activité chef de district de santé	
	5-Redéployer le personnel sanitaire qualifié dans les structures publiques de santé dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2014	Nombre de personnel qualifié affecté dans les structures de santé publique dans la commune	Fichier du personnel au district de santé	Le MINSANTE recrute du nouveau personnel
	6-Doter chaque centre de santé intégré d'une boîte d'accouchement d'ici fin 2015	Nombre de boites disponibles	Fichier comptable matière du centre de santé	
	6- Dotation du Centre de Santé Intégré de Nitoukou d'une ambulance médicalisée d'ici fin 2015	Nombre d'ambulance disponibles	Fichier comptable matière du centre de santé	
	7-Renforcer les capacités des membres de COGE ET COSA dans la commune d'ici fin 2014	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activité chef de district de santé	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : 04 CSI sont créés, construits et équipés : 01 à Ndougoussoung, 01 à Nekom 1, 01 à Ndikibil et 01 à Ndéma	Décision ministérielle de création	Rapport d'activité service de district de santé	
	<b>R2</b> : Le CSI de Nitoukou est érigé en CMA	Décision ministérielle de création	Rapport d'activité service de district de santé	
	<b>R3.1</b> : Le CSI de Nitoukou est équipé de 14 lits + Matelas, 01 réfrigérateur, 01 Logement, 01 incinérateur	Liste des équipements et matériels de soin octroyé au CSI	Document du comptable matière	
	<b>R3.2</b> : Construction d'une clôture au CSI de Nitoukou	Clôture construite au CSI	PV de réception de la clôture	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
	<b>R4</b> : Réhabilitation du point d'eau du CSI	le point d'eau du CSI de Nitoukou est réhabilité	Rapport d'activité responsable de la structure de santé			
	<b>R5.1</b> : 01 IDE, 02 IB et 014 AS sont affectés au CSI de Nitoukou;	Fiche du personnel dans la structure de santé	Décision d'affectation			
	<b>R5.2</b> : 01 IDE, 01 AS, 01 TL sont affectés au CSI d'Ekondj	Fiche du personnel dans la structure de santé	Décision d'affectation			
	<b>R6</b> : Le CSI de Nitoukou est doté d'une ambulance médicalisée	Nombre d'ambulance disponibles	Fichier comptable matière du centre de santé			
	<b>R7</b> : Les membres des COGE et COSA des structures de santé maîtrisent le mécanisme de gestion communautaire des soins de santé dans leur aire de santé	Gestion de COGE et COSA dans les structures de santé	Rapport d'activité des COGE et COSA			
Activités	Activités	Moyens pour la mise en œuvre			Coût estimatif	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1.R1</b> : Monter les dossiers de création de CSI et transmettre	X	X	X	200 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire et équiper 04 CSI créés	X	X	X	140 000 000	
	<b>A1.R2</b> : passage du CSI de Nitoukou en CMA					
	<b>A1.R3.1</b> : Equipement du CSI de Nitoukou	X	X	X	50 000 000	
	<b>A1.R3.2</b> : Construction d'une clôture au CSI de Nitoukou				5 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Réhabilitation du point d'eau du CSI	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R5</b> : Demander l'affectation du personnel technique qualifié dans les structures de soin	X	X	X	PM	
	<b>A1.R6</b> : Dotation d'une ambulance médicalisée au CSI de Nitoukou	X	X	X	6 000 000	
	<b>A1.R7</b> : Organiser un atelier de 05 jours de	X	X	X	2 500 000	

---

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	renforcement des capacités des membres du COGE et COSA					
<b>Total</b>					<b>227 000 000</b>	



## 5.2.4 - Cadre logique du secteur Travaux Publics

**Problème central :** Difficultés à se déplacer dans les villages de la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter les déplacements dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire en matériaux définitifs 4 ponts dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2018	Liste des villages dans lesquels les ponts sont construits	Rapport d'activité service technique de la commune	
	2-Réprofilier et ouvrir les caniveaux sur 52 km de routes en terre dans la commune d'ici fin 2018	Liste des axes routiers à Reprofilier	Rapport d'activité service technique de la commune	
	3- Bitumer la route départementale N°49 (Ndikinimeki-Nitoukou) 28km d'ici fin 2015	-Liste des routes bitumée	PV de réception des travaux	
	4-Ouvrir 5.2 km de route dans la commune d'ici fin 2018	Liste des tronçons de route à ouvrir par village	Carte du réseau routier de la commune	
	5-Doter la commune d'une carte de réseau routier d'ici fin 2014	Carte du réseau routier disponible	Service technique de la commune	
<b>Résultats</b>	<b>R1.1 :</b> 03 ponts de 5m sont construit en matériaux définitifs sur l'axe Neboya - Ndikibil	Nature des travaux effectués sur le pont	PV de réception des travaux	
	<b>R1.2 :</b> 01 pont de 4.2m est construit en matériaux définitifs à Ndekeyap	Nature des travaux effectués sur le pont	PV de réception des travaux	
	<b>R1.3 :</b> 01 pont de 5m est construit en matériaux définitifs sur l'axe Nitoukou - Ndougbisoung	Nature des travaux effectués sur le pont	PV de réception des travaux	
	<b>R2.1 :</b> 12 km de routes sont reprofilés et les caniveaux ouverts dans l'axe : Nitoukou -Ndéma	Liste des axes reprofilés dans le village	PV de réception des travaux	
	<b>R2.2 :</b> 13 km de routes sont reprofilés et les caniveaux ouverts sur l'axe Nitoukou-Ekondj	Liste des axes reprofilés dans le village	PV de réception des travaux	
	<b>R2.3 :</b> 04 Km de routes sont reprofilés et les caniveaux ouverts dans l'axe Nekom 1-Nekom 2	Liste des axes reprofilés dans le village	PV de réception des travaux	
	<b>R2.4 :</b> 10 Km de routes sont reprofilés et les caniveaux ouverts dans l'axe Nitoukou-Etong	Liste des axes reprofilés dans le village	PV de réception des travaux	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation		
	<b>R2.5</b> : 06 Km de routes sont reprofilés et les caniveaux ouverts sur l'axe Nitoukou-Ndekeyap	Liste des axes reprofilés dans le village	PV de réception des travaux			
	<b>R3</b> : 28 Km de routes sont bitumées sur la départementale N°49 (Ndikinimeki-Nitoukou)	Liste des axes bitumés au Cameroun	PV de réception des travaux			
	<b>R4.1</b> : 5.2km de routes sont ouvertes de Ndekeyap – Etong- Ilobi	Liste des routes ouvertes	PV de réception des travaux			
	<b>R5</b> : La commune est dotée d'une carte du réseau routier					
Activités	Activités	Moyens pour la mise en œuvre			Coût estimatif	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1.R1</b> : Réaliser les études de faisabilité et construire 05 ponts en Béton armé dans la commune de Nitoukou	X	X	X	60 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Financer les travaux de reprofilage de 52 km de routes dans la commune	X	X	X	310 000 000	
	<b>A1.R5</b> : Ouvrir 5.2 km de routes dans la commune	X	X	X	60 000 000	
	<b>A1.R6</b> Elaborer la carte routière de la commune	X	X	X	20 000 000	
<b>Total</b>					<b>420 000 000</b>	

### 5.2.5 - Cadre logique du secteur EDUCATION DE BASE

**Problème central** : **Problème central** : Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les établissements de l'Education de base dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à un enseignement de qualité dans les écoles primaires et maternelles publiques dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> -Créer, construire et équiper 03 nouvelles écoles maternelles publiques dans la commune à	Liste des écoles maternelles nouvellement créées	Décision ministérielle	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	partir d'ici 2016			
	<b>2</b> -Créer, construire et équiper 01 nouvelles écoles primaires dans la commune de Nitoukou d'ici 2016	Liste des écoles primaires créées	Décision ministérielle	
	<b>3</b> -Construire et équiper 33 salles de classe pour écoles publiques dans la commune à partir d'ici 2015	Liste et nombre de salles de classe par école	PV de réception des travaux	
	<b>4</b> -Affecter 49 enseignants supplémentaires dans les écoles primaires publiques dans la commune en 2013	Nombre d'enseignants affectés par école	Décision d'affectation	Le MINBASE procède au recrutement du personnel
	<b>5</b> -Mettre 230 tables bancs supplémentaires à la disposition de 11 écoles primaires dans la commune à partir de 2014	Nombre de table bancs octroyé par école	PV de réception	
	<b>6</b> -Mettre à la disposition de 02 écoles maternelles publiques de la commune 100 petites chaises et 50 tables d'ici 2016	Nombre de tabourets et tablettes octroyés par école	PV de réception	
	<b>7</b> -réhabiliter 10 salles de classes dans 5 écoles primaires de la commune de Nitoukou	Liste des écoles bénéficiaires	PV de réception des travaux	
	<b>8</b> -Construire des blocs de latrines dans 10 écoles primaires dans la commune de Nitoukou	Liste des écoles bénéficiaires	PV de réception des travaux	
	<b>9</b> - Doter les services de l'IAEB d'un matériel roulant à partir 2015	Matériel roulant disponible et opérationnel	PV de réception des travaux	
	<b>10</b> - Construire et équiper 11 blocs administratifs dans les écoles primaires publiques dans la commune de Nitoukou à partir de 2016	Liste des écoles bénéficiaires	PV de réception des travaux	
	<b>11</b> -Construire 11 points d'eau potable dans les écoles primaires publiques de la commune de Nitoukou			
	<b>12</b> -Doter les écoles primaires de la commune de Nitoukou de 35 bureaux et 35 chaises de maîtres			

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Résultats</b>	<b>R1 .1:</b> 01 école maternelle publique est créée, construite et équipée à Ndikibil	Décision ministérielle de création et d'ouverture	Archives IAEB Nitoukou	
	<b>R1.2 :</b> 01 école maternelle publique est créée, construite et équipée à Ekondj	Décision ministérielle de création et d'ouverture	Archives IAEB Nitoukou	
	<b>R1 .3:</b> 01 école maternelle publique est créée, construite et équipée à Nekom 1	Décision ministérielle de création et d'ouverture	Archives IAEB Nitoukou	
	<b>R2 :</b> 01 école primaire publique est créée, construite et équipée à Nebassel	Décision ministérielle de création et d'ouverture	Archives IAEB Nitoukou	
	<b>R3.1:</b> 03 salles de classe sont construites et équipées à l'EP de Ndogsoden	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.2 :</b> 03 salles de classes sont construites et équipées à l'EP d'Ihouk	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.3 :</b> 03 salles de classes sont construites et équipées à l'EP de Ndougbioung	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.4 :</b> 03 salles de classes sont construites et équipées à l'EP de Nebassel	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.5 :</b> 06 salles de classes sont construites et équipées à l'EP de Neboya	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.6 :</b> 02 salles de classes sont construites et équipées à l'EP de Ndéma	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.7 :</b> 02 salles de classes sont construites et équipées à l'EP	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.8 :</b> 02 salles de classes sont construites et équipées à l'EP	Salles de classe opérationnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R4.1 :</b> 03 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP de Ndogsonden	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
<b>R4.2 :</b> 03 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP d'Ihouk	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école		

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	<b>R4.3</b> : 03 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP de Ndougbioung	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.4</b> : 03 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP de Nebassel	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.5</b> : 04 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP de Neboya	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.6</b> : 04 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP de Ndéma	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.7</b> : 03 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP de Nekom 1	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.8</b> : 04 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EP Ndekeyap	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.9</b> : 01 enseignant supplémentaire est affecté à l'EP d'Etong	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.10</b> : 02 enseignants supplémentaires sont affectés à l'EM de d'ilobi	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R4.11</b> : 01 enseignant supplémentaire est affecté à l'EP de Nitoukou	Note de prise de service à l'école	Dossier personnel à l'école	
	<b>R5.1</b> : 230 tables bancs sont mises à la disposition de l'IAEB pour distribution en fonction des besoins aux écoles de Nitoukou : 45 à l'EP de Ndogsonden, 72 à l'EP de Ndekeyap, 29 à l'EP de Ndougbioung, 107 à l'EP de Neboya, 67 à l'EP de Nekom 1,	PV de réception signé par l'inspecteur d'Arrondissement	Dossier comptable matière	
	<b>R6</b> : 100 petites chaises et 5à tables bancs sont octroyés à L'IAEB pour distribuer en fonction des besoins dans les écoles maternelles de Nitoukou	PV de réception signé par l'inspecteur d'Arrondissement	Dossier comptable matière	
	<b>R7</b> : Réfectionner 10 salles de classe dans la commune ; EP de Ndéma (02), Etong (02), EP Ndogsonden (03), Ndougbioung (02) et	Nombre de salles de classe réfectionnées dans l'école	PV de réception des travaux	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	Ndékeyap (01)					
	<b>R8</b> : Construire 08 blocs latrines dans les EP de la commune ; EP de Ndéma (02), EP d' Etong (02), EP de Ndékeyap et EP de Nekom I (02);	Nombre de blocs latrines construits			PV de réception	
	<b>R9</b> : 01 Matériel roulant est doté aux services de l'IAEB	Le matériel est fonctionnel à l'IAEB			Rapport IAEB	
	<b>R10</b> : 1 bloc administratif est construit et équipé dans 11 écoles primaires dans la commune de Nitoukou	Le bureau du directeur est effectif et fonctionne dans l'école				
	<b>R11</b> : 01 point d'eau potable est construit dans chaque école de la commune	Point d'eau fonctionnelle			PV de réception	
	<b>R12</b> : 35 bureaux et 35 chaises de maître sont mis à la disposition des maîtres de la commune	PV de réception			Dossier comptable matière	
Activités	Activités	Moyens pour la mise en œuvre			Coût estimatif	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1.R1</b> : Monter les demandes de création de 03 écoles maternelles, 01 écoles primaire et transmettre	X	X	X	100 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire et équiper 03 écoles maternelles	X	X	X	51 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Construire et équiper 01 nouvelle écoles primaire dans la commune	X	X	X	17 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Construction et équipement de 33 salles de classe pour les écoles publique	X	X	X	264 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Demander l'affectation de 49 enseignants pour écoles primaires dans la commune	X	X	X	PM	
	<b>A1.R5</b> : Dotation 230 tables bancs à distribuer dans les écoles primaires	X	X	X	2 200 000	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>A1.R6</b> : Dotation de 100 petites chaises et 50 tables à distribuer dans les écoles maternelles	X	X	X	1 000 000	
	<b>A1.R7.1</b> : Etude de faisabilité pour la réhabilitation de 10 salles de classes dans 05 écoles primaires	X	X	X	PM	
	<b>A1.R7.2</b> : réhabilitation de 10 salles de classes dans 05 écoles primaires	X	X	X	PM	
	<b>A1.R8</b> : Construction de 08 blocs latrines dans les écoles primaires				40 000 000	
	<b>A1.R9</b> : Construction et équipement de 11 blocs administratifs dans les écoles primaires publiques dans la commune	X	X	X	244 000 000	
	<b>A1.R11</b> : Construction de 11 points d'eau potable (01) dans chaque école				77 000 000	
	<b>A1.R12</b> : Dotation de 35 bureaux et 35 chaises pour maître dans la commune (01 bureau et 01 chaise par maître)				PM	
<b>Total</b>					<b>696 300 000</b>	

## 5.2.6 - Cadre logique du secteur Arts et CULTURE

**Problème central** : Difficulté d'accès à une infrastructure socio culturelle dans les villages dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à une infrastructure socio culturelle dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire et équiper une bibliothèque municipale dans l'espace urbain communal de Nitoukou d'ici fin 2018	Bibliothèque municipale construite	PV de réception des travaux	
	2-Construire et équiper une salle de fête dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2018	Salle de fête construite	PV de réception des travaux	
	3-Doter les villages dans la commune d'un foyer communautaire construite et équipé d'ici fin 2030	Nombre de foyers communautaires construits	PV de réception des travaux	
	4-Organiser tous les 2 ans un festival d'art et de la culture dans la commune de Nitoukou	Texte instituant l'organisation de festival d'art et de la culture dans la commune	Rapport d'activité commission des affaires culturelle de la commune	
	5- Elaborer un répertoire des organisations à caractère culturel	Répertoire des organisations disponible	Rapport d'activité des organisations culturelles	
<b>Résultats</b>	<b>R1.1</b> : Une bibliothèque municipale est construite et fonctionne dans l'espace urbain communal	Activités menées au sein de la bibliothèque	Rapport d'activité chef du centre de documentation	
	<b>R1.2</b> : Une structure de gestion des archives est construite et fonctionne dans la commune	Structure de gestion des archives fonctionnelle	Rapport d'activités du responsable	
	<b>R2</b> : Une salle de fête est construite, équipée et fonctionne au centre urbain de Nitoukou	Activités menées dans la salle de fête	Rapport d'activités responsable de gestion de la salle de fête	
	<b>R3</b> : 11 foyers communautaires sont construits et équipés dans la commune de Nitoukou Nebassel(01), Ndougoussoung(01), Ekondj(01), Ndéma(01), Ndikibil(01), Neboya(01), Nekom I(01), Nekom II(01), Etong(01), Ndekeyap(01) et Ilobi(01);	Activités menées dans chaque foyer communautaire	Rapport d'activité du comité de gestion du foyer	



	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>R4</b> : Un festival des arts et de la culture est institué dans la commune et se tient régulièrement tous les 02 ans	Texte instituant l'organisation de festival d'art et de la culture dans la commune				
Activités	Activités	Moyens pour la mise en œuvre			Coût estimatif	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1.R1.1</b> : Construire et équiper une bibliothèque municipale dans la commune	X	X	X	60 000 000	
	<b>A1.R1.2</b> : Construction et équipement d'une structure de gestion des archives	X	X	X	15 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Construire et équiper une salle de fête dans la commune	X	X	X	80 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Construction et l'équipement de 12 foyers communautaires dans la commune	X	X	X	120 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Organiser tous les 02 ans un festival des arts et de la culture dans la commune	X	X	X	60 000 000	
<b>Total</b>					<b>275 000 000</b>	

### 5.2.7 - Cadre logique du secteur Promotion de la femme et de la famille

**Problème central** : Difficulté pour la plupart des familles dans la commune à avoir un cadre de vie décent

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter aux familles dans la commune l'accès à un cadre de vie décent			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Doter la commune d'un centre de promotion de la femme et de la famille fonctionnel à partir de 2015	Activités menées dans le centre de promotion de la femme et de la famille	Rapport d'activités du CPFF	
	2-Créer, construire et équiper une DAPROFF à partir de 2016	DAPROFF créée et construit	Décision ministérielle	
	3-Renforcer les capacités de 120 femmes et 60 filles mères sur les techniques de création et de gestion des AGR d'ici fin 2016	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	Source de financement disponible pour l'organisation des sessions de formation
	4-Informer et sensibiliser les groupes de femmes sur les sources de financement de projets mises en place dans ce secteur par l'Etat ainsi que sur les procédures d'accès chaque année	Nombre de réunion de sensibilisation et d'information organisé	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	
	5-Organiser les mariages collectifs dans 38 villages dans la commune de Nitoukou tous les 02 ans	Nombre de mariage collectif organisé et célébré	Rapport d'activité bureau d'état civil commune et DDMINPROFF	
	6-Sensibiliser et éduquer les chefs de familles sur la parenté responsable et le genre chaque année	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : 01 centre de promotion de la femme et de la famille est construit et fonctionne dans la commune de Nitoukou	Activités menées dans le centre de promotion de la femme et de la famille	Rapport d'activités du CPFF	Site pour la construction soit disponible
	<b>R2</b> : 01 DAPROFF est créée, construite et fonctionne dans la commune	Activités menées dans les services de la délégation d'arrondissement	Rapport d'activités du délégué	
	<b>R3</b> : 100 femmes et 60 filles mères maîtrisent les techniques de création et de gestion des AGR	Nombre de nouveaux porteurs de projets installés et opérationnels	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	
	<b>R4</b> : Les groupes de femmes ont des informations	Nombre de dossier projets soumis à la	Rapport d'activité de la	

	sur les sources de financement de projets mises en place dans ce secteur par l'Etat ainsi que sur les procédures d'accès	demande de financement par les groupes de femmes dans la commune	DDMINPROFF			
	<b>R5</b> : 38 séances de mariages collectifs sont organisés et les mariages célébrés dans les villages de la commune	Nombre de mariage célébré	Fichier état civil de la commune			
	<b>R6</b> : les chefs de familles sont sensibilisés et éduqués sur la parenté responsable et le genre	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activité de la DDMINPROFF			Fond disponible pour l'organisation des réunions de sensibilisation
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Monter un dossier de demande de création d'un CPF et d'une DAPROFF	X	X	X	100 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire et équiper un CPF	X	X	X	45 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Construire et équiper une DAPROFF	X	X	X	40 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Organiser 06 ateliers de formations des femmes et de la jeune fille sur la création et la gestion des AGR	X	X	X	15 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Organiser 02 réunions de sensibilisation et d'information des femmes <b>sur</b> les sources de financement de projets mises en place dans ce secteur par l'Etat ainsi que sur les procédures d'accès	X	X	X	12 000 000	
	<b>A1.R5</b> : Organiser dans chaque village dans la commune 1 mariage collectif tous les 02 ans	X	X	X	6 000 000	
	<b>A1.R6</b> : Organiser 3 réunions de sensibilisation et d'éducation des chefs de familles sur la parenté responsable et le genre	X	X	X	900 000	
<b>Total</b>					<b>119 000 000</b>	

### 5.2.8 Cadre logique du secteur Affaires sociales

**Problème central** : Difficulté pour les personnes vulnérables dans la commune à avoir accès aux facilités mises en place en leur faveur par l'Etat

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter aux personnes vulnérables dans la commune l'accès aux appuis mis en place en leur faveur par l'Etat			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Sensibiliser et informer les personnes vulnérables dans la commune sur les dispositifs d'appui mis en place par l'Etat en 2015	Nombre de réunions de sensibilisation et d'information organisées	Rapport d'activité DAMINAS	
	2-Mettre à jour en 2015 le fichier des personnes vulnérables dans tous les villages de la commune et par catégorie de vulnérabilité	Liste de personnes vulnérables par village	Rapport d'activité DAMINAS	
	3-Faire participer effectivement les couches vulnérables dans l'organisation et la mise en œuvre des activités pendant les journées officielles en leur faveur à partir de 2015	Nombre de réunion de sensibilisation et d'information organisé	Rapport d'activité DAMINAS	
	4-Renforcer la capacité d'auto prise en charge des personnes vulnérables dans la commune en 2015	Nombre de session de formation organisé -Nombre de projets d'AGR financé aux personnes vulnérables	- Rapport d'activité chef du centre social	
<b>Résultats</b>	R1.1 : 38 ateliers d'information et de sensibilisation des personnes vulnérables sur les dispositifs d'appui mis en place par l'Etat sont organisés dans la commune	Les personnes vulnérables dans la commune de Nitoukou connaissent les dispositifs d'appuis mis en place en leur faveur par l'Etat et les procédures d'accès	Rapport des réunions d'information	
	R1.2 : 15 projets portés par les personnes vulnérables trouvent de source de financement	Nombre de projets financés	Rapport DAMINAS	
	R1.3 : 20 élèves handicapés ou nés des parents handicapés indigents reçoivent chacun un appui pour leur scolarisation	Liste des enfants ayant reçu des appuis	Rapport DAMINAS	
	R4 : Le fichier des personnes vulnérables dans la commune est actualisée et disponible	Fichier disponible	Rapport d'activité	
	R5 : Les personnes vulnérables sont	Nombre de participant à la manifestation	Rapport d'activité	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	effectivement impliquées dans les activités					
	R6 : 100 personnes vulnérables sont formées sur la création et la gestion des AGR	Liste des personnes formées			Rapport de formation	
Activités	Activités	Moyens pour la mise en œuvre			Coût estimatif	Conditions préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	A1.R1.1 : Organiser 38 réunions d'information et de sensibilisation	X	X	x	12 000 000	
	A1.R1.2 : Financer 15 microprojets portés par des personnes vulnérables et indigents	X	X	X	7 500 000	
	A1.R1.3 : Octroyer un appui matériel ou financier aux enfants handicapés ou nés des parents handicapés indigents	X	X	X	10 000 000	
	A1.R2 : Réaliser un recensement des personnes vulnérables dans la commune	X	X	X	1 000 000	
	A2.R3 : Créer et rendre opérationnel une structure locale d'encadrement des personnes vulnérables	X	X	X	5 000 000	
	A1.R4 : Organiser les manifestations avec les personnes vulnérables	X	X	X	5 000 000	
<b>Total</b>					<b>40 500 000</b>	

### 5.2.9 Cadre logique du secteur EAU ET ENERGIE

Problème central : n° 1 : Difficulté d'accès à l'eau potable dans les villages dans la commune

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à l'eau potable dans la commune de Nitoukou			
	1-Réhabiliter et étendre le réseau d'adduction d'eau Scan Water dans l'espace urbain à partir de 2015	Réseau d'adduction d'eau Scan Water réhabilité et étendu dans les villages	PV de réception des travaux	
	2-Construire un réseau d'adduction d'eau par système gravitaire dans les villages Neboya à partir de 2015	Réseau d'adduction d'eau par système gravitaire opérationnel dans les villages	PV de réception des travaux	
	4-Dépanner 21 forages et puits moderne dans la commune et mettre en place des comités de gestion autour de chaque point d'eau à partir de 2014	Forage et comité de gestions fonctionnels	PV de gestion de chaque forage	
	5-Construire 08 forages à motricité humaine dans les villages de la commune d'ici 2016	Forage fonctionnel dans les villages	PV de réception des travaux	
	<b>R1</b> : Le réseau d'adduction d'eau Scan Water est réhabilité et étendu dans l'espace urbain	Réseau d'eau fonctionnel -Nombre de km d'extension effectué	Rapport de gestion du réseau	
	<b>R2</b> : Un nouveau réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire est construit et dessert Neboya	Nombre de villages approvisionnés	PV de réception des travaux	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>		
	<b>R4</b> : 01 forage réhabilité et le comité de gestion est mis en place et fonctionnent dans la commune	Liste des forages dépannés	Rapport des comités de gestion			
	<b>R5</b> : 09 forages à motricité humaine sont construits et fonctionnent dans les villages de la commune (01) à Nekom I, (01) à Nekom II, (01) à Etong, (01) à Ilobi, (02) à Ndougoussoung (01) à Ndéma, (02) à Ekondj);	Liste des villages bénéficiaires	PV de réception des points d'eau			
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Réhabiliter le réseau d'adduction d'eau Scan water et l'étendre dans l'espace de Nitoukou	X	X	X	35 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Réaliser les études de faisabilité technique pour la construction du réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Réaliser les diagnostics et dépanner 01 forage à Ekondj et installer les comités de gestions	X	X	X	1 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Construire 09 forages à	X	X	X	108 000 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	motricité humaine dans la commune					
<b>Total</b>					<b>149 000 000</b>	

### 5.2.10-Cadre logique du secteur EAU ET ENERGIE

Problème central n° 3 : Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans les villages dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à l'énergie électrique dans les villages de la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Transformer le réseau monophasé existant en réseau triphasé dans les villages dans la commune d'ici fin 2025	Liste des villages ou le réseau est transformé	PV de réception des travaux	
	2-Etendre le réseau AES SONEL dans les villages et dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2016	Liste des villages concernés par l'extension, -Nombre de km d'extension par village	PV de réception des travaux	
<b>Résultats</b>	<b>R1.1</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Nitoukou est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.2</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Nebassel est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux	Fichier AES SONEL	



	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
		branchements		
	<b>R1.3</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Ekondj est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.4</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Ndekeyap est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.5</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Nekom 1 est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.6</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Nekom 2 est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.7</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Ndéma est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.8</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Ndikibil est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R1.9</b> : Le réseau monophasé existant	Nombre d'unité de	Fichier AES SONEL	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	dans le village Ndougoussoung est transformé en réseau triphasé	transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements		
	<b>R1.10</b> : Le réseau monophasé existant dans le village Neboya est transformé en réseau triphasé	Nombre d'unité de transformation mis en place -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R2.1</b> : Le réseau électrique AES SONEL est étendu de Nefante à Ilobi (09 Km)	Liste des axes -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R2.2</b> : Le réseau de branchement AES SONEL est étendu sur 2 ,5 Km dans le quartier Ningouloupel	Liste des axes -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R2.3</b> : Le réseau de branchement AES SONEL est étendu sur 1,7 Km dans le quartier Ndoktoniak	Liste des axes -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R3</b> : Le réseau électrique alimente le village Etong	Liste des axes -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R3.1</b> : Le réseau électrique alimente le village Ilobi	Liste des axes -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
	<b>R4</b> : 01 transformateur est installé à Etong	Liste des axes -Nombre de nouveaux branchements	Fichier AES SONEL	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>	<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions</b>

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation préalables de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		
	<b>A1.R1</b> : Réaliser les études de faisabilité pour la transformation du réseau monophasé en réseau triphasé dans 12 villages dans la commune	X	X	X	12 000 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire le réseau MT triphasé (27KM) de Ndikoti à Nitoukou (15km) Nefante-Ilobi-Nitoukou (12km)	X	X	X	270 000 000	
	<b>A1.R2</b> : <b>Construire</b> le réseau électrique BT Triphasé a Ilobi et Etong (09 Km)	X	X	X	90 000 000	
	<b>A2.R2</b> : <b>Etendre</b> le réseau de branchement sur 2 ,5 Km dans le quartier Ningouloupel	X	X	X	25 000 000	
	<b>A3.R2</b> : <b>Etendre</b> le réseau de branchement sur 1,7 Km dans le quartier Ndoktoniak	X	X	X	17 000 000	
	<b>A1.R3</b> : <b>Etendre le reseau electrique a Bonaboukegni sur 2km</b>	X	X	X	20 000 000	
	<b>A1.R3.1</b> : <b>Eclairage public en lampadaires solaires (20)</b>	X	X	X	20 000 000	
<b>Total</b>					<b>442 000 000</b>	

**5.2.11 -SECTEUR : EAU ET ENERGIE**

**Problème central n° 4 :** Difficulté d'accès aux latrines améliorées au village dans la commune de Nitoukou

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Contribuer à la préservation de l'environnement, les sources en surface ou souterraines de la contamination par les eaux souillées			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Sensibiliser les populations au cours de l'année 2014 sur la construction et l'utilisation des latrines améliorées dans les familles	Nombre de Km de réseau construit et axes concernés	PV réception chantier	
	2-Construire des latrines améliorées dans la commune à partir de 2015	Nombre de latrines améliorées construites	Rapport service technique	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Les populations dans la commune adhèrent à la construction des latrines améliorées	Nombre de famille ayant construit les latrines améliorées	Rapport d'activité service technique de la commune	
	<b>R2.1</b> : 04 latrines améliorées sont construites dans le périmètre urbain de la commune	Latrines fonctionnelles dans l'espace urbain	PV de réception des chantiers	
	<b>R2.2</b> : 160 latrines améliorées sont construites et utilisées dans les familles	Liste des familles bénéficiaires	PV de réception	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>	<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>A1.R1</b> : Organiser 01 réunion de sensibilisation et d'information dans chaque village/quartier	X	X	X	2 400 000	
	<b>A1.R2.1</b> : Réaliser les travaux de construction de 04 latrines améliorées dans l'espace urbain communal	X	X	X	20 000 000	
	<b>A1.R2.2</b> : Réaliser les travaux de construction de 160 latrines améliorées dans les familles	X	X	X	80 000 000	
<b>Total</b>					<b>102 400 000</b>	

### 5.2.12 - Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

**Problème central :** Problème central : Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les établissements d'enseignement secondaire dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à un enseignement de qualité dans les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> -Augmenter le nombre de collège d'enseignement public dans la commune à partir de 2017		Décision de création	
	<b>2</b> -Construire et équiper un bloc administratif dans 03 établissements d'enseignement secondaire public dans la commune à partir de 2015	Liste des établissements bénéficiaires	PV de réception des travaux	
	<b>3</b> -Doter 02 établissements de l'enseignement secondaire dans la commune de salles de classe équipée en tables bancs à partir de 2014	06 salles de classe sont construites et équipées dans certains établissements d'enseignement secondaire dans la commune	PV de réception des travaux	
	<b>4</b> -Construire et équiper 01 atelier pédagogique au Lycée technique de Nitoukou à partir de 2016	Atelier pédagogique opérationnel au lycée technique	PV de réception des travaux	
	<b>5</b> -Affecter 55 enseignants supplémentaires dans les établissements d'enseignement	Nombre d'enseignant affecté par établissement	Décision d'affectation	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	secondaire public dans la commune en 2013			
	<b>6</b> -Equiper de 120 tables bancs 05 établissements d'enseignement secondaire public dans la commune à partir de 2014	Nombre de table bancs octroyé par établissement	Bon de commande	
	<b>7</b> - Sécuriser par une clôture l'enceinte de 02 établissements d'enseignement secondaire dans la commune à partir de 2015	Liste des établissements ayant bénéficié de la construction d'une clôture	PV de réception des travaux	
	<b>8</b> -Construire et équiper un centre de documentation dans les 03 établissements de l'enseignement secondaire dans la commune à partir de 2017	Liste des établissements ayant bénéficié de la construction d'un centre de documentation	PV de réception des travaux	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : 01 CES est crée et construit à Ndikibil	Décision de création et d'ouverture	Copie décision à la DDMINSEC	
	<b>R2.1</b> : 01 bloc administratif est construit et équipé au lycée de technique nitoukou	Services abrités par le bloc administratif	Rapport d'activité chef d'établissement	
	<b>R2.2</b> : 01 bloc administratif est construit et équipé au lycée de Nitoukou	Services abrités par le bloc administratif	Rapport d'activité chef d'établissement	
	<b>R2.2</b> : 01 bloc administratif est construit et équipé au CES de Ndogsonden	Services abrités par le bloc administratif	Rapport d'activité chef d'établissement	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	<b>R2.3</b> : 01 bloc administratif est construit et équipé au Lycée technique de Nitoukou	Services abrités par le bloc administratif	Rapport d'activité chef d'établissement	
	<b>R3.1</b> : 10 salles de classes sont construites au lycée technique de Nitoukou	Salles de classe fonctionnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.1</b> : 7 salles de classes sont construites au lycée de Nitoukou	Salles de classe fonctionnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R3.2</b> : 03 salles de classes sont construites au CES de Ndogsonden	Salles de classe fonctionnelles	PV de réception des travaux	
	<b>R4</b> : 01 atelier pédagogique est construit et équipé et fonctionne au Lycée technique de Nitoukou	Atelier pédagogique fonctionnel	Rapport du chef d'établissement	
	<b>R5 .1</b> : 06 enseignants supplémentaires sont affectés au Lycée de Nitoukou	Décision d'affectation	Note de prise de service dans les établissements	
	<b>R5 .2</b> : 14 enseignants supplémentaires sont affectés au lycée technique de Nitoukou	Décision d'affectation	Note de prise de service dans les établissements	
	<b>R5 .3</b> : 05 enseignants supplémentaires sont affectés au CES de Ndogsonden	Décision d'affectation	Note de prise de service dans les établissements	
	<b>R6.1</b> : 30 tables bancs supplémentaires sont mis à la disposition du Lycée de Nitoukou	PV de réception dans les établissements	Document du comptable matière	
	<b>R6.2</b> : 100 tables bancs	PV de réception dans les	Document du comptable	



	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>		
	supplémentaires sont mis à la disposition du Lycée Technique de Nitoukou	établissements	matière			
	<b>R7.1</b> : 01 clôture est construite au Lycée de Nitoukou	L'enceinte de l'établissement est protégée	PV de réception des travaux			
	<b>R7.2</b> : 01 clôture est construite au Lycée technique de Nitoukou	L'enceinte de l'établissement est protégée	PV de réception des travaux			
	<b>R8.1</b> : 01 centre de documentation est construit et équipé au lycée technique de Nitoukou	Centre de documentation disponible et opérationnel au sein de l'établissement	PV de réception des travaux			
	<b>R8.2</b> : 01 centre de documentation est construit et équipé au lycée Nitoukou	Centre de documentation disponible et opérationnel au sein de l'établissement	PV de réception des travaux			
	<b>R8.3</b> : 01 centre de documentation est construit et équipé au CES de Ndogsonden	Centre de documentation disponible et opérationnel au sein de l'établissement	PV de réception des travaux			
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Monter un dossier de demande de création du CES de Ndikibil	X	X	X	40 000	
	<b>A1.R2</b> : construire et équiper 03 blocs administratifs	X	X	X	72 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Construire et équiper 20 salles de classe dans la commune	X	X	X	220 000 000	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>A1.R4</b> : Construire et équiper 01 ateliers pédagogique dans la commune	X	X	X	80 000 000	
	<b>A1.R5</b> : Demander l'affectation de 31 enseignants supplémentaires dans la commune	X	X	X	PM	
	<b>A1.R6</b> : Faire fabriquer et distribuer dans les établissements 120 tables bancs dans la commune	X	X	X	1 800 000	
	<b>A1.R7</b> : Construire 01 clôture dans 03 établissements d'enseignement secondaire	X	X	X	PM	
	<b>A1.R8</b> : Construire et équiper un centre de documentation dans 03 établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	X	X	X	50 000 000	
<b>Total</b>					<b>424 200 000</b>	

### 5.2.13 - Cadre logique du secteur EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE

**Problème central** : Difficulté d'accès à l'emploi dans la commune de NITOUKOU

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à l'emploi aux chercheurs d'emplois dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Créer, construire et équiper un centre de formation professionnelle dans la commune de Nitoukou à partir de 2016	Centre de formation professionnelle opérationnel dans la commune	Décision ministérielle de création	
	2-Renforcer les capacités de 60 chercheurs d'emplois dans la commune sur la création et la gestion d'une AGR à partir de 2014	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activités DDMINEFOP	Source de financement disponible
	3-Créer et rendre fonctionnel un pôle d'informations sur les opportunités d'emploi à partir de 2015	Pôle d'information disponible à la commune	Service de l'institution communale	
	4-Sensibiliser et informer les populations dans les villages chaque année sur les offres de bourses de formation et d'autres appuis aux porteurs de projets offerts par le MINEFOP	Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé	Rapport d'activités DDMINEFOP	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Un centre de formation professionnelle est créé et construit dans la commune de Nitoukou	Activités de formation menée dans le centre de formation	Rapport d'activité du chef de centre de formation	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>		
	<b>R2</b> : 03 sessions de formation sur la création et la gestion des AGR sont organisées à l'intention des chercheurs d'emplois dans les groupements	Nombre de participants aux sessions de formation	Rapport de la formation			
	<b>R3</b> : Un pôle info emploi est disponible et opérationnel au sein de l'institution communale	Pôle d'information disponible à la commune	Service de l'institution communale			
	<b>R4</b> : Les populations dans les villages sont informées sur les offres de bourses de formations et d'autres appuis offerts par le MINEFOP	Nombre de personnes ayant pris part aux réunions d'information	Rapport d'activités DDMINEFOP			
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Monter un dossier de demande de création et construction d'un centre de formation professionnelle et transmettre	X	X	X	200 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire et équiper 01 centre de formation professionnelle	X	X	X	90 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser 03 sessions de formations des chercheurs d'emplois sur les AGR	X	X	X	4 500 000	
	<b>A1.R3</b> : Créer un pôle info emplois et le rendre fonctionnel à la commune	X	X	X	500 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	<b>A1.R4</b> : Organiser 12 ateliers d'information et de sensibilisation des chercheurs d'emplois dans 38 villages dans la commune	X	X	X	1 200 000	
<b>Total</b>					<b>96 400 000</b>	

### 5.2.14 - Cadre logique du secteur TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE

**Problème central** : Difficultés pour les travailleurs dans le secteur informel à avoir accès à une couverture de sécurité sociale

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à une couverture de sécurité sociale à tout travailleur dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Sensibiliser, éduquer et informer les travailleurs de tous les corps de métiers dans la commune sur la nécessité à souscrire une couverture de sécurité sociale d'ici fin 2015	Nombre de réunion de sensibilisation	Rapport d'activité du DRMINTSS Centre	Une DDTSS est créée
	2-Accompagner la création de 01 mutuelle de sécurité sociales dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2017	Nombre de mutuelle de sécurité sociale créée	Rapport d'activité du DRMINTSS Centre	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Les travailleurs dans tous les corps de métiers dans la commune sont informés sur l'importance de souscrire une couverture de sécurité sociale quand on est en activité	Nombre de personnes informées	Rapport d'activité du DRMINTSS Centre	
	<b>R2</b> : Au moins 01 mutuelle de sécurité sociale sont créées et fonctionnent dans la commune	Liste des groupements ou sont créés les mutuelles de sécurité sociale	Rapport d'activité du DRMINTSS Centre	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>	<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>		

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>A1.R1</b> : Organiser 12 réunions de sensibilisation et d'éducation des travailleurs dans tous les corps de métiers dans la commune est informés sur l'importance de souscrire une couverture de sécurité sociale quand on est en activité	X	X	X	2 400 000	
	<b>A2.R1</b> : Organiser une réunion de sensibilisation des employeurs sur la nécessité de faire immatriculer leurs employés	X	X	X	500 000	
	<b>A1.R2</b> : Accompagner la création et la mise en place de 01 mutuelle de sécurité sociale	X	X	X	35 000 000	
<b>Total</b>					<b>37 900 000</b>	

### 5.2.15 - Cadre logique du secteur **TOURISME** et **LOISIRS**

**Problème central** : Difficulté pour les populations et l'institution communale à tirer profit du potentiel touristique existant dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Permettre aux populations et à l'institution communale de tirer profit du potentiel touristique qui existe dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Mettre en place et rendre opérationnelle une structure communale en charge de la gestion des activités de tourisme dans la commune d'ici fin 2016	Structure de gestion des activités de tourisme disponible au sein de l'institution communale	Organigramme de l'institution communale	
	2-Aménager et viabiliser les sites touristiques existants dans la commune d'ici fin 2018	Nombre de sites touristiques aménagés et viabilisés dans la commune	Rapport d'activité de la structure en charge de la gestion des activités de tourisms dans a commune	
	3-Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation entre les acteurs locaux qui interviennent dans les activités de tourisme d'ici fin 2016	Plate forme de concertation créée	Rapport d'activité de la structure en charge de la gestion des activités de tourisms dans a commune	
	4-Construire et équiper au moins 02 infrastructures d'accueil dans la commune d'ici fin 2020	Nombre d'infrastructures d'accueil construit		
<b>Résultats</b>	R1 : Une structure de gestion des	Texte de création de la structure	Rapport d'activité SG de	



	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	activités de tourisme est créée et fonctionne au sein de l'institution communale				la commune	
	R2 : Au moins 01 site touristique (Mont YAFA) est aménagé et viabilisé dans la commune de Nitoukou	Liste des sites aménagés			Rapport d'activité de la structure en charge de la gestion des activités de tourisms dans a commune	
	R3 : Une plate forme d'échange et de concertation entre acteurs intervenant dans le secteur du tourisme est fonctionnelle dans la commune	Liste des acteurs qui constituent la plate forme -Périodicité des rencontres			Rapport d'activité de la plate forme	
	R4 : Au moins 02 infrastructures d'accueil sont construites et fonctionnent	Infrastructures d'accueil fonctionnel				
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Mettre en place un bureau de tourisme à la commune de Nitoukou	X	X	X	1 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Réaliser les études de faisabilité pour l'aménagement de 01 (Mont YAFA) site touristique	X	X	X	5 000 000	
	<b>A2.R2</b> : Aménager et viabiliser 01	X	X	X	200 000 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	site touristique					
	<b>A1.R3</b> : Organiser 04 réunions pour la mise en place d'une plate forme de concertation entre opérateurs de tourisms dans la commune	X	X	X	1 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Construire et équiper 02 infrastructures d'accueil dans la commune	X	X	X	70 000 000	
<b>Total</b>					<b>277 000 000</b>	

### 5.2.16 - Cadre logique du secteur ENVIRONNEMENT PROTECTION DE LA NATURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

**Problème central** : Difficulté d'accès à un environnement sain et sécurisé dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à un environnement sain et sécurisé dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Matérialiser les sites de dépôt d'ordures ménagères dans l'espace urbain communal d'ici fin 2013	Liste des sites dans l'espace urbain communal	Rapport d'activité service technique de la commune	
	2-Identifier et choisir un site approprié pour la décharge municipale dans la commune d'ici fin 2014	Lieu du site	Rapport d'activité service technique de la commune	
	3-Créer et aménager les zones d'espaces verts dans l'espace urbain communal à partir de 2013	Liste des zones d'espaces verts identifiés et choisies	Rapport d'activité service technique de la commune	
	4-Rendre fonctionnel un service d'hygiène et salubrité au sein de l'institution communale à partir de 2014	Décision de nomination d'un responsable de service d'hygiène et salubrité au sein de l'institution communale	Organigramme de la commune	
	5-Apporter un appui matériel à 12 comités villageois d'hygiène et salubrité dans la commune en 2014	Liste de comité devant bénéficier du matériel	Rapport service technique de la commune	
	6-Renforcer les capacités des gestionnaires de garages autos et motos sur les techniques de gestion des huiles de vidanges d'ici fin 2014	Nombre de session de formation organisé	Rapport DDMINEPNDED Mbam et Inoubou	
	7-Construire 04 toilettes publiques dans l'espace urbain communal à	Toilettes publiques construites	PV de réception des travaux	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	partir de 2015			
<b>Résultats</b>	R1 : les sites de dépôt d'ordures sont identifiés et matérialisés dans l'espace urbain communal	Liste des sites dans l'espace urbain communal	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R2 : Un site est identifié et choisi comme décharge municipale	Acte de désignation du site comme décharge municipale	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R3 : Des zones d'espaces verts sont mises en place dans l'espace urbain communal	zones d'espaces verts identifiés et choisie	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R4 : Un service d'hygiène et salubrité est créé et fonctionne au sein de l'institution communale	Acte de création et de désignation du responsable	SG de la commune	
	R5 : 12 comités d'hygiène et salubrité dans la commune sont équipés en petit matériel d'investissement humain	Liste de matériel remis à chaque comité	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R6 : Les gestionnaires de garages autos et motos dans la communes sont formés, connaissent et appliquent les technique de gestion appropriés des huiles de vidange dans leur atelier	Liste des garages qui mettent en application les techniques	Rapport d'activité service d'hygiène et salubrité	
	<b>R7</b> : 03 toilettes publiques sont opérationnelles dans l'espace urbain communal	Recette issue de l'exploitation des toilettes publiques	Rapport gestionnaire des toilettes	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>	<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	<b>A1.R1</b> : Faire une tournée d'identification et du choix de sites de dépôts d'ordures dans l'espace urbain	X	X	X	50 000	
	<b>A1.R2</b> : Aménager une décharge municipale controlée	X	X	X	15 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Créer et aménager les zones d'espaces verts dans l'espace urbain communal	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Rendre opérationnel le service d'hygiène de la commune	X	X	X	PM	
	<b>A1.R5</b> : Financer du matériel à 38 comités villageois d'hygiène et salubrité dans la commune	X	X	X	3 800 000	
	<b>A1.R6</b> : Organiser une session de formation sur la gestion des huiles de vidanges	X	X	X	2 500 000	
	<b>A2.R6</b> : Appuyer les structures de santé à l'élaboration de plan de gestion environnementale	X	X	X	2 500 000	
	<b>A1.R7</b> : Construire 04 toilettes publiques	X	X	X	6 000 000	
<b>Total</b>					<b>34 850 000</b>	

### 5.2.17 - Cadre logique du secteur FORET ET FAUNE

**Problème central** : Difficulté à protéger et à conserver les essences forestières et espèces fauniques existants dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Contribuer à la conservation et à la préservation des essences forestières et des espèces fauniques existants dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Sensibiliser et informer les populations dans les villages sur la loi forestière et faunique et sur l'importance de la préservation et la conservation des espèces fauniques et essences forestières dans un village d'ici fin 2014	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activité DAMINFOF Nitoukou	
	2-Mettre les plants d'ombrage dans l'espace urbain communal à partir de 2014	Nombre de plants mis en place	ST Commune Nitoukou	
	3-Accompagner 2 villages dans la commune dans la création et la mise en place des forêts communautaires	Liste des villages engagés dans l'activité	Rapport d'activité DAMINFOF Nitoukou	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : les populations dans les villages sont informées sur la loi forestière et faunique et sur l'importance de la préservation et la conservation des espèces fauniques et essences forestières	Nombre de personnes par village ayant pris part aux ateliers d'information et de sensibilisation	Rapport des rencontres	
	<b>R2</b> : 100 plants d'ombrages sont mis en place dans l'espace urbain communal	Site de mise en place des plants d'ombrage	-Rapport service technique de la commune et de la DDMINFOF Mbam et	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
					Inoubou	
	<b>R3.1</b> : 01 forêts communautaire est créée et mise en place dans le village Ndéma	Superficie mise en place			Rapport d'activité poste forestier	
	<b>R3.2</b> : 01 forêts communautaire est créée et mise en place dans le village Ndougoussoung	Superficie mise en place			Rapport d'activité poste forestier	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Organiser 12 ateliers de sensibilisation et d'éducation des populations dans 12 villages	X	X	X	2 400 000	
	<b>A1.R2</b> : Produire les plants d'ombrages et mettre en place dans l'espace urbain	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Financer la mise en place de 02 forêts communautaires	X	X	X	10 000 000	
	<b>A2.R3</b> : Sensibiliser les populations à l'utilisation des foyers améliorés	X	X	X	5 000 000	
<b>Total</b>					<b>22 400 000</b>	

**5.2.18 - Cadre logique du secteur DEVELOPPEMENT URBAIN ET HABITAT**

Problème central : Difficulté à conduire avec aisance le processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Contribuer à une gestion appropriée du processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Elaborer et mettre en application un plan Sommaire d'urbanisme dans la commune de Nitoukou à partir de 2015	Plan d'urbanisme élaboré	Service technique de la commune	
	2- Elaborer un plan directeur de la ville (voir dél. Dpp. Dvt. Urb. Et Hab.) avec la délimitation du périmètre urbain 2015	Schéma directeur élaboré	PV réception des travaux	
	3-Construire au moins 5 km de réseau d'assainissement des eaux de ruissellement dans l'espace urbain communal à partir de 2016	Axe identifiés pour la construction du réseau d'assainissement	Service technique de la commune	
	4-Doter 08 villages dans la commune de l'éclairage public à partir de 2015	Liste des villages bénéficiaires	Service technique de la commune	
	5-Rendre plus opérationnel le service technique de la commune à partir de 2014	Personnel technique recruté et matériel et équipement mis à la disposition du service	Rapport d'activité service technique de la commune	
	6-Construire 30 logements sociaux	Nombre de logement social	Rapport d'activité	



	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	dans l'espace urbain communal à partir de 2017	construit	service technique de la commune	
	7-Aménager et rendre fonctionnel 02 parkings pour stationnement motos dans l'espace urbain communal à partir de 2015	Parkings pour taxi moto aménagés	Rapport d'activité service technique de la commune	
	8-Sensibiliser et éduquer les populations sur le respect des normes de construction de l'habitat et promouvoir l'utilisation des matériaux locaux dans les villages à partir de 2014	Nombre de réunions de sensibilisation organisé	Rapport d'activité service technique de la commune	
<b>Résultats</b>	R1.1 : Le périmètre urbain de la commune est délimité	Limites du périmètre urbain connues	Rapport service technique	
	R1.2 : Un plan sommaire d'urbanisme est élaboré et mis en application dans la commune de Nitoukou	Copie plan élaboré	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R2 : Le schéma directeur de la ville (voir dél. Dpp. Dvt. Urb. Et Hab.) avec la délimitation du périmètre urbain	Copie du schéma élaboré	PV réception des travaux	
	R3 : 5 km de réseau d'assainissement sont construits dans l'espace urbain communal	Axes routiers ou sont construits le réseau d'assainissement	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R4.1 : Le village Neboya est doté de	Nombre de lampadaire	PV de réception des	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	lampadaire pour l'éclairage public	opérationnel	travaux	
	R4.2 : Le village Nekom 1 est doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R4.3- Le village est Ndéma doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R4.4 : Le village Ekondj est doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R4.5 : Le village Nebassel est doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R4.6 : Le village Ndougoussoung est doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R4.7 : Le village Ndekeyap est doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R4.8 : Le village Ndikibil est doté de lampadaire pour l'éclairage public	Nombre de lampadaire opérationnel	PV de réception des travaux	
	R5.1 : Un personnel technique qualifié est recruté et affecté au service technique de la commune	Nombre et qualité du personnel recruté	Rapport d'activité SG et chef service technique	
	R5.2 : Le matériel de travaux publics est acheté et mis à la disposition du service technique de la commune	Quantité et type de matériel mise à la disposition du service technique	Rapport d'activité chef service technique	
	R6 : 30 logements sociaux sont construits et mis à la disposition des nécessiteux dans la commune	Site d'implantation des logements	Rapport d'activité chef service technique	
	<b>R7.1</b> : 01 parkings pour	Parking en exploitation au centre	Rapport d'activité chef	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>		
	stationnement des motos taxis est aménagé et fonctionnent au centre urbain de Nitoukou	de Nitoukou	service technique			
	<b>R7.2</b> : 01 parkings pour stationnement des motos taxis est aménagé et fonctionnent au niveau de l'espace urbain	Parking en exploitation au Centre de Nitoukou	Rapport d'activité chef service technique			
	R8 : les populations sont sensibilisées et éduquées sur les normes de construction de l'habitat et l'utilisation du matériel local dans l'espace territorial	Nombre et liste des villages touchés par la sensibilisation	Rapport d'activité chef service technique			
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1.1</b> : Organiser une mission de descente pour la délimitation du périmètre urbain	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R1.2</b> : Elaborer un plan sommaire d'urbanisme	X	X	X	30 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Elaborer un plan directeur de la ville	X	X	X	20 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Réaliser les études de faisabilité pour la construction de 05 km de réseau d'assainissement dans	X	X	X	3 000 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	l'espace urbain communal					
	<b>A2.R3</b> : Financer la construction de 05 km de réseau d'assainissement dans l'espace urbain communal	X	X	X	100 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Installer 03 lampadaires electriques dans l'espace urbain	X	X	X	12 000 000	
	<b>A1.R5</b> : Rendre opérationnel le service technique de la commune	X	X	X	PM	
	<b>A1.R6</b> : Réaliser les études de faisabilité technique pour la construction de 30 logements sociaux dans la commune	X	X	X	10 000 000	
	<b>A2.R6</b> : Construire 30 logements sociaux dans la commune	X	X	X	300 000 000	
	<b>A1.R7</b> : Réaliser les études de faisabilité technique pour la construction de 02 parkings pour moto taxi dans l'espace urbain communal	X	X	X	500 000	
	<b>A2.R7</b> : Aménager 02 parkings pour stationnement des motos taxis dans l'espace urbain communal	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R8</b> : Organiser 01 réunion de sensibilisation et d'information des populations dans 12 villages sur les normes de construction de l'habitat et	X	X	X	7 600 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	l'utilisation du matériel local					
<b>TOTAL</b>					<b>580 000 000</b>	

### 5.2.19 - Cadre logique du secteur DOMAINE, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

**Problème central** : Difficulté d'accès à un titre de propriété foncière dans la commune de Nitoukou

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès des populations à un titre de propriété foncier			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Sensibiliser et informer les populations dans les villages sur la nécessité et les procédures d'acquisition d'un titre de propriété foncier à partir de 2014	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activités DDMINDCAF Mbam et Inoubou	
	2-Elaborer une mappe foncière dans la commune à partir de 2015	Liste et localisation des propriétaires des titres fonciers dans la commune	Service technique de la commune	
	3-Informer et éduquer les populations dans les villages sur les différents domaines fonciers et les conditions d'accès à partir de 2015	Nombre de réunion d'information et d'éducation organisées	Rapport d'activités DDMINDCAF Mbam et Inoubou	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Les populations dans les villages connaissent l'importance et la procédure d'acquisition d'un titre	Nombre de titre foncier nouvellement établi	Rapport d'activités DDMINDCAF Mbam et Inoubou	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	de propriétaire foncier					
	<b>R2</b> : tous les détenteurs de titre de propriété foncière dans la commune sont identifiés et localisés	Mappe foncière disponible			Service technique de la commune	
	<b>R3</b> : les populations dans la commune connaissent les domaines fonciers et les conditions d'accès	Réduction du nombre d'occupation sans titre de propriété			Rapport d'activité service technique de la commune	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Organiser 12 réunions de sensibilisation et d'information des populations sur l'importance et la procédure d'acquisition d'un titre de propriétaire foncier	X	X	X	2 400 000	
	<b>A2.R1</b> : Sécuriser le domaine de la commune	X	X	X	5 000 000	
	<b>A3.R1 ; acquérir et constituer une réserve foncière pour la commune</b>	X	X	X	20 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Elaborer la mappe foncière de la commune	X	X	X	2 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Organiser et animer 12 ateliers d'information et d'éducation des populations sur le régime foncier au Cameroun et les droits d'accès	X	X	X	2 400 000	
<b>Total</b>					<b>31 800 000</b>	

### 5.2.20 - Cadre logique du secteur RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE

**Problème central** : Difficulté d'accès aux résultats de la recherche et aux innovations technologiques dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès aux résultats de la recherche et aux innovations technologiques			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Mettre en place dans la commune d'ici fin 2014 un dispositif d'informations qui renseigne régulièrement les populations sur les résultats de la recherche et des innovations technologiques	Dispositif d'information disponible et fonctionnel	Rapport d'activité DRMINRESI	La commune signe un partenariat avec la DRMINRESI
	2-Organiser un plaidoyer pour la subvention des semences de base et espèces animales améliorées issues des résultats de la recherche scientifique	Nombre de réunions de concertation organisé	Rapport du plaidoyer	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Un dispositif d'information des populations sur les résultats de la recherche et des innovations est disponible et fonctionne dans la commune	Dispositif mis en place	Décision de création du dispositif	
	<b>R2</b> : un plaidoyer est organisé pour solliciter la subvention de l'accès aux résultats de la recherche par l'Etat	Nombre de réunions de concertation organisé	Rapport du plaidoyer	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
		<b>A1.R1</b> : Organiser chaque année dans la commune une journée porte ouverte pour la présentation des résultats de la recherche scientifique et l'innovation	X	X	X	5 000 000
	<b>A1.R2</b> : Organiser un plaidoyer pour la subvention des semences de base et espèces animales améliorées issues des résultats de la recherche scientifique	X	X	X	5 000 000	
<b>Total</b>					<b>10 000 000</b>	



### 5.2.21 - Cadre logique du secteur COMMERCE

**Problème central** : Difficulté d'accès à une infrastructure marchande adéquate dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès aux infrastructures marchandes sur les sites de marche dans la commune de Nitoukou			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire et équiper 01 site de marché dans la commune de Nitoukou d'ici 2015	Liste de marché ayant bénéficié des travaux de construction	-Rapport d'activité service technique de la commune -PV de réception des travaux	
	2-Faire comprendre aux commerçants et autres corps de métiers opérant dans la commune d'ici fin 2014, les mécanismes d'imposition au type d'activité économique pratiqué	Nombre de session d'informations organisées	Rapport d'activité CDI	
	3-Contrôler régulièrement le respect des prix, poids et mesure et la qualité des produits manufacturés vendus sur les marchés dans la commune	Nombre de mission de contrôle organisé chaque année	Rapport de la mission de contrôle	
<b>Résultats</b>	<b>R1.1</b> : Le marché central de Nitoukou est construit et ouvert aux commerçants	Activités menées dans le marché	Rapport du comité de gestion du marché	
	<b>R2</b> : les commerçants et autres corps	Un accroissement du niveau de	Rapport du service de	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	de métiers dans la commune maîtrisent les mécanismes d'imposition de leur activité économique	mobilisation de la recette propre par la commune			recouvrement	
	<b>R43:</b> Les normes de prix, poids et mesure sont respectés par les commerçants et on rencontre de moins en moins des produits de qualité douteuse sur le marché dans la commune	Nombre de plaintes reçues des consommateurs			Rapport d'activité du service en charge	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Réaliser les études de faisabilité pour la construction du marché à Nitoukou	X	X	X	1 500 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire le marché de Nitoukou	X	X	X	50 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser une session de formation et d'information des commerçants pendant 01 jour sur les mécanismes d'imposition	X	X	X	1 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Organiser tous les 03 mois une mission de contrôle des prix, poids et mesure sur le marché pendant 03 ans	X	X	X	1 000 000	

---

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Total</b>					<b>53 500 000</b>	

**5.2.22 - Cadre logique du secteur JEUNESSE ET EDUCATION CIVIQUE**

**Problème central** : Difficulté pour les jeunes dans la commune à avoir accès aux informations sur les projets et programmes et aux structures de formation et d'animation

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter aux jeunes dans la commune l'accès aux appuis, aux projets et programmes et aux structures de formation et d'animation			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Construire et équiper la DAJEC à partir de 2015	Bâtiment abritant les services de la DAJEC	PV de réception des travaux	
	2-Construire, Equiper et rendre fonctionnel le centre multifonctionnel dans la commune de Nitoukou à partir de 2015	Centre multifonctionnel équipé et fonctionnel	Rapport comptable matière	
	3-Doter la commune d'un foyer communal de jeunesse et d'animation à partir de 2017	Centre de jeunesse et d'animation fonctionnel	Décision ministérielle de création	
	4-Sensibiliser et informer chaque année les jeunes dans la commune sur les appuis offerts par le MINJEC	Nombre de réunions de sensibilisation organisé chaque année	Rapport d'activité délégué MINJEC	
	5-Accompagner chaque année les associations des jeunes dans la commune à se structurer et à être légaliser	Nombre d'association structurée	Rapport d'activité délégué MINJEC	
	6-Renforcer chaque année les capacités des jeunes dans la	Nombre de session de formation organisée dans la commune	Rapport d'activité délégué MINJEC	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	commune sur l'éducation civique et à la citoyenneté dans la commune					
<b>Résultats</b>	R1 : Un bâtiment est construit et équipé pour abriter la DAMINJEC	Services fonctionnels dans le bâtiment			PV de réception des travaux	
	R2 : Le centre multifonctionnel de Nitoukou est construit, équipé et fonctionne normalement	Activités organisés dans le centre			Rapport d'activité du directeur du centre multifonctionnel	
	R3 : Un foyer communal de jeunesse et d'animation est crée, construit et fonctionne dans la commune	Activités organisés dans le centre			Rapport d'activité du directeur du centre de jeunesse et d'animation	
	R4 : les jeunes dans la commune sont régulièrement informés sur les appuis qu'offre le MINJEC	Nombre de réunions de sensibilisation organisé chaque année			Rapport d'activité délégué MINJEC	
	R5 : Au moins 02 associations des jeunes par villages sont structurées et légalisées	Nombre de récépissé de légalisation des associations des jeunes			Copie récépissé de légalisation	
	R6 : Les jeunes dans la commune de Nitoukou adopte et affiche un comportement citoyen	Nombre de jeunes formés à l'éducation à la citoyenneté			Rapport d'activité délégué MINJEC	
	<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>
<b>Humain</b>			<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
<b>A1.R1</b> : Construire et équiper la DAJEC		X	X	X	75 000 000	
<b>A1.R2</b> : Construire, Equiper le centre		X	X	X	120 000 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	multifonctionnel dans la commune					
	<b>A1.R3</b> : Organiser 12 réunions de sensibilisation des jeunes dans la commune	X	X	X	6 000 000	
	<b>A1.R4</b> : Accompagner les associations des jeunes dans la commune à se structurer	X	X	X	5 000 000	
<b>Total</b>					<b>206 000 000</b>	

### 5.2.23 Cadre logique du secteur SPORT ET EDUCATION PHYSIQUE

**Problème central** : Difficulté d'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune			
	<b>1-</b> Promouvoir et faciliter la pratique des activités sportives aux populations scolarisées et non scolarisées ;		Rapport d'activité DDMINSEP	
	<b>2-</b> Aménager 11 aires de jeux dans les villages de la commune d'ici fin 2020	Liste des villages ayant bénéficié de l'aménagement des aires de jeux	Rapport d'activité de la DDMINSEP Mbam et Inoubou	
	<b>3-</b> Affecter un moniteur de sport dans la commune à partir de 2015	Décision d'affectation		
	<b>4-</b> Organiser l'ascension du mont YAFA d'ici fin 2014	Activités sportives organisées pour l'ascension du mont YAFA	Rapport d'activité de la DDMINSEP Mbam et Inoubou	
	<b>5-</b> Constituer 01 équipe de football féminine, 01 équipe de football masculine, 01 équipe de handball masculine et 01 équipe de handball féminine	Acte de constitution des équipes	Rapport d'activité des équipes	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Les activités sportives sont en promotion	Rapport d'activité du DDMINSEP	Rapport d'activité du DDMINSEP	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	<b>R2</b> : 11 aires de jeu sont construits et est exploité par les sportifs dans la commune	Nombre d'aire de jeux opérationnel			PV de réception des travaux	
	<b>R3</b> : 01 moniteur est affecté dans la commune et accompagne les pratiquants de sport du dimanche	Décision d'affectation			Rapport d'activité de la DDMINSEP Mbam et Inoubou	
	<b>R4</b> : L'ascension du mont YAFA est organisée tous les 02 ans	Activités mises en place autour de l'ascension			Rapport d'activité de la DDMINSEP Mbam et Inoubou	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Promotion et facilitation des activités sportives	X	X	X	10 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Construction de 11 aires de jeu dans la commune de Nitoukou (01 aire dans chaque village)	X	X	X	55 000 000	
	<b>A1.R3</b> : plaidoyer d'affectation d'un moniteur sportif à Nitoukou	X	X	X	PM	
	<b>A1R4</b> : Organiser l'ascension du mont YAFA	X	X	X	50 000 000	
	<b>A1.R5</b> : Constitution de 01 équipe de football féminine, 01 équipe de football masculine, 01 équipe de handball masculine et 01 équipe de handball féminine				PM	



---

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Total</b>					<b>115 000 000</b>	

**5.2.24 - Cadre logique du secteur PMEESA**

Problème central : Faible développement des PME dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter le développement des PME dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>1</b> -Sensibiliser et informer les potentiels créateurs des PME dans la commune sur les procédures, la législation en vigueur et les appuis mis en place par le MINPMESA chaque année	Nombre de réunion de sensibilisation organisé dans la commune	Rapport d'activité DDMINPMEESA Mbam et Inoubou	
	<b>2</b> -Renforcer les capacités des potentiels porteurs de projets sur la méthodologie de montage de projet et de recherche des financements chaque année	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activité DDMINPMEESA Mbam et Inoubou	
	<b>3</b> -Renforcer les capacités des populations sur la création et la gestion des AGR chaque année	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activité DDMINPMEESA Mbam et Inoubou	
	<b>4</b> -Rendre officiel d'ici fin 2013 l'éventail des facilités que peut accorder la commune aux promoteurs de PME qui veulent s'implanter sur son territoire	Liste des facilités	Service technique de la commune	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : les potentiels créateurs des	Nombre de personnes	Rapport d'activité	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	PME dans la commune connaissent les procédures, la législation en vigueur et les appuis mis en place par le MINPMESA	sensibilisés dans la commune			DDMINPMEESA Mbam et Inoubou	
	<b>R2</b> : Les potentiels porteurs de projets dans la commune maîtrisent la méthodologie de montage de projet et les techniques de recherche des financements	Nombre de personnes formées			Rapport d'activité DDMINPMEESA Mbam et Inoubou	
	<b>R3</b> : Les populations dans les villages maîtrisent les techniques de création et de gestion des AGR	Nombre de personnes formées			Rapport d'activité DDMINPMEESA Mbam et Inoubou	
	<b>R4</b> : Une liste des facilités qui peuvent être accordé à tout promoteur qui veut s'installer dans la commune est rendu officielle et connu par plusieurs personnes	Nombre de personnes touchées			Service technique de la commune	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Organiser 02 sessions de formation et d'information des potentiels créateurs de PME dans la commune	X	X	X	5 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser 02 sessions de formation des potentiels créateurs de	X	X	X	5 000 000	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	PME sur la méthodologie de montage de projet et de recherche de financement					
	<b>A1.R3</b> : Elaborer et vulgariser les facilités susceptibles d'être accordés à un opérateur économique qui veut s'installer dans la commune	X	X	X	1000 000	
<b>Total</b>					<b>11 000 000</b>	

### 5.2.25 - Cadre logique du secteur MINE INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

**Problème central** : Difficulté pour les populations et l'institution communale à tirer profit du potentiel minier qui existe sur le territoire

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Contribuer à une plus large redistribution des profits issus de l'exploitation des ressources minières existant dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation entre les exploitants de carrières, la commune, le DDMINIMIDT et le CDI à partir de 2013	Texte de création de la plate forme	Rapport DDMINIMIDT et rapport service technique de la commune	
	2-Sensibiliser et éduquer les exploitants de carrières en 2014 sur la législation en vigueur en matière d'exploitation des ressources minières	Nombre de réunions de sensibilisation organisées	Rapport d'activités DDMINIMIDT Mbam et Inoubou	
	3-Doter 01 village dans la commune d'un moyen moderne pour l'exploitation des carrières de pierres en 2018	Moyens mis à la disposition du village	Rapport d'activités DDMINIMIDT Mbam et Inoubou	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Une plate forme de concertation entre les exploitants de carrières, la commune, le DDMINIMIDT et le CDI	Acte de création PV des réunions	Rapport DDMINIMIDT et rapport service technique de la	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	est fonctionnelle dans la commune				commune	
	<b>R2</b> : les exploitants de carrières dans les villages connaissent la législation en vigueur en matière d'exploitation des ressources minières au Cameroun	Nombre d'exploitants en règle dans la commune			Rapport d'activités DDMINIMIDT Mbam et Inoubou	
	<b>R3</b> : Aménager une carrière de sable à NEKOM I	Equipement mise en place dans a carrière de sable			Rapport d'activité de la carrière	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Organiser les réunions de concertation pour la mise en place de la plate forme de concertation entre acteurs du secteur	X	X	X	200 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser 12 réunions d'information et de sensibilisation des populations sur la législation en vigueur en matière d'exploitation de carrières	X	X	X	2 400 000	
	<b>A1.R3</b> : Aménager une carrière de sable à NEKOM I	X	X	X	42 000 000	
<b>Total</b>					<b>44 600 000</b>	

### 5.2.26 - Cadre logique du secteur TRANSPORT

**Problème central** : Difficulté d'accès à une infrastructure et à un moyen de transport adéquats dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès aux infrastructures et un moyen de transport adéquat dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Rendre fonctionnelle une gare routière dans l'espace urbain communal en 2014	Gare routière fonctionnelle	Rapport service technique de la commune	
	2-Accompagner les exploitants et conducteurs de motos taxis dans la commune à se conformer à la réglementation en vigueur d'ici fin 2014	Plate forme de concertation mis en place	Rapport service technique de la commune	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : 01 gare routière aménagée dans l'espace urbain communal est opérationnelle	Activités menées dans la gare routière	Rapport service technique de la commune	
	<b>R2.1</b> -Les conducteurs et exploitants de moto taxi sont répertoriés et identifiés dans la commune	Fichier des exploitants et conducteurs de motos taxis	Rapport d'activité bureau des assiettes à la commune	
	<b>R2.2</b> : Les capacités des conducteurs de motos taxis sont renforcées sur la notion du code de la route	Nombre de conducteurs formés	Rapport formation DDMINTRANSPORT	
	<b>R2.3</b> : Les exploitants des motos taxis et conducteurs dans la	Nombre d'exploitant et de conducteurs en règle dans la	Fichier de la commune	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	commune connaissent la réglementation en vigueur et s'y conforment	commune				
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Construire 01 gare routière	X	X	X	2 5 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser 01 atelier de 01 jour pour le renforcement des capacités des conducteurs de motos taxis	X	X	X	1 000 000	
	<b>A2.R2</b> : Faire un recensement des conducteurs de motos taxis dans la commune	X	X	X	500 000	
	<b>A3.R2</b> : Organiser un atelier d'information et de sensibilisation des exploitants de moto taxis et conducteurs sur la réglementation en vigueur	X	X	X	500 000	
<b>Total</b>					<b>36 000 000</b>	



### 5.2.27 - Cadre logique du secteur POSTE ET TELECOMMUNICATION

**Problème central** : Difficulté d'accès au réseau de télécommunication et au TIC dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès au réseau de télécommunication et aux TIC dans la commune			
	<b>1</b> -Construire 01 télé centre communautaire à Nitoukou d'ici fin 2016	Réseau internet du Télécentre opérationnel dans la commune	Rapport d'activité chef de télécentre	
	<b>2</b> -Étendre le réseau d'accès à la téléphonie mobile dans 11 villages par les 03 opérateurs actuels que sont : CAMTEL, ORANGE et MTN d'ici fin 2020	Nombre d'antennes de relais construits par chaque opérateur		Les opérateurs trouvent la nécessité d'investir pour l'extension du réseau
	<b>3</b> -Faire un plaidoyer pour une baisse des coûts de communication par les opérateurs de la téléphonie d'ici fin 2016	Grille des nouvelles tarifications chez les opérateurs		Un acteur de développement dans la commune décide de conduire l'action
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Le télé centre communautaire est construit et fonctionne dans la commune	Réseau du télécentre communautaire fonctionne	PV de réception des travaux	
	<b>R2.1</b> : Le Réseau de téléphonie mobile CAMTEL est présent et fluide dans 12 villages de la commune	Nombre d'antennes de relais construit par l'opérateur dans la commune	Site d'implantation des antennes	
	<b>R2.2</b> : Le Réseau de téléphonie	Nombre d'antennes de relais	Site d'implantation des	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
	mobile MTN est présent et fluide dans 38 villages de la commune	construit par l'opérateur dans la commune			antennes	
	<b>R2.3</b> : Le Réseau de téléphonie mobile ORANGE est présent et fluide dans 38 villages de la commune	Nombre d'antennes de relais construit par l'opérateur dans la commune			Site d'implantation des antennes	
	<b>R3</b> : Les opérateurs de téléphonie mobile consacrent une baisse d'au moins 25 % sur les coûts actuels de communication qu'ils appliquent	Nouvelles grilles de tarification des appels			Opérateurs de téléphonie mobile	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Construire et équiper 01 télécentre communautaire	X	X	X	20 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Solliciter des opérateurs de téléphonies mobiles la construction des antennes de relais dans la commune	X	X	X	PM	
	<b>A2.R2</b> : Construire une antenne de relais CAMTEL	X	X	X	PM	
	<b>A3.R2</b> : Construire une antenne de relais ORANGE	X	X	X	PM	
	<b>A1.R3</b> : Conduire un plaidoyer pour la baisse des coûts de communication par téléphone mobile	X	X	X	PM	

---

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Total</b>					<b>20 000 000</b>	

### 5.2.28 - Cadre logique du secteur COMMUNICATION

**Problème central** : Difficulté d'accès au réseau de communication audio visuel dans la commune

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter l'accès des populations dans la commune au réseau de communication audio visuel			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Etendre le réseau de couverture audio visuel dans 12 villages dans la commune de Nitoukou d'ici fin 2020	Nombre d'antenne de relais construits		
	2-Créer et rendre fonctionnel 01 radio communautaire dans la commune d'ici fin 2016	Liste des villages couverts par la radio communautaire		
	3-Doter la commune d'un moyen de communication moderne d'ici fin 2014	Moyen de communication mis en place	Fiche comptable matière	
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Le réseau audio visuel de la CRTV est capté dans tous les villages de la commune	Nombre d'antenne de relais construits	Sites de construction d'antennes de relais	
	<b>R2</b> : Une radio communautaire est construite et fonctionne dans la commune de Nitoukou	Emissions offerts par la radio	Rapport d'activité du chef de chaine	
	<b>R3.1</b> : Un fax et un téléphone sont achetés et utilisés dans le service	Fax et téléphone fixe disponible		
	<b>R3.2</b> : Un site web est crée et entretenu par la commune	Site web opérationnel		

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>			<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1</b> : Adresser une demande à la CRTV pour la construction d'une antenne de relais dans la commune	X	X	X	50 000	
	<b>A2.R1</b> : Construire une antenne de relais CRTV dans la commune	X	X	X	50 000 000	
	<b>A1.R2</b> : Monter un dossier de création d'une radio communautaire et transmettre	X	X	X	800 000	
	<b>A2.R2</b> : Construire et équiper une radio communautaire dans la commune	X	X	X	50 000 000	
	<b>A1R3</b> : Acheter un fax et prendre une ligne de téléphone fixe	X	X	X	500 000	
	<b>A2.R3</b> : Créer un site web	X	X	X	500 000	
	<b>A3.R3</b> : Sélectionner un fournisseur d'accès internet	X	X	X	1 000 000	
<b>Total</b>					<b>102 850 000</b>	

**5.2.29 - Cadre logique du secteur MINADT**

**Problème central** : Difficulté d'accès aux services administratifs et de protection civile

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Faciliter la mise en œuvre du processus de décentralisation dans la commune			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Mettre en place et rendre opérationnel d'ici fin 2013, une plate forme d'échange et de concertation entre les acteurs locaux sur le processus de décentralisation	Texte de mise en place de la plate forme d'échange et de concertation	Rapport d'activité de la Sous préfecture	
	2-Construire et équiper les infrastructures pour abriter les services publics fonctionnels dans la commune à partir de 2015	Liste des services et nombre d'infrastructures construites		
	3-Equiper en matériel roulant et affecter du personnel supplémentaire à la brigade de gendarmerie de Nitoukou d'ici fin 2015	Matériel roulant mis à la disposition de la brigade -Nombre de nouveaux éléments affectés à la brigade	PV de réception -Décision d'affectation	
<b>Résultats</b>	<b>R1.</b> : Une plate forme de concertation et d'échange entre acteurs locaux sur la mise en œuvre du processus de la décentralisation est crée et fonctionne dans la commune de Nitoukou	Périodicité de rencontre des acteurs	Rapport d'activité de la plate forme	

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>		
	<b>R2.1</b> : Un bâtiment est construit et équipé pour abriter les services de la Gendarmerie de Nitoukou et la résidence du Commandant	Services opérationnels dans le bâtiment -Maison de fonction disponible	PV de réception du chantier			
	<b>R2.2</b> : Un bâtiment est construit et équipé pour abriter les services du MINFOF de Nitoukou	Services opérationnels dans le bâtiment	PV de réception du chantier			
	<b>R2.3</b> : Un bâtiment est construit et équipé pour abriter les services de la DAMINJEC de Nitoukou	Services opérationnels dans le bâtiment	PV de réception du chantier			
	<b>R2.4</b> : Un bâtiment est construit et équipé pour abriter le CZV de Nitoukou	Services opérationnels dans le bâtiment	PV de réception du chantier			
	<b>R3.1</b> : 04 nouveaux éléments sont affectés à la brigade de gendarmerie de Nitoukou	Décision d'affectation	Note de prise de service			
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>			<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de réalisation</b>
		<b>Humain</b>	<b>Matériel</b>	<b>Financier</b>		
	<b>A1.R1.1</b> : Organiser les réunions pour la mise en place de la plate forme de concertation pluri acteurs dans la commune	X	X	X	1 000 000	
	<b>A1.R2.1</b> : Construire et équiper la Gendarmerie de Nitoukou	X	X	X	80 000 000	
	<b>A1.R1.2</b> : Construire et équiper la	X	X	X	50 000 000	

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
	résidence de fonction du Commandant					
	<b>A1.R2</b> : Construire et équiper la DAMINFOF	X	X	X	20 000 000	
	<b>A2.R2</b> : Construire et équiper la DAJEC	X	X	X	20 000 000	
	<b>A4.R2</b> : Construire et équiper le CZV	X	X	X	15 000 000	
	<b>A1.R3</b> : Demander l'affectation de 04 nouveaux éléments à la brigade de gendarmerie de Nitoukou	X	X	X	PM	
<b>Total</b>					<b>186 000 000</b>	



**5.2.30 - Cadre logique du secteur ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Problème central : Difficulté d'accès aux études supérieures

	<b>Logique d'intervention</b>	<b>Indicateur objectivement vérifiable</b>	<b>Source de vérification</b>	<b>Hypothèse de réalisation</b>
<b>Objectif global</b>	Contribuer à alléger aux parents dans la commune les coûts de prise en charge de leurs enfants dans l'enseignement supérieur			
<b>Objectifs spécifiques</b>	1-Mettre en place et rendre permanent un dispositif d'octroi de bourse aux jeunes bacheliers dans la commune à partir de 2015	Texte de création du dispositif	Copie du texte	
	2-Plaider pour une plus grande subvention de l'Etat à la formation dans l'enseignement supérieur à partir de 2015	Thématiques développés dans le plaidoyer		
<b>Résultats</b>	<b>R1</b> : Un dispositif permanent est mis en place et fonctionne dans la commune pour accorder des bourses d'études aux jeunes bacheliers	Montant de bourse octroyé annuellement -Nombre de jeunes bacheliers bénéficiaires	Rapport d'activité du comité en charge	
	<b>R2</b> : un plaidoyer est organisé pour solliciter une plus grande subvention de la formation dans l'enseignement supérieur au Cameroun	Nombre de réunion de concertation organisé -proposition faite à l'Etat sur le sujet	Rapport d'activité	
<b>Activités</b>	<b>Activités</b>	<b>Moyens pour la mise en œuvre</b>	<b>Coût estimatif</b>	<b>Conditions préalables de</b>

	Logique d'intervention	Indicateur objectivement vérifiable			Source de vérification	Hypothèse de réalisation
		Humain	Matériel	Financier		réalisation
	<b>A1.R1</b> : Organiser 02 réunions de concertation pour la mise en place du dispositif	X	X	X	1000 000	
	<b>A2.R1</b> : Organiser la remise de bourse à 50 jeunes bacheliers dans la commune chaque année	X	X	X	500 000	
	<b>A1.R2</b> : Organiser un plaidoyer pour demander une plus grande subvention dans l'enseignement supérieur	X	X	X	5000 000	
<b>Total</b>					<b>7 500 000</b>	

### 5.3 Coût estimatif du PCD

N°	SECTEUR	COUT ESTIMATIF
1	AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL	214 600 000
2	ELEVAGE, PECHE ET INDUSTRIES ANIMALES	78 820 000
3	SANTE PUBLIQUE	227 000 000
4	EDUCATION DE BASE	696 300 000
5	ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES	424 200 000
6	TRAVAUX PUBLICS	420 000 000
7	JEUNESSE	206 000 000
8	ENERGIE ET EAU	693 400 000
9	AFFAIRES SOCIALES	40 500 000
10	FEMME ET FAMILLE	119 000 000
11	CULTURE	275 000 000
12	PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, ECONOMIE SOCIALE ET ARTISANAT	11 000 000
13	MINES, INDUSTRIE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	44 600 000
14	TOURISME	277 000 000
15	DOMAINES ET AFFAIRES FONCIERES	31 800 000
16	COMMERCE	53 500 000
17	TRANSPORT	36 000 000
18	POSTES ET TELECOMMUNICATION	20 000 000
19	ADMINISTRATION TERRITORIALE, DECENTRALISATION ET MAINTIEN DE L'ORDRE	186 000 000
20	FORET ET FAUNE	22 400 000
21	ENVIRONNEMENT ET PROTECTION DE LA NATURE	34 850 000
22	DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE L'HABITAT	580 000 000
23	EMPLOI ET FORMATION PROFESSIONNELLE	96 400 000
24	TRAVAIL ET SECURITE SOCIALE	37 900 000
25	SPORTS ET EDUCATION PHYSIQUE	115 000 000
26	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION	10 000 000
27	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	7 500 000
28	COMMUNICATION	102 850 000
<b>COUT ESTIMATIF TOTAL</b>		<b>4 855 620 000</b>

#### **5.4 Esquisse du Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres de l'espace communal**

*Matrice et cartes présentant l'utilisation envisagée des terres (dans le futur)*

*En plus du tableau, ajouter la carte. Dans la carte penser à matérialiser les différents types de forêts*

#### **5.5 Développement de l'Economie Locale**

*(Synthèse) : Faire ressortir pour chaque secteur, les potentialités/atouts, les activités de développement économique génératrices de revenus, le secteur*

*Economique d'appartenance possibilités de création d'emplois et de richesse, flux des échanges, indicateurs d'impact*

La croissance d'une économie s'obtient grâce à l'attrait que cette dernière revêt pour les investisseurs. Dans cette perspective, s'il est avéré que l'Etat joue se rôle central dans l'amélioration du climat des affaires, il est également important de noter le très important rôle des communes dans la facilitation au niveau local des différents activités économiques, d'où les compétences qui leurs sont transférées en matière de Développement Economique Local (DEL). Le concept DEL est processus participatif à travers le lequel tous les acteurs sociaux d'une localité, issus de tous les secteurs (public et privé) travaillent en synergie dans le but de créer un système de production et d'échange des biens et des services susceptibles d'assurer une croissance solide et durable de l'économie d'une localité spécifique telle que la commune de Nitoukou et une amélioration substantielle des conditions de vie des populations. Il constitue un levier de création d'emplois décents. Ainsi, pour permettre le développement de l'économie local de la Commune de Nitoukou, économie qui est basée essentiellement sur l'agriculture, l'élevage, le petit commerce et les AGR. La Commune doit évaluer le potentiel économique, de mettre en place une plateforme des opérateurs et de la réorganisation des marchés communaux.

## 5.6 Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance

Secteur	problèmes reformulés	principales causes	principaux effets,	les besoins / activités	Coût
Enregistrement des naissances	Accès difficile à la citoyenneté par une minorité d'enfants	Négligence de certains parents  Faible sensibilisation des parents  Faible vulgarisation des droits sociaux	Scolarisation tardive des enfants  Absence de citoyenneté	Identification des enfants scolarisés sans acte de naissance Campagne foraine d'établissement d'actes de naissance Faciliter l'établissement des actes de naissance aux enfants qui n'en possèdent pas Organisation des séances de sensibilisation auprès des populations	
Vaccination				Renforcer et multiplier les campagnes de vaccination Organisation des séances de sensibilisation des parents Appuis financiers au CSI de Nitoukou pour	

				les descentes sur le terrain	
Nutrition	Accès difficile à une alimentation équilibrée	Insuffisance des moyens financiers  Faible sensibilisation sur l'aliment complet et équilibré	Expositions aux maladies  qualité douteuse de l'alimentation infantile  maladies de carence	Distribution des suppléments nutritifs dans les écoles publiques de Nitoukou Renforcement du stock du CSI de Nitoukou en vitamine et autres substances nutritives Organisation des séances de sensibilisation des parents	
Eau, hygiène et assainissement	Accès difficile à l'eau potable	Points d'eau non fonctionnels  Inexistence des points d'eau dans les écoles primaires et maternelles	Maladies hydriques ;  Charges supplémentaires en soins de santé	Construction d'un point d'eau potable dans chaque école primaire et chaque école maternelle de Nitoukou Réhabilitation des points d'eau existant Sensibilisation et formation des populations sur les maladies hydriques et la potabilisation de l'eau ; sur le lavage des mains ; la salubrité	

				autour des maisons	
VIH/SIDA, protection spéciale des enfants(OEV)	-	-	-	Multiplier les campagnes de sensibilisation Organiser des campagnes de dépistage gratuit	
Education préscolaire et scolaire	Accès difficile à une éducation de base de qualité	Absence des aires de jeu  Inexistence de clôtures dans les écoles maternelles et primaires de la commune Insuffisance de salles de classe,  Insuffisance du personnel enseignant	Epanouissement difficile  Faible qualité de l'éducation reçue  Insécurité des élèves	Construction des clôtures dans les EP et les EM de Nitoukou Aménagement des aires de jeu Plaidoyer pour l'affectation des enseignants	

### Récapitulatif de la prise en compte des changements climatiques

<b>Secteur</b>	<b>Tendances</b>	<b>Problèmes/contraintes</b>	<b>Causes du problème</b>	<b>Effets du problème</b>	<b>Potentiel local pour résoudre/capacité d'adaptation</b>	<b>Solutions envisageables</b>
<b>Agriculture</b>	-sécheresse prolongée  -hausse de la pluviométrie	Aridité des sols ;  Flétrissement des sols	Absence des pluies  Abondance des pluies	Pénibilité du travail ;  Perturbation du calendrier agricole ;  Pourrissement des plantes  Baisse de la production	Faible	Formation aux techniques agricoles adaptées  Appui en semence améliorée adaptée au climat
<b>Elevage</b>	-sécheresse prolongée  -hausse de la pluviométrie	Mort des bêtes	Température élevée  Excès de froid	Manque à gagner	Faible	Formation aux techniques d'élevage adaptées  Octroi des races adaptées au climat
<b>Forêts et</b>	Sécheresse	Disparition de certaine essence et	Hausse de la	Rareté de certaine essence		Sensibilisation sur la protection de la faune et



<b>faune</b>	prolongée Vents violents	de certaines espèces	température Feux de brousse	et de certaines espèces Perturbation de l'équilibre des écosystèmes Changements climatiques	Moyen	de la flore
<b>Eau</b>	Sécheresse prolongée	Tarissement des points d'eau	Hausse de la température	Rareté de l'eau Parcours des longues distances Longues files d'attente	Faible	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau scanwater
<b>Energie</b>	Vents violents	Chute des poteaux électriques	Vents violents Orage	Coupures électrique Destruction des appareils électroménagers Manque à gagner	Moyen	
<b>Santé</b>	Sécheresse prolongée	Excès de poussière	Absence de pluies Route en terre	Maladies respiratoires	Faible	Bitumage des routes

<b>Travaux publics</b>	Hausse de la pluviométrie	Dégradation du réseau routier	Envasement des routes Erosion Présence des borbiers Absence de rigoles de canalisation	Faible déplacement des biens et des personnes Cherté du coût de transport Accidents	Moyen	Canalisation des eaux de ruissellement Latérisation du réseau routier Bitumage
------------------------	---------------------------	-------------------------------	---	---	-------	--

### 5.7 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

: MATRICE DES RESSOURCES NATURELLES

RESSOURCES/UNITES DE PAYSAGE	LOCALISATION	UTILISATION	POTENTIEL	PROBLEMES/ CONTRAINTES	ACCES	MODE DE GESTION	ACTIONS A MENER
Forêt	Ndougbissoung Ndéma	Champs chasse cueillette	PFNL Faune riche et variée, sol fertile	Braconnage accru Disparition des espèces floristiques	Par famille et par regroupement clanique	libre	Sensibiliser sur la protection de la flore et la faune
Cours d'eau	De part et d'autres dans les bas fonds	Pêche, extraction de sable, Lessive, consommation domestique maraichage	Sablonneux et poissonneux	Ponceaux en bois Délabrement avancé de certains	libre	libre	Aménagement des ponceaux
Bas fonds marécageux	En aval des	Maraichères	PFNL	Assèchement,	libre	libre	Former la

	collines et des pentes		(bambou de chine, raphia) sable fin	sous exploitation			population sur les techniques de maraichage
Sable	Dans les cours d'eau et les bas fonds	Vente, construction des habitations	Fort potentiel Sable fin très clair et blanchâtre)	Difficulté d'écoulement, Faune riche et variée, sol fertile rareté des débouchés	Par famille et par regroupement	libre	Aménager les pistes de desserte
Latérite	Dans certaines localités	Travaux publics	Abondante et de bonne qualité	Sous exploitation	Par famille		créer des carrières et aménager les routes

**Carte : Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal**



## **6 PROGRAMMATION**

## 6.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Le tableau ci-dessous présente le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) des Projets Prioritaires de NITOUKOU.

Secteur	Intitulé du projet	Localité	Indicateur de résultat,	période			Part de la Commune	Autres contributions		Coût du projet	Observation
				2014	2015	2016		Partenaires	Montants		
EAU	Construction d'un forage à motricité humaine	NEKOM 2							8 500 000 FCFA		
EDUCATION	Equipement de l'école publique Neboya en tables bancs	Neboya							6 300 000		
EDUCATION	Construction de 02 salles de classes	Ecole publique de Neboya							16 000 000 FCFA		
EDUCATION	Construction d'un atelier au lycée technique de Nitoukou	Nitoukou - centre							25 000 000 FCFA		
AGRICULTURE	Construction / équipement des Centres d'éducation et	Nitoukou - centre							32 000 000 FCFA		

	d'actions communautaires									
ELEVAGE	Construction d'un centre zootechnique vétérinaire	Nitoukou - centre							25 000 000 FCFA	
TRAVAUX PUBLICS	Réhabilitation des routes	Nitoukou – Ndogsonden – Ihouk - Ndougbioung							50 000 000 FCFA	
EDUCATION	Construction d'un puits à motricité humaine à l'école publique de NEKOM 1	NEKOM 1							5 500 00	
ENERGIE	Extension du réseau électrique	Nebassel (quartier Ningouloupel 2,5 km), Nitoukou (quartier Ndoktokoniak)							1 120 000 FCFA	
EAU	Construction d'un	NDEMA							8 500 000 FCFA	

	forage à motricité humaine									
EAU	Construction d'un forage à motricité humaine	EKONDJ (quartier Ihouk)							8 00 000 FCFA	

## 6.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la commune de Nitoukou, comprend :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

### 6.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

➤ Impacts environnementaux

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)
<b>Microprojets de construction des infrastructures</b>	- Aménagement des bas-fonds	- Risques d'érosion des sols ; - Risques de pertes	-Renforcement de la dynamique des populations à travers	-Risques de déplacement involontaire et de



<p><b>communautaires de base :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des salles de classe ;</li> <li>- Construction des magasins de stockage ;</li> <li>- Construction de latrines ;</li> <li>- Construction d'une gare routière ;</li> <li>- Construction bloc administratif au lycée technique de Nitoukou;</li> <li>- Construction salle informatique lycée de Nitoukou ;</li> <li>- Construction et réhabilitation de puits et de forages modernes et aménagement des sources ;</li> <li>- Equipement en tables-</li> </ul>		<p>d'espèces ligneuses ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ;</li> <li>- Risques de déplacements involontaires et de réinstallation</li> </ul>	<p>la mobilisation des fonds de contrepartie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre)</li> </ul>	<p>réinstallation des populations avec perte d'actifs ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques de conflits sur le choix du site</li> <li>-Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>-Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ;</li> <li>-Risques de marginalisation des populations vulnérables</li> </ul>
---	--	--	---	--

blancs				
<p><b>Microprojets hydrauliques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des puits modernes ;</li> <li>- Construction de forages</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</li> <li>- Diminution de la pression</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</li> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</li> <li>- Risques d'engorgement et de stagnation des eaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) ;</li> <li>• Diminution des maladies hydriques ;</li> <li>Facilitation de l'accès à l'eau potable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</li> <li>- Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ;</li> <li>- Risques de mauvaises manipulations des ouvrages ;</li> <li>• Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>• Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ;</li> <li>Risques de</li> </ul>

				marginalisation des populations vulnérables
<p><b>Microprojets structurants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réprofilage des pistes rurales ;</li> <li>• Extension du réseau électrique</li> </ul>	<p>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p>	<p>- Risques d'incendie ;</p> <p>- Risques d'érosion des sols ;</p> <p>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</p> <p>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</p> <p>- Risques de</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) ;</li> <li>• Amélioration de l'accès à l'énergie ;</li> </ul>	<p>Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</p> <p>- Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ;</p> <p>- Risques de marginalisation des populations vulnérables ;</p>

		braconnage ; - Risques d'embourbements	- Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques	-Risque d'intensification du braconnage ; • Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; • Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies
<b>Microprojets de gestion des ressources naturelles :</b>  • Classement de la forêt communale	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation	- Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; -Amélioration des revenus ;	- Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; • Risques de marginalisation des

	du public - Conservation de la biodiversité ; - Diminution de la pression sur les ressources	vidange) ; - Risques d'incendie	-Amélioration de la gouvernance locale	populations vulnérables ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet
--	--	------------------------------------	--	--

### 6.2.2 Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Le cadre sommaire de gestion environnementale du programme d'investissement triennal ou CDMT de la commune de Nitoukou, comprend :

- Les principaux impacts potentiels et les mesures envisageables ;
- Le plan de gestion environnementale et sociale.

#### 6.2.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

##### ➤ Impacts environnementaux

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)

<p><b>Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des salles de classe ;</li> <li>- Construction des magasins de stockage ;</li> <li>- Construction de latrines ;</li> <li>- Construction d'une gare routière ;</li> <li>- Construction bloc administratif au lycée technique de Nitoukou;</li> <li>- Construction salle informatique lycée de Nitoukou ;</li> <li>- Construction et réhabilitation de puits et de forages modernes et</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aménagement des bas-fonds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Risques d'érosion des sols ;</li> <li>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</li> <li>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) ;</li> <li>- Risques de déplacements involontaires et de réinstallation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>- Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus des populations locales (main d'œuvre)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ;</li> <li>- Risques de conflits sur le choix du site</li> <li>-Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</li> <li>-Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ;</li> <li>-Risques de marginalisation des populations vulnérables</li> </ul>
---	---	--	---	---

<p>aménagement des sources ;</p> <p>- Equipement en tables-blancs</p>				
<p><b>Microprojets hydrauliques :</b></p> <p>- Construction des puits modernes ;</p> <p>- Construction de forages</p>	<p>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p> <p>- Diminution de la pression</p>	<p>- Risques d'érosion des sols ;</p> <p>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</p> <p>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</p> <p>- Risques d'engorgement et de stagnation des eaux</p>	<p>-Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</p> <p>- Amélioration de la gouvernance locale ;</p> <p>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) ;</p> <p>• Diminution des maladies hydriques ;</p> <p>Facilitation de l'accès à l'eau potable</p>	<p>-Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</p> <p>- Risques d'intoxication dû au mauvais dosage du clore ;</p> <p>- Risques de mauvaises manipulations des ouvrages ;</p> <p>• Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ;</p> <p>• Risques de conflits au sein des</p>

				bénéficiaires du Micro Projet ; Risques de marginalisation des populations vulnérables
<p><b>Microprojets structurants :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réprofilage des pistes rurales ;</li> <li>• Extension du réseau électrique</li> </ul>	<p>- Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation du public</p>	<p>- Risques d'incendie ;</p> <p>- Risques d'érosion des sols ;</p> <p>- Risques de pertes d'espèces ligneuses ;</p> <p>- Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange)</p> <p>- Risques de</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ;</li> <li>Amélioration de la gouvernance locale ;</li> <li>- Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) ;</li> <li>• Amélioration de l'accès à l'énergie ;</li> </ul>	<p>Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ;</p> <p>- Risques d'augmentation de la prévalence du VIH /SIDA et autres maladies ;</p> <p>- Risques de marginalisation des populations vulnérables ;</p>



		braconnage ; - Risques d'embourbements	- Désenclavement des localités et développement des activités socio économiques	-Risque d'intensification du braconnage ; • Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; • Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies
<b>Microprojets de gestion des ressources naturelles :</b>  • Classement de la forêt communale	-Consolidation des systèmes de gouvernance locale à travers l'évaluation environnementale participative ainsi que l'utilisation du formulaire d'examen environnemental en impliquant la consultation	- Risques d'érosion des sols ; -Risques de pertes d'espèces ligneuses ; - Risques de pollution (atmosphérique par la poussière, contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de	- Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds de contrepartie ; - Amélioration de la gouvernance locale ; -Amélioration des revenus ;	- Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet ; • Risques de marginalisation des

	du public - Conservation de la biodiversité ; - Diminution de la pression sur les ressources	vidange) ; - Risques d'incendie	-Amélioration de la gouvernance locale	populations vulnérables ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro Projet
--	--	------------------------------------	--	--

### 6.2.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Le plan consiste simplement à préciser pour chaque mesure environnementale envisagée du programme triennal, les acteurs (arrangements institutionnels), les coûts, les périodes, et les indicateurs de suivi.

Mesures environnementale	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie (commission communale de passation des marchés)	2011 (mars-mai)	Conseil municipal ; PNDP		L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2013-2014	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	

Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2013-2016	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2014-2015	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ;	PM	
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires NB	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2014-2017	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	2 500 000	En cas de recasement, les coûts sont pris en charge par la mairie
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	2014-2017	Délégation MINEP ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	4 000 000	
Respect des clauses environnementales du DAO et des	Entrepreneurs		Délégation MINEP ; Agent de	PM (intégrer	

---

mesures environnementales des MP			développement ; Conseil municipal	dans le coût du MP)	
----------------------------------	--	--	--------------------------------------	---------------------------	--

**6.3 Plan d'investissement annuel (PIA)**

Secteur	Micro projet /activités	Localités	Coûts	Sources de financement			Indicateur s
				Partenaire s	Montant	Mairie	
<b>HYDRAULIQUE</b>	Construction d'un forage à motricité humaine	NEKOM 2	8 500 000 FCFA				
<b>EDUCATION</b>	Equipement de l'école publique de Neboya en tables bancs	NEBOYA	1 120 000 FCFA				
<b>EDUCATION</b>	Construction de 02 salles de classes à l'école publique de Neboya	NEBOYA	16 000 000 FCFA	BIP	16 000 000 FCFA		
<b>EDUCATION</b>	Construction d'un atelier au lycée technique de Nitoukou	NITOUKOU-CENTRE	25 000 000 FCFA	BIP	25 000 000 FCFA		

Secteur	Micro projet /activités	Localités	Coûts	Sources de financement			Indicateurs
				Partenaires	Montant	Mairie	
<b>ELEVAGE</b>	Construction d'un CZV	Nitoukou-centre	25 000 000 FCFA	BIP	25 000 000 FCFA		
<b>AGRICULTURE</b>	Construction / équipement des Centres d'éducation et d'actions communautaires	Nitoukou-centre	32 000 000 FCFA	PNDP	32 000 000 FCFA	3 200 000	
<b>TRAVAUX PUBLICS</b>	Réhabilitation des routes	Nitoukou-Ndogsonden-Ihouk-Ndougoung	50 000 000 FCFA	BIP	50 000 000 FCFA		
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>125 620 000 FCFA</b>				

### 6.3.1 Ressources mobilisables et échéances

La mobilisation des ressources intègre l'identification des ressources et l'élaboration de la stratégie de mobilisation de ces ressources.

#### ☞ L'identification des ressources

Les différentes sources de revenus devant financer le plan d'Investissement Annuel 2014 ont été identifiées avec le concours du Maire, du représentant du PNDP. Ces ressources financières sont représentées dans le tableau ci-dessous. Les autres ressources à savoir les institutions et individus devant accompagner la Commune en tant que partie prenante à son développement ont été identifiées lors de l'élaboration des différents diagnostics et ont été analysées à travers l'outil dénommé Analyse des parties prenantes au développement de la Commune de Nitoukou. Citons entre autres :

N°	Source	Montants	Domaine	Stratégie de mobilisation	Utilisation	Echéance
01	PNDP	32 940 473	Agriculture	Eligibilité		2014
02	FEICOM	20 000 000		Acquis	Fonctionnement et investissement	2014
03	Recettes propres	500 000	Institution Communale	Recouvrement	Fonctionnement et investissement	2014
04	BIP	116 000 000	Education Elevage Routes		Investissement	2014
05	Crédits					

- La stratégie de mobilisation des ressources

Pour la mise en œuvre des actions programmées dans le CDMT et le PIA, une première partie des ressources est déjà mobilisée à savoir :

- les financements du PNDP ;
- une partie des fonds du FEICOM qui représente un crédit d'investissement ;
- la contribution de la commune.

Une seconde partie est en cours de mobilisation de même que la dernière, concernant les recouvrements de l'impôt libérateur, l'intervention des Institutions, les sectoriels et les Elites. L'exécutif communal devra, à cet effet, organiser la recherche des financements auprès des bailleurs et des multiples partenaires au développement de même que les partenariats qu'elle va nouer.

- La mobilisation de l'apport personnel dans le financement des micro- projets

Chaque village ou groupe bénéficiaire d'un projet à travers les membres de CC devra libérer sa quote part dont le pourcentage varie d'un projet à un autre. Cela devra se faire à partir du moment où l'on exprime un besoin, par organisation de la collecte, autour du Comité de concertation mis en place lors des ateliers de diagnostic dans ces villages. Notons que même les ressources matérielles seront mobilisées en fonction des projets. Chaque village ou groupe bénéficiaire s'organisera de façon à sécuriser ses ressources. Et pour ce qui est du plan de financement, il sera élaboré pour chaque requête de financement d'un projet programmé et sa mise en œuvre ne sera effective qu'après mobilisation de l'apport des bénéficiaires.



### 6.3.2 La programmation annuelle des projets prioritaires

Secteur	Intitulé du projet	Activités	Localité	Indicateur de résultat	Période				Porteur du projet	Coût	Source de financement			
					T1	T2	T3	14			Mairie	PNDP	BIP	FEICOM
HYDRAULIQUE	Construction d'un forage à motricité humaine		NEKOM 2											
EDUCATION	Equipement de l'école publique de Neboya en tables bancs		NEBOYA											
AGRICULTURE														
AGRICULTURE														

### 6.3.3 Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables

Une bonne stratégie de développement local ne saurait se concevoir sans prendre en compte les couches les plus défavorisées. Aussi, le présent plan de développement local prévoit des actions en faveur des couches vulnérables. Ces actions se déclinent à travers le plan opérationnel consigné dans le tableau suivant :

**TABLEAU : PLAN OPERATIONNEL EN FAVEUR DES POPULATIONS VULNERABLES**

N°	activités	Indicateurs de résultats	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	responsables	Coût	Sources de financement
1	Recensement des populations vulnérables	Liste des personnes vulnérables recensées													MINAS PNDP Commune	5 000 000	MINAS
2	Appui au financement des microprojets en faveur des couches vulnérables	Nombre de personnes financées													MINAS Commune Partenaires	15 000 000	MINAS Partenaires
3	Octroi des appareillages aux handicapés	Nombre d'handicapés ayant reçu les appareillages													MINAS Commune Partenaires	5 000 000	MINAS Partenaires
4	Aides et secours aux personnes indigentes et nécessiteuses	Nombre de personnes aidées													MINAS Commune	3 000 000	MINAS Partenaires
5	Appui aux organisations des cibles du MINAS	Nombre d'organisation appuyée													MINAS	2 000 000	MINAS Partenaires

**6.4 Plan de Passation des marchés du PIA**

microprojets	Période de passation de marché			Période probable d'exécution
	Rédaction des lettres commandes et lancement des appels d'offre et dépôts des offres	Dépouillement et analyse des offres	Attribution des marchés signature et des contrats	
Construction d'un forage à motricité humaine	15/01/2014	15/02/2014	15/03/2014	15/04 au 15/07 2014 (90 jours)
Equipement de l'école publique de Neboya en tables bancs	21/01/2014	21/02/2014	21/03/2014	21/05 au 21/08 2014 (03mois)
Construction de 02 salles de classes à l'école publique de Neboya	21/01/2014	21/02/2014	21/03/2014	21/05 au 21/08 2014 (03mois)

Construction d'un atelier au lycée technique de Nitoukou	21/01/2014	21/02/2014	21/03/2014	21/05 au 21/08 2014 (03mois)
Construction d'un CZV	21/01/2014	21/02/2014	21/03/2014	21/05 au 21/08 2014 (03mois)
Construction / équipement des Centres d'éducation et d'actions communautaires	23/01/2014	23/02/2014	23/03/2014	23/04 au 23/06 2014 (02mois)
Réhabilitation des routes	05/02/2014	05/03/2014	05/04/2014	05/05 au 05/06 2014 (01mois)

## 7 MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

## 7. Mécanisme du suivi-évaluation du PCD

### ↳ Description du mécanisme de suivi du PCD

Dans le contexte de la promotion de l'auto- développement au sein de la commune de NITOUKOU, il a été mis sur pied, au terme du processus d'actualisation du Plan Communal de Développement le comité chargé de veiller et de conduire la mise en œuvre du plan existant ; Outils de suivi évaluation participatif.

Le comité de suivi de la commune de Nitoukou a programmé tenir une réunion mensuelle au cours de laquelle un rapport sera rédigé et mis à la disposition de l'Exécutif Municipal et de l'ensemble des Conseillers. Au cours de ces rencontres, le Comité de Suivi sera chargé de stimuler la mobilisation des fonds de même que l'implication de toutes les couches sociales

### 7.1 Composition et attributions du comité de suivi évaluation du PCD

#### ↳ Composition

Ce comité est composé de 06 membres dont :

- Un président ;
- Un Secrétaire général ;
- 04 membres.

#### ↳ Attributions

Le comité de Suivi a pour mission principale d'assurer la coordination et la gestion des activités à réaliser dans la Commune et la liaison entre la communauté et les institutions de développement. Pour ce faire, il a pour rôle :

- 1- Mobiliser les ressources internes et externes ;
- 2- Assurer la transparence dans l'utilisation des ressources (présenter les états de gestion à l'assemblée villageoise) ;
- 3- Assurer la bonne exécution des actions contenues dans le plan de développement ;
- 4- Coordonner les différentes contributions pour plus d'efficacité ;
- 5- Suivre l'exécution des projets ;
- 6- Evaluer les projets en fin d'exécution ;

- 7- Sensibiliser les populations sur les enjeux de la décentralisation ;
- 8- Sensibiliser les populations pour leur apport personnel (financière, matérielle et humaine) aux actions communautaires du village;
- 9- Favoriser les synergies dans les actions de développement.

☞ **Critères d'éligibilité des membres du comité de concertation**

- 1- Etre disponible ;
- 2- Etre honnête ;
- 3- Avoir le souci de l'intérêt général ;
- 4- Avoir un contact facile ;
- 5- Tenir compte des différentes catégories socioprofessionnelles du village ;
- 6- Avoir participé à l'ensemble du processus d'élaboration du PCD.

☞ **Rôle des autres parties prenantes dans le suivi du PCD**

**Les sectoriels** (Responsables sectoriels dans les domaines concernés) ; ils doivent :

- S'impliquer dans l'appréciation des données de base et des résultats du diagnostic pendant le processus ;
- Signer le formulaire des aspects socio environnementaux ;
- Donner un avis de conformité.

**La CNC** [Cadre de la Cellule Régionale du Programme, Comité de lecture (CRP, sectoriel, personne ressource, maire concerné, consultant)] ; ils doivent:

- Examiner des documents contenant les observations et les recommandations ;
- Transmettre au consultant les observations et recommandations.

**Le COMES** (Membres du COMES, le consultant, le PNDP comme observateur) :  
Ils doivent se constituer en sous-comités d'analyse pour examiner les documents.

☞ **Tableau de suivi évaluation**

Le tableau de suivi évaluation a été présenté à la communauté afin de lui expliquer les méthodes de suivi de la mise en œuvre du microprojet communautaire.

Le tableau présente pour chaque activité planifiée ce qui a effectivement été réalisé par rapport à ce qui a été prévu, les résultats atteints par rapport à ceux prévus, l'explication des écarts et les actions à mener.

Tableau: Tableau de suivi évaluation du PCD

Activités planifiées	Période		Résultat		Explication des écarts	Actions à mener
	Prévue	Réalisée	Prévu	Réalisé		

☞ *Liste nominative des membres du comité de suivi du PCD ne fois les modalités pratiques relatives aux nominations lues par l'équipe pluridisciplinaire et approuvées par l'assemblée générale, le maire a procédé à la lecture de la liste des membres du Comité de suivi du PCD de NITOUKOU dont les noms suivent :*

- ✓ 1. **Président** : BAKONDON NITEK Telesphore, 2<sup>eme</sup> Adjoint au Maire ;
- ✓ 2. **Vice-président** : BAYOCOLAK, Proviseur du lycée de Nitoukou ;
- ✓ 3. **Rapporteur** : NDEME Aline, ACD de la Commune de Nitoukou ;
- ✓ 4. **Membre** : MOUKOKO Jean Claude, Elite
- ✓ 5. **Membre** : TITOK Luc, Représentant des handicapés
- ✓ 6. **Membre** : BEHALAL BEHALAL, Ancien d'église

## 7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

TABLEAU : INDICATEURS DE SUIVI ET EVALUATION DU PIA

Étapes du projet	Éléments de suivi	Indicateurs	Cibles
Avant le projet	Choix du site/sensibilité du site	Lettre de donation	Titre de propriété
	Etude/examen environnemental	Termes de référence/formulaire d'examen environnemental bien rempli Vérifier que tous les coûts	



		des mesures environnementales figurent dans la requête, puis dans le DAO	
	Compensation	Les contrats de compensation sont réglés	Pas de plaintes
<b>Pendant le projet</b>	Zones d'emprunt	Etat de la zone/paysage Niveau d'érosion	
	Zones de dépôt	Distance par rapport aux cours d'eau	Eau propre
	Provenance des matériaux	Qualité de l'air	Visibilité non gênée
	Gestion des déchets divers	Qualité de vie, de l'eau	
	Main d'œuvre/Personnel	Nombre de conflits	Pas de conflits, Pas de plaintes
	Zones sensibles (cours d'eau)	Qualité de l'eau Niveau de pollution	Eau transparente
	Sources de conflits		Pas de conflits
	Sécurité	Nombre d'accidents	
<b>Après le projet</b>	Végétation sur le talus	Superficie engazonnée	
	Ouvrages projetés (fascines, etc.)	Présence de l'ouvrage	
	Bien-être/gestion des déchets	Qualité de vie, des sols, des cours d'eau	Accessibilité améliorée
	Plaintes/conflits		Pas de conflits
	Revenu	Nombre d'emplois générés directs et indirects	Augmentation générale des revenus dans la zone du projet
	Sécurité	Nombre d'accidents	Réduction du nombre d'accidents

### 7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

A ce niveau, l'exécutif communal doit s'engager à mettre à la disposition de toutes les parties prenantes, les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés dans la réalisation des microprojets.

La mise en œuvre de ces objectifs est accompagnée par un dispositif de suivi et d'évaluation s'articulant autour des axes suivants :

- Des comités de suivi et d'évaluation
  - Un comité de suivi-évaluation au niveau communal
  - Un Comité de Concertation au niveau de chaque village

- Un reporting périodique :
  - Un rapport d'étape sur l'avancement des travaux ;
  - Un rapport annuel sur le bilan des réalisations ;
  - Une batterie d'indicateurs de suivi (fréquence mensuelle, trimestrielle ou semestrielle) ;
  - Un plan d'actions annuel
- Un processus au niveau communal d'évaluation du degré d'atteinte des objectifs, de proposition d'amélioration des performances et de nouvelles orientations
- Des actions d'audit, le cas échéant

#### **7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD**

Un programme d'action qui précise les activités et les tâches, leurs résultats ou indicateurs de processus, les responsabilités de mise en œuvre, le calendrier d'exécution ou chronogramme, les ressources pour chaque tâches sera élaboré à la fin de chaque année pour l'année suivante à travers un atelier réunissant plusieurs parties prenantes notamment : l'exécutif communal, le conseil municipal, les sectoriels, les chefs de villages, les présidents des comités de concertation, les membres de la société civile.

Cet atelier aura pour but de choisir dans le Cadre de Dépenses à Moyens Termes (CDMT), les projets reconnus prioritaires en fonction des ressources disponibles et mobilisables. Cette étape sera appelée planification opérationnelle. La visibilité pour la mise en œuvre est ainsi précisée pour une échelle temporaire plus courte : un an. La programmation inclura la dimension physique et spatiale (où les activités et les projets se trouvent concrètement).

Il faudra identifier au fur et à mesure les microprojets qui résultent des problèmes prioritaires et faire des requêtes de financement. L'élaboration des requêtes de financement sera confiée en sous-traitance à des bureaux d'études ou à des prestataires qui ont une longue expérience dans le domaine. Chaque requête contiendra des descriptions spécifiques au projet ainsi que les impacts environnementaux et sociaux qui en découleront, de même que les prescriptions techniques en vue d'atténuer les impacts négatifs

## 8 **PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

**PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD**

Pour ce qui est de la communication, les activités à mener doivent permettre la circulation de l'information entre les parties prenantes et les populations à la base, une meilleure lisibilité des différentes interventions.

Les différents outils de communication ci-après seront utilisés il s'agira :

- ❖ Des rapports d'activité et des rapports financiers mensuels, trimestriels, semestriels et annuels du comité de suivi du PCD;
- ❖ Des rapports des chefs de village et des comités de concertation chargés de suivre les activités à la base ;

Il s'agira aussi, dans ce cadre, de mettre à contribution les éléments de communication de masse à savoir les mass média publics et privés (presse écrites audio et vidéo) de même que les organes de presse écrites. Un journal local pourra, à travers les témoignages recueillis, les images et autres éléments de visibilité, renseigner les populations sur l'état d'avancement des travaux.

S'agissant particulièrement de l'appropriation du Plan de développement communal, elle entend :

- Organiser une réunion de restitution aux élites de la localité et aux acteurs au développement ;
- Organiser une réunion de restitution aux chefs de villages et des Comité de Concertation niveau village ;
- Mettre à la disposition de chaque village un Plan Communal de Développement ;
- Editer un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres ;

<b>Objectif</b>	<b>Activités</b>	<b>Délais</b>	<b>Coûts(en milliers)</b>	<b>Observations</b>
A l'horizon 2019, les populations de NITOUKOU sont	Organiser une réunion de restitution aux chefs	Décembre 2014	3 000	12 chefs de villages et 11 présidents des comités de

mieux informées sur tous les aspects concernant leur développement	de villages et des Comité de Concertation niveau village ;			concertation
	Mettre à la disposition de chacun de village un Plan Communal de Développement ;	Décembre 2014	530	1 Plan par village à raison de 10 000 FCFA
	Editer un bulletin de communication de la Commune pour susciter une saine émulation au sein des communautés à travers la publication des réalisations des unes et des autres	Continue	500	200 FCFA l'exemplaire
	Actualiser le site internet de la commune	Mai 2014	500	
<b>Total</b>			<b>4 530</b>	

## **CONCLUSION**

## 9 CONCLUSION

L'élaboration du Plan Communal de Développement de Nitoukou a été faite suivant la démarche participative consignée dans le **Guide méthodologique de planification régionale et locale (1<sup>ère</sup> édition octobre 2009)** et s'est déroulée avec la participation de toutes les parties prenantes au développement de la localité à savoir : les populations à la base, les autorités administratives sectoriels, religieuses, traditionnelles et politiques. Désormais **document de base de toute prise de décision pour la commune**, le Plan Communal de Développement de la Commune de NITOUKOU s'est voulu concis et concret.

A la fin du processus et après traitement des données collectées sur le terrain, il ressort que la commune de NITOUKOU regorge d'énormes potentialités qui seraient susceptibles de booster de manière significative son développement ; développement qui passe par l'amélioration substantielle de l'offre en infrastructures de développement de base, le développement d'une économie locale renforcée, la résorption du chômage. L'institution communale quant à elle doit connaître une amélioration au niveau de la gestion des ressources tant humaines, financières que patrimoniales. La gestion des relations internes et externes doit aussi connaître des améliorations afin de hisser la commune à la hauteur de sa vision et de son projet de développement.

Malgré de nombreux problèmes recensés lors des différents diagnostics tels que l'insuffisance de la couverture électrique, la difficulté d'accès à l'eau potable, l'insuffisance d'une couverture en offre de santé appropriée, le problème de la circulation des personnes et des biens, des solutions efficaces et durables ont été proposées lors de l'atelier du PCD. Les potentielles sources de financement du plan d'Investissement annuel 2014, sur la base des ressources effectivement mobilisables faite par le Maire, promettent un avenir meilleur si toutes les parties prenantes au développement de la commune s'engagent chacune en ce qui la concerne à la mise en œuvre de son potentiel.

Pour une mise en œuvre objective de ce plan, un comité chargé de piloter le PCD a été mis en place par arrêté municipal. Il sera accompagné techniquement par des sectoriels et s'efforcera de produire les résultats escomptés. Ces résultats ne

pourront être atteints que si ce Comité arrive à mobiliser les ressources internes et externes, par la définition des programmes de recherche des financements intégrant toutes l'élite de la Commune, pour un Développement Intégral de l'Homme.



**BIBLIOGRAPHIE :**

- Objectifs du Millénaire pour le Développement ;
- Document de Stratégie pour la Croissance et l'emploi ;
- Guide méthodologique de planification régionale et locale (1<sup>ère</sup> édition octobre 2009)
- Rapport consolidé des données des diagnostics de la Commune de NITOUKOU (novembre 2013) ;
- Rapport du Diagnostic Institutionnel Communal de la Commune de NITOUKOU 2013) ;
- Rapport du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal de la Commune de NITOUKOU (2013) ;
- Comptes administratifs de la commune de NITOUKOU (2010-2011) ;
- Plan de Développement Communal de la Commune de NITOUKOU (2009) ;
- Fiche Excel des données

**ANNEXES**

## Annexe 1 : Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N°1			
1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		2014	
2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la Commune bénéficiaire	Nitoukou		
Département	Mbam et Inoubou		
Région	Centre		
Titre du Projet	Construction d'un forage		
3	Financement du PROJET (sur 1 an)		
Libellés			Montants
Contribution sur budget Communal			8 500 000
Contribution sur budget de l'Etat			0
Autres co-financements confirmés			000 000
Montant sollicité			0
Total			8 500 000
4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cible bénéficiaires	NEKOM 2		
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux	Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques	Réduire les maladies hydriques		
Résultats attendus	Augmentation du nombre de points d'eau potable		
Activités	Construction d'un point d'eau		
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
Orientations	Description		
PCD	Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles		
Stratégie sectorielle	Améliorer l'offre en eau des populations de la commune		
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2019)		
Autres à préciser			
6	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	

FICHE DE PROJET N°2			
<b>1</b>	Mois	Année	Observations
Date d'établissement		<b>2014</b>	
<b>2</b>	<b>INFORMATIONS SUR LE PROJET</b>		
<b>Nom de la Commune bénéficiaire</b>	<b>Nitoukou</b>		
<b>Département</b>	<b>Mbam et Inoubou</b>		
<b>Région</b>	<b>Centre</b>		
<b>Titre du Projet</b>	<b>Equipement en tables-bancs</b>		
<b>3</b>	<b>Financement du PROJET (sur 1 an)</b>		
Libellés			Montants
<b>Contribution sur budget Communal</b>			<b>1 120 000</b>
<b>Contribution sur budget de l'Etat</b>			<b>0</b>
<b>Autres co-financements confirmés</b>			<b>0</b>
<b>Montant sollicité</b>			<b>0</b>
Total			1 120 000
<b>4</b>	<b>OBJECTIFS DU PROJET</b>		
<b>Groupes cible bénéficiaires</b>	Ecole publique de Neboya (45 tables bancs)		
<b>Problèmes à résoudre</b>	Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité		
<b>Objectifs globaux</b>	Faciliter l'accès à l'éducation de base		
<b>Objectifs spécifiques</b>	Augmenter quantitativement les équipements dans les infrastructures scolaires de la commune		
<b>Résultats attendus</b>	Augmentation du nombre de places assises		
<b>Activités</b>	Equiper les écoles en tables-bancs		
<b>5</b>	<b>LIEN AVEC LA PROGRAMMATION</b>		
Orientations	Description		
<b>PCD</b>	Doter la commune les infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en équipement		
<b>Stratégie sectorielle</b>	Faciliter l'accès de tous les jeunes en âge scolaire à une éducation de base de qualité		
<b>Politique nationale (DSCE)</b>	Améliorer l'accès et l'équité dans l'éducation de base		
<b>Autres à préciser</b>			
<b>6</b>	<b>COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS</b>		
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
		Cocher	